

# Un manuel parlementaire concernant le problème des armes légères et de petit calibre

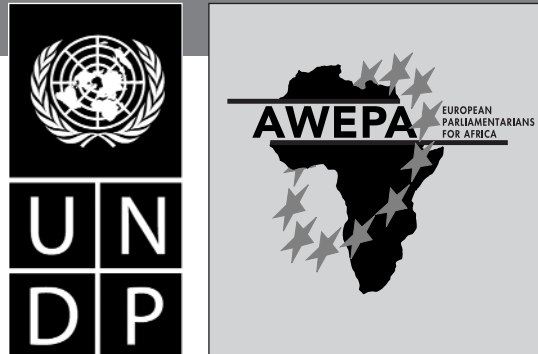
Les armes légères et de petit calibre tuent et gênent le développement que peuvent faire les Parlementaires pour lutter contre ce fléau?

PNUD/AWEPA MARS 2004

# A Parliamentarians' Handbook On The Small Arms Issue

Small arms and light weapons cause death and hinder development what can parliamentarians do to curb this scourge?

UNDP/AWEPA MARCH 2004



## Table des matières

	Introduction _____	5
1	Plan d'action pour lutter contre la prolifération des armes légères et de petit calibre _____	7
2	L'impact de la prolifération des armes légères et de petit calibre _____	13
3	Qu'a-t-on obtenu jusqu'à présent? _____	19
4	L'origine du problème des armes légères et de petit calibre en Afrique _____	28
5	Législation _____	35
6	Le rôle du monde industrialisé _____	41

### ANNEXES

1	Liste des Participants PNUD/AWEPA Conférence de Mombasa, novembre 2003 _____	91
2	Adresses/sites Internet _____	95
3	Plan d'action parlementaire de Mombasa _____	98
4a	Déclaration Conjointe des Délégations Parlementaires du Burundi, de la République démocratique du Congo et du Rwanda _____	103
b	Plan d'action parlementaire de Bujumbura _____	104
5a	Déclaration de Nairobi _____	106
b	Protocole de Nairobi _____	114
c	Déclaration Ministérielle – La Seconde Conférence Ministérielle de la Déclaration de Nairobi _____	140
6	UE Code de Conduite _____	147
7	Parlement européen – Déclaration écrite sur le renforcement des contrôles UE sur l'exportation des armes et sur la mise en œuvre d'un Traité international sur le Commerce des Armes _____	158
8	Lois _____	160

## Contents

	Introduction _____	50
1	Plan of Action to Curb Proliferation of Small Arms _____	52
2	The Impact of the Proliferation of Small Arms _____	58
3	What has Been Achieved So Far _____	63
4	Origin of the Small Arms Problem in Africa _____	72
5	Legislation _____	79
6	The Role of the Industrialised World _____	84

© AWEPA, 2004

Cover photo credit: Gilbert Barthe

All other photo credits to: Pieter Boersma

Text: Jos Havermans

Editor: John McKendy

Photo placement: Mark Holtkamp

Translation: Jerome Angot

Design: Rob van der Doe - Jantine Jimmink

Printing: Keizer & van Straten

ISBN: 90-72458-97-4

Internet [www.awepa.org](http://www.awepa.org)

#### Amsterdam Office

Prins Hendrikkade 48

1012 AC Amsterdam

The Netherlands

Tel. +31 20 524 5678

Fax +31 20 622 0130

Email: [amsterdam@awepa.org](mailto:amsterdam@awepa.org)

#### Belgium Office

Tel. +32 2 501 77 27

Fax +32 2 501 78 85

E-mail: [info@awepa.senate.be](mailto:info@awepa.senate.be)

#### Burundi Office

Tel. +257 245469

Fax +257 245470

Email: [awepaburundi@usan-bu.net](mailto:awepaburundi@usan-bu.net)

#### Congo Republic Office

Tel. +242 81 55 20

Fax +242 63 41 36

Email: [awepabrazza@hotmail.com](mailto:awepabrazza@hotmail.com)

#### Mozambique Office

Tel. +258 141 8603

Fax +258 141 8604

E-mail: [awepa@tvcabo.co.mz](mailto:awepa@tvcabo.co.mz)

#### Rwanda Office

Email: [awepakigali@yahoo.fr](mailto:awepakigali@yahoo.fr)

#### South Africa Office

Tel. +27 21 46 21 767

Fax +27 21 46 22 918

Email: [awepact@wn.apc.org](mailto:awepact@wn.apc.org)

#### Uganda Office

Tel. +256 41 254 947

Fax +256 41 231 947

Email: [awepaug@parliament.go.ug](mailto:awepaug@parliament.go.ug)

## ANNEXES

1	List of Participants UNDP/AWEPA Conference Mombasa, November 2003 _____	91
2	Addresses/Websites _____	95
3	Mombasa Parliamentary Plan of Action _____	100
4a	Déclaration Conjoint des Délégations Parlementaires du Burundi, de la République Démocratique du Congo et du Rwanda _____	103
b	Plan d'Action Parlementaire du Bujumbura _____	104
5a	Nairobi Decalaration _____	110
b	Nairobi Protocol _____	127
c	Ministerial Declaration - The Second Ministerial Review Conference of The Nairobi Declaration _____	140
6	EU Code of Conduct _____	152
7	European Parliament – Written Declaration on strengthening EU arms export controls and working towards an international Arms Trade Treaty _____	158
8	Laws _____	160

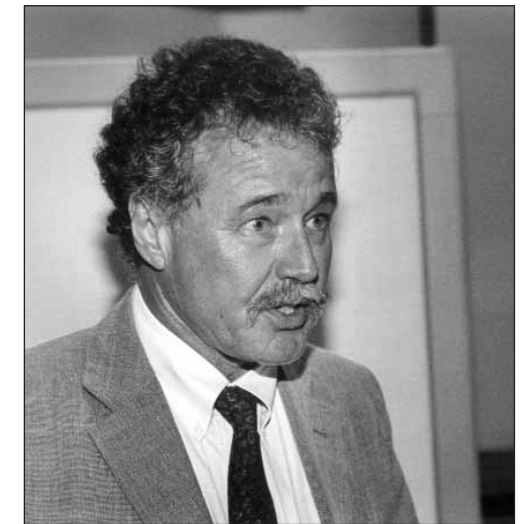
## Introduction

Personne ne contestera la gravité du problème que représente la prolifération illicite des armes légères et de petit calibre, provoquant une énorme souffrance humaine dans beaucoup de régions du monde et particulièrement en Afrique (Centrale, de l'Est et Corne africaine)

Des parlementaires de ces régions, réunis lors d'une Conférence organisée par le PNUD et l'AWEPA du 26 au 28 novembre 2003, ont obtenu un accord sur un plan d'action parlementaire. Plan dont l'objectif avoué est l'irradication de ce commerce mortel.

Dans ce plan d'action de Mombasa, adopté après trois jours de débats mouvementés, les parlementaires se sont mis d'accord sur le fait d'insister auprès de leurs gouvernements pour que ceux-ci ajustent leurs législations nationales. Ceci ayant pour but d'avoir un contrôle plus efficace sur les armes légères et de petit calibre. Ils travailleront vers une harmonisation de ces lois au niveau régional. Il y a une volonté commune pour la recherche d'une véritable solution au problème. Celle-ci va se traduire dans les faits par des rencontres régulières afin de rester attentif à la consolidation des acquis et évaluer les progrès encore à faire. En marge de la Conférence, les Parlementaires du Burundi, de la République démocratique du Congo et du Rwanda, se sont mis d'accord sur la création d'une organisation commune œuvrant à une harmonisation de leur propre législation.

Les parlementaires africains se



M. Paul André de la Porte, Résident Coordinateur ONU et Résident Représentative PNUD, Kenya

Dr. J.N. Scholten, Président de l'AWEPA



sont engagés dans toute une série de démarches concrètes, mais qui ne peuvent aboutir sans aides extérieures. La plupart des armes légères et de petit calibre entrant en Afrique par l'intermédiaire de constructeurs et de courtiers européens, ils ont légitimement fait appel à leurs collègues européens et à ceux d'autres pays industrialisés pour les alerter du danger. Les pays africains ont besoin de la collaboration des parlementaires des pays du Nord. Les législateurs du monde entier devraient coopérer et essayer de travailler en harmonie, afin d'éradiquer ce fléau. L'étape suivante serait le soutien à l'établissement d'une convention internationale sur l'enregistrement, le marquage et la traçabilité des armes légères et de petit calibre. L'ensemble de ces travaux étant réalisé sous l'égide de l'ONU.

Ce manuel pratique doit aider les Parlementaires dans leurs efforts de lutte contre la progression de la prolifération des armes légères et de petit calibre. Il comporte des indications sur ce qui a été obtenu à Mombasa et informe de façon détaillée les parlementaires sur les problèmes engendrés par ce type d'armes en Afrique centrale, de l'Est et dans la Corne de l'Afrique. Il montre comment ces pays peuvent contribuer à résoudre juridiquement ce problème.

Nous invitons les Parlementaires à considérer cette publication comme un document vivant, ouvert aux commentaires et aux adaptations.

*Jan Nico Scholten*  
*Président, AWEPA*

*Paul André de la Porte*  
*PNUD Représentant*  
*Résident et Coordinateur*  
*et Résident ONU*  
*Coordinateur, Kenya*

## 1 *Plan d'action pour lutter contre la Prolifération des Armes légères et de petit calibre*

**Les Parlementaires de huit pays de la Région des Grands Lacs et de la Corne de l'Afrique ont trouvé lors d'une conférence internationale en novembre 2003 à Mombasa, un accord sur le Plan d'action destiné lutter contre la prolifération d'armes légères et de petit calibre dans leurs pays.**

Le plan prévoit une action parlementaire dans les pays africains, où de nombreuses armes légères et de petit calibre sont dispersées, tout comme dans les pays du nord, où la plupart de ces armes sont fabriquées. Cette phase suivait des campagnes antérieures de lutte (Déclaration de Nairobi adoptée en 2000) contre la prolifération illicite d'armes légères et de petit calibre. Armes qui tuent annuellement 300.000 personnes.

Dans la Déclaration de Nairobi, les gouvernements des pays de l'Est, du Centre et de la Corne de l'Afrique, promettaient d'adopter des lois adéquates qui assureraient un contrôle efficace sur la possession et le transfert des armes légères et de petit calibre. Un des résultats concrets de la Déclaration de Nairobi a été la rédaction de Points Focaux Nationaux. Ceux-ci permettant de vérifier la mise en œuvre de ces mesures au niveau de l'exécutif national.

Des observateurs indiquent que l'adoption du Plan d'action lors de la 'Conférence Parlementaire sur les Armes Légères et de Petit Calibre' à Mombasa, organisée par AWEPA – l'Association de Parlementaires européens pour l'Afrique – et le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), était un pas en avant. Les délégués ayant adopté le plan sont des membres du Parlement dans des régions ayant connues de grandes souffrances humaines. Celles-ci résultant d'un accès incontrôlé aux armes légères et de petit calibre pendant la dernière décennie.

Le Plan d'action de Mombasa comporte un élargissement important du plan de lutte contre les armes légères et de petit calibre. La Déclaration de Nairobi fut une initiative en ce qui concerne l'exécutif, le Plan d'action de Mombasa est une initiative en ce qui concerne législatif. Le problème est évoqué dans leur circonscription et dans la société civile. En même temps, l'engagement des Parlementaires crée une pression continue sur les gouvernements pour les obliger à réaliser ce qu'ils ont promis de faire dans la Déclaration de Nairobi et dans d'autres conventions internationales relatives aux armes.

## QUELLES SONT LES ARMES LÉGÈRES ET DE PETIT CALIBRE?

Les notions 'd'armes légères et de petit calibre' sont une référence aux armes faciles à porter et relativement bons marchés. Elles comportent des revolvers et des pistolets, des grenades propulsées par roquette et des mortiers. Les kalachnikovs, ou AK-47, sont probablement les mieux connus et les plus facilement disponibles dans cette catégorie. Les munitions et les explosifs, comme les grenades à main, sont également considérées comme appartenant à la catégorie des armes légères et de petit calibre.



Session Plénière

Un groupe d'experts des Nations Unies a développé, fin des années 1990, une définition de ce type d'armes, les divisant en trois catégories:

### 1 Armes de petit calibre:

- Revolvers et pistolets à répétition;
- Fusils et carabines;
- Pistolets mitrailleurs;
- Fusils d'assaut;
- Mitrailleuses légères.

### 2 Armes Légères:

- Mitrailleuses lourdes;
- Lance-grenades portables;
- Canons antiaériens portables;
- Canons antichars portables et des fusils sans recul;
- Systèmes de lance-missiles et de lance-fusées antichars portables;
- Systèmes de lance-missiles antiaériens portables;
- Mortiers de calibre de moins de 100mm.

### 3 Munitions et explosifs:

- Cartouches (rondes) pour armes légères et de petit calibre;
- Douilles et missiles pour armes légères;
- Conteneurs mobiles avec des missiles ou des douilles à simple effet et systèmes antiaériens et antichars;
- Grenades antipersonnelles et antichars;
- Mines terrestres;
- Explosifs.

Source: Ilhan Berkol, Marking and Tracing Small Arms and Light Weapons. Improving Transparency and Control. GRIP, Brussels, March 2002.

Le plan d'action de Mombasa constitue la base pour les initiatives apprendre par gouvernements. Des mesures concrètes et significatives à prendre par les pays africains. De plus, le plan fait appel aux parlementaires et aux gouvernements dans d'autres parties du monde, en particulier en Europe, pour adopter des mesures de réduction de la production et de la diffusion illicite des armes légères, de petit calibre et des munitions.

Le Plan d'action de Mombasa a été soutenu par des délégations parlementaires du Burundi, de la République du Congo, de la République démocratique du Congo, de la République centrafricaine, du Kenya, de la Tanzanie, de l'Ouganda et du Rwanda, tout comme de membres de l'assemblée législative est-africaine.

Ci-dessous, les éléments clés du Plan d'action Mombasa:

### 1. Amélioration de la législation

Dans le document, les parlementaires sont d'accord pour répertorier toutes les lois existantes concernant ces armes dans leurs pays respectifs, et d'étudier si la législation est suffisante et assez adaptée à la réduction de la prolifération de ce type d'arme. Quitte à amender les lois si nécessaire.

Les Parlementaires ont également promis d'essayer de s'assurer que les sanctions seront imposées aux utilisateurs et aux fournisseurs d'armes illicites. Ces sanctions devraient être appliquées aux individus et aux organisations, mais également aux Etats. Les Etats qui encourageraient ou admettraient l'usage d'armes illicites ou de pratiques liées à ce commerce devraient être pénalisés. Un autre engagement ayant une grande importance internationale est le contrôle frontalier; les parlementaires ont affirmé vouloir harmoniser la législation sur les contrôles frontaliers dans leur région. Ils se sont également engagés à soutenir l'harmonisation d'un grand nombre de lois, comme indiqué dans la Déclaration de Nairobi.

De plus, les parlementaires ont annoncé qu'ils assureraient la promotion de l'adoption de deux accords internationaux:

- un accord sur le marquage, l'enregistrement et la traçabilité des armes légères et de petit calibre,

- un traité international sur le commerce des armes.

Ces accords et traités devraient être poursuivis au sein de la structure des Nations Unies, ont convenu les législateurs.

A un niveau plus pratique, les parlementaires ont convenu de poursuivre ces objectifs législatifs au niveau national. Ils demandent que le problème des armes légères et de petit calibre soit placé à l'ordre du jour parlementaire pour que les députés proposent et déposent des projets de loi sur le sujet. Ils ont suggéré la création de commissions ad hoc dans les parlements nationaux consacrées au problème spécifique des armes légères et de petit calibre.

## 2. Création de capacité institutionnelle

Les parlementaires ont dit rechercher la création d'un cadre institutionnel afin d'assurer la poursuite de la lutte contre les armes légères et de petit calibre. Les signataires du Plan d'action envisagent pour y arriver les actions ci-dessous :

- création d'un Réseau Inter-Parlementaire Régional afin d'exercer une pression et d'obtenir des votes de parlementaires sur la violence armée et le problème des armes légères et de petit calibre. Les Parlementaires ont demandé au PNUD et à AWEPA de soutenir cette initiative;
- établissement et/ou renforcement des Points Focaux Nationaux;
- demander au Ministre responsable de faire régulièrement rapport au Parlement sur les activités des Points Focaux Nationaux.

## 3. Parler du problème dans la circonscription– engager la société civile

Les parlementaires se sont engagés à réveiller la conscience sur le problème des armes légères et de petit calibre dans leur électorat. Ils disent vouloir identifier exactement quelles armes existent dans leur circonscription et essayer de trouver les causes de leur présence. Par conséquent, ils vont formuler des propositions au parlement ou au ministre compétent afin de l'aider à résoudre ces problèmes. Les Parlementaires feront de leur mieux pour obtenir l'engagement et la collaboration active de la population civile dans la poursuite de ces efforts.

### LE BURUNDI, LA RDC ET LE RWANDA RECHERCHENT L'HARMONISATION

À l'occasion de la conférence PNUD/AWEPA à Mombasa, les délégations parlementaires du Burundi, de la République démocratique du Congo et du Rwanda ont conclu un accord sur le lancement d'efforts conjoints pour réduire le problème d'armes illicites dans leur région.

Dans une déclaration conjointe, publiée le 27 novembre et signée par représentants des trois pays, les Parlementaires annoncent la création d'une structure commune pour œuvrer vers une harmonisation de la législation des armes légères

et de petit calibre dans leur pays. Ceci conformément aux objectifs définis du Plan d'action de Mombasa. Ils ont également annoncé l'organisation de la première réunion de suivi à la conférence de Mombasa. Cette conférence a eu lieu dans la capitale burundaise Bujumbura fin mars 2004 et comportait des résultats concrets. Les délégations des trois pays se sont mises d'accord sur un plan comportant quatre étapes. Ce qui devrait entraîner une proposition de loi commune relative aux armes légères et de petit calibre avant fin 2004 (Voir annexe pour le texte intégral de ce Plan d'action Bujumbura).



Députés de RDC, Rwanda, et Burundi signent une déclaration sur l'Harmonisation des Législations sur les Armes Légères et de Petit Calibre

## 4. Travailler avec les médias

Le Plan d'action appelle également les législateurs à rechercher les contacts avec les médias en toute occasion appropriée pour renforcer l'attention de ceux-ci et susciter le débat public sur le problème des armes illicites. Les médias peuvent jouer un rôle crucial dans la vision et la compréhension accrue du problème. Les parlementaires peuvent amplifier la couverture médiatique en diffusant l'information dans la presse. Ils peuvent fournir des informations sur le problème et sur les actions entreprises pour le résoudre.

## 5. S'assurer que l'Europe assume sa part

Le problème de la distribution illicite des armes légères et de petit calibre ne peut être résolu par un seul pays ou une seule région. Les parlementaires africains demandent aux pays du Nord (Europe) et en particulier à leurs parlementaires, d'assumer leur part de responsabilité dans la lutte contre les armes légères et de petit calibre et dans la collaboration avec leurs collègues africains. Dans le Plan d'action, les Parlementaires demandent aux membres des Parlements européens d'étudier de façon critique la législation dans leur pays respectif et de proposer le cas

échéant des ajustements. Les législateurs africains ont également appelé les européens à analyser la situation de fait dans leur pays concernant la fabrication, le commerce et l'enregistrement des armes légères et de petit calibre, pour qu'il se fasse une idée exacte de l'envergure du problème.

Les délégations africaines dans le Plan d'action appellent l'AWEPA à travailler comme leur partenaire européen et à discuter du problème avec les organisations appropriées en Europe, tel que le Parlement européen et le Conseil de l'Europe. Ils ont également demandé au PNUD et à l'AWEPA d'organiser une conférence de suivi pour discuter encore du sujet et constater les progrès réalisés dans la mise en œuvre du Plan d'action de Mombasa. Une conférence de suivi a eu lieu en mars 2004 à Bujumbura et comportait des résultats concrets sous la forme d'un Plan d'action sub-régional (Plan d'action parlementaire de Bujumbura sur l'Harmonisation des Législations sur les Armes Légères et de Petit Calibre)

*Voir annexe pour le texte intégral du Plan d'action adopté à Mombasa et le Plan d'action Bujumbura.*

#### PARLER DU PLAN D'ACTION

**Dr. Luc Dhoore, Coordinateur politique d'AWEPA, a appelé les membres d'AWEPA à faire connaître le résultat de la conférence de Mombasa auprès des législateurs. Ceci pour renforcer les efforts de mise en œuvre du Plan d'action Mombasa.**



Dr. Luc Dhoore, Hon. Vice-président de l'AWEPA

“Lorsque la Déclaration de Nairobi a été adoptée, bon nombre de Parlementaires ne s'en rendaient pas compte, tant en Afrique qu'en Europe. C'est pourquoi AWEPA invite toutes ses sections et tous ses membres à parler du Plan d'action Mombasa,” a indiqué M. Dhoore.

Il dit également qu'une réunion de suivi devrait avoir lieu afin de poursuivre les discussions sur la mise en œuvre du Plan d'action de Mombasa. Cette réunion s'est tenue à Bujumbura, Burundi, les 29 et 30 mars 2004.

M. Dhoore, qui a présidé différentes sessions de la conférence PNUD/AWEPA à Mombasa, a appelé également les

Parlementaires à maintenir des liens étroits au niveau régional dans la région des Grands Lacs, dans la Corne de l'Afrique et dans la région de l'Afrique centrale afin d'œuvrer vers une élimination de la prolifération des armes.

## 2 L'impact de la Prolifération des Armes de Petit Calibre

**Les armes légères et de petit calibre tuent annuellement des centaines de milliers de personnes, soit directement par des conflits armés, soit indirectement en tant que résultat de dégâts causés par la guerre et la disponibilité d'armes pour les criminels. Les infrastructures socio-économiques, tels que la santé et les systèmes d'éducation en souffrent énormément. La disponibilité aisée et la prolifération des armes légères et de petit calibre ont démontré être un obstacle majeur au développement économique et humain.**

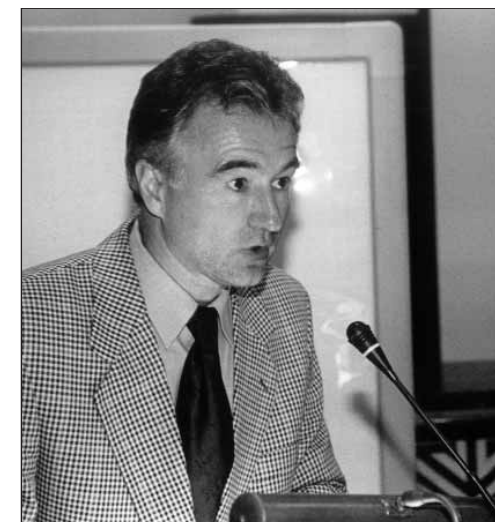
Selon le PNUD, les armes légères et de petit calibre tuent annuellement 500.000 personnes de part le monde. Environ 200.000 de ces morts tombent dans des pays ou des régions qui ne sont pas en guerre. En plus des morts, les armes légères et de petit calibre blessent encore plus de personnes, avec des millions de personnes en fuite.

#### LES ARMES LÉGÈRES ET DE PETIT CALIBRE NUISENT AU DÉVELOPPEMENT

**“Il est clair qu'un être humain souffrant à cause des armes légères et de petit calibre ou de la violence armée ne peut se développer,”** indiqua Gilbert Barthe, Directeur du Programme de Réduction des Armes légères et de Petit Calibre (PRAPC) du PNUD, à la conférence PNUD/AWEPA en novembre 2003 à Mombasa, Kenya. Barthe a mis en évidence le lien étroit entre le développement et les armes et les sept domaines où la prolifération des armes légères et de petit calibre nuit au développement comme identifiés dans la publication du PNUD - “Développement Tenu en Otage”: Analyse des Effets des Armes légères et de petit calibre sur le Développement Humain.

- Augmentation des crimes violents. Lorsque des bandes criminelles deviennent actives, un climat d'insé-

M. Gilbert Barthe, Directeur de Programme de Réduction des Armes Légères et de petit calibre, Grands-Lacs, du PNUD



curité règne, réduisant la qualité de vie de la population, faisant fuir les investisseurs étrangers et réduisant la productivité des travailleurs. L'insécurité générale a un effet négatif sur le tourisme.

- Affaiblissement du système de santé et de l'infrastructure d'éducation. Le personnel soignant se trouve souvent parmi les victimes des conflits armés. Tout comme les enseignants. Les écoles sont souvent pillées et brûlées pendant le conflit. L'accès aux hôpitaux et aux écoles est souvent limité à cause de l'insécurité. Les personnes malades ou blessées arrivants aux hôpitaux sont souvent abandonnés pendant le conflit armé.

- Le déplacement de population. L'usage ou la présence d'armes légères et de petit calibre dans une région crée une angoisse et fait fuir la population locale. Tant que les armes restent dans la région, les personnes en fuite ou les réfugiés sont moins inclinés à rentrer chez eux lorsque les combats ont cessé.

- L'économie souffre. Les activités commerciales et la production agricole sont souvent réduites ou s'arrêtent dans les régions connaissant l'insécurité et la violence.

- Réduction des ressources gouvernementales. A la suite de l'activité économique réduite, les gouvernements perçoivent moins de taxes. Lorsque les gouvernements ont moins de ressources à investir dans les services, ceci peut avoir un effet multiplicateur négatif sur l'activité économique.

- Dégâts causés aux structures sociales. Le capital social consiste en la cohésion de familles et de communautés locales. Celles-ci souffrent de l'impact négatif de la disponibilité d'armes légères et de petit calibre. Traditionnellement, les structures sociales, comme les conseils des anciens s'en trouvent également endommagés.

- Moins d'aide au développement. L'insécurité accrue peut inciter les organisations d'aide au développement à quitter la région. S'ils ne la quittent pas, les ressources disponibles peuvent être moins productives, étant donné que l'insécurité accrue coïncide habituellement avec des prix plus élevés pour le matériel de base et les services comme la nourriture et le transport.

L'Afrique sub-saharienne est un des plus petits marchés pour les armes légères et de petit calibre en termes de valeur et de chiffre d'affaires, mais c'est une des régions les plus affectées au monde. Le nombre comparativement fort élevé de victimes issues de la prolifération de ces armes est lié au grand impact des 'Etats faibles': une abondance de mouvements rebelles et une grande densité d'incidents violents envers les civils, suite à la pauvreté et à la rude concurrence pour les ressources peu nombreuses.

## 'BIEN QUE LES ARMES LÉGÈRES ET DE PETIT CALIBRE NE CAUSENT PAS DE GUERRE EN ELLES-MÊMES, LEUR DISPONIBILITÉ AISÉE ET LEUR ACCUMULATION ENCOURAGENT LES CONFLITS'

La plupart des livraisons d'armes légères et de petit calibre aux pays de l'Afrique subsaharienne ne sont pas enregistrées et par conséquent non quantifiables. Il est toutefois clair, selon les experts, que le nombre d'armes légères et de petit calibre introduites dans la région est énorme. Les prix peu élevés pour les armes à feu – seulement 25 dollars, par exemple, pour une mitrailleuse en Somalie en 2002 – jouent un rôle.

Les armes légères et de petit calibre ne causent pas de guerre en elles-mêmes, mais leur disponibilité aisée et leur accumulation encouragent les conflits. En République du Congo (Congo Brazzaville), par exemple, des chercheurs ont trouvé après la guerre de 1998-1999, environ 67.000 à 80.000 armes légères et de petit calibre dans le pays. Ces armes, cachées par les anciens combattants individuels ou leurs dirigeants, comprenaient des armes d'assaut AK-47, des Galils israéliens et des Vector R4 et R5 d'Afrique du Sud. La grande dispersion des armes, qui ont été importées ou reprises dans les casernes de l'armée, pouvait avoir contribué à ces nouveaux combats dans le pays en mars 2002, qui perdureront jusqu'en avril 2003.

### L'effet des armes légères et de petit calibre sur le développement humain

Bien que les armes légères et de petit calibre ne soient pas utilisées par les rebelles, les militants ou d'autres combattants dans des situations de guerre, elles peuvent causer de gros dégâts. Les armes deviennent dangereuses aux mains de jeunes peu qualifiés ou au chômage, de clans de guerre ethnique ou d'adeptes de partis politiques. Des civils enrégés peuvent prendre les armes et causer une chaîne d'événements où tout le monde sort perdant. Dès que les armes sont disponibles dans la région, elles ne disparaissent pas aisément. Un expert du PNUD a remarqué qu'en Afrique, les armes légères et de petit calibre survivent plus longtemps que la longueur moyenne d'une vie humaine.

### LES FABRICANTS

**Bien que l'on dise que les USA sont les plus grands fabricants d'armes à feu, uniquement un tout petit pourcentage de ces armes, fabriquées pour des objectifs civils, sont expédiées dans les pays en voie de développement. Les plus grands dégâts sont dus à la prolifération des armes légères et de petit calibre fabriquées à des fins militaires, dont la majorité provient de l'Europe.**

Environ 98 pays au monde fabriquent des armes légères et de petit calibre. L'Inde, le Pakistan, Singapour et l'Afrique du Sud sont parmi les nouveaux venus sur ce marché international et gagnent graduellement des parts de marché, mais la gran-



de majorité des armes légères et de petit calibre est fabriquée en Europe et aux Etats-Unis.

Des 6,9 millions d'armes à feu fabriquées en 2000, environ trois quarts l'ont été aux Etats-Unis. Ceux-ci fabriquent toutefois plutôt des armes à usage civil. Seulement un pour cent des armes légères et de petit calibre fabriquées aux Etats Unis est destinée à des fins militaires, ne faisant d'eux qu'un petit joueur sur le marché international d'armes légères et de petit calibre.

La plupart des armes légères et de petit calibre fabriquées à des fins militaires, (la catégorie responsable pour la majeure partie du problème), proviennent de d'Europe. Des usines d'armes en Belgique, en Autriche, en France, en Allemagne, en Italie, en Espagne, en Russie, en Grande Bretagne et en Suisse fabriquent la plus grande partie de ces armes, partout utilisées.

Parmi les fabricants européens des armes légères et de petit calibre, la Belgique joue un rôle pivot. Les usines d'armes belges Herstal et MECAR, fabriquant une grande série de revolvers, de fusils d'assaut, de mitrailleuses et de munitions ont une position dominante sur le marché des armes. D'autres grandes usines européennes sont Heckler & Koch (Allemagne), Beretta (Italie), SAN Swiss Arms (Suisse), Santa Barbara (Espagne) et Ceska Zbrojovka (République tchèque). Les fabricants d'armes israéliens occupent également une position d'une certaine importance sur le marché.

Le marché global pour les armes légères et de petit calibre, y compris les armes à feu à des fins civiles, a été évalué à US \$ 2,5 milliards en 2000. Le marché pour les armes légères et de petit calibre à des fins militaires a été estimé à US \$ 3,5 millions. Le nombre général d'armes légères et de petit calibre 'militaires' globalement fabriqué en 2000 s'élevait à 815.000.

Paradoxalement, il n'y a pas de traités internationaux sur les armes légères, bien qu'elles tuent le plus de personnes par an.

Source: Ilhan Berkol, Les Exportations d'Armements, GRIP, Presentation at the UNDP/AWEPA small arms conference in Mombasa, November 2003.

Il existe un lien étroit entre la dispersion d'armes illicites et le développement. Un niveau peu élevé de développement accroît les risques d'utilisation des armes. Les gens en situation précaire de pauvreté et d'inégalité utiliseront plus facilement la violence et les seigneurs de la guerre ont plus de facilité pour recruter des 'hired guns' parmi les jeunes sans emploi. Plus important, il est clair que l'utilisation des armes ou même leur simple présence, représente une menace créant la peur et empêchant le développement économique et humain. L'absence de guerre et de peur

et la présence de sécurité et de stabilité sont des exigences au développement. C'est une des raisons de l'engagement du PNUD dans la lutte contre la prolifération des armes légères et de petit calibre.

### 'EN AFRIQUE, LES ARMES LÉGÈRES ET DE PETIT CALIBRE ONT UNE LONGUEUR DE VIE PLUS LONGUE QUE LA MOYENNE D'UNE VIE HUMAINE'

Le PNUD indique qu'aux endroits où les armes et les tireurs règnent, le développement souffre. Les écoles et les magasins ferment, le commerce s'arrête et l'économie locale tourne au ralenti. Les habitations sont détruites, les ponts sont minés, les champs abandonnés. L'investissement privé est réduit à zéro et les organisations au développement ne peuvent fonctionner.

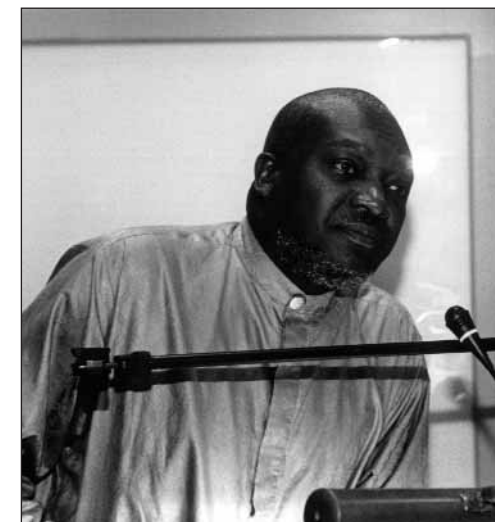
Le lien étroit entre le développement et le problème de la prolifération des armes légères et de petit calibre gagne en notoriété. Les pays donateurs et les organisations non gouvernementales ont pris de plus en plus le problème des armes légères et de petit calibre en considération en développant ou en mettant en œuvre des projets d'aide.

#### ARRÊTER LE CANCER DES ARMES LÉGÈRES ET DE PETIT CALIBRE

**Selon M. Isaac Chivore, l'utilisation et la prolifération des armes légères et de petit calibre ont été pour trop longtemps le cancer dans le monde en développement, minant la stabilité économique et politique.**

"Les armes légères et de petit calibre en de mauvaises mains tuent beaucoup de personnes, créent un climat de terreur et contribuent à une spirale négative de pauvreté et de misère", a indiqué M. Isaac Chivore, Député représentant PNUD au Kenya, lors de la Conférence PNUD/AWEPA. "La souffrance humanitaire de base (...) peut sembler évidente, les dégâts non-apparents à la société sont souvent moins clairs. Outre le fait qu'elles soient utilisées pour tuer annuellement plus de 300.000 personnes dans des conflits, (...) les armes légères et de petit calibre sont souvent les instruments primaires qui peuvent ralentir le processus de développement pour des années ou même pour des décennies."

Les organisations intergouvernementales et non gouvernementales sont assez



M. Tarirai Isaac Chivore, Ph.D., Vice-Representative Resident, PNUD

réticentes pour traiter le problème comme une affaire urgente de développement. Le Programme d'Action ONU 2001 lie la menace des armes légères et de petit calibre au développement durable tant au niveau individuel, local, régional, national, qu'au niveau international, dit-il. Le problème demande une simple solution individuelle pour un certain nombre d'affaires de politique, ayant des liens complexes avec les différents éléments et régions.

18

Comme résultat de différents programmes PNUD, des milliers d'armes ont été collectées en Afghanistan, en Albanie et au Congo Brazzaville, a indiqué M. Chivore. Le Bureau pour la Prévention et le Rétablissement de Crises a lancé des projets dans plus de 20 pays. Il admet que les pays et les régions les plus affectées pourraient avoir des problèmes pour mettre en oeuvre le Programme d'Action ONU. "Le PNUD se rend également compte que son soutien organisationnel devra nécessairement être temporaire. A cet effet il est donc important d'assurer la durabilité de son apport et des compétences des organisations partenaires, pour poursuivre les objectifs."



### 3 *Qu'a-t-on atteint jusqu'à présent?*

19

**L'objectif d'arrêter la prolifération des armes légères et de petit calibre a pris de l'envergure au milieu des années 90 et n'a fait qu'accroître depuis. Différentes initiatives clé ont été prises en Afrique et dans d'autres régions au monde.**

#### **Initiatives internationales**

La première initiative internationale significative de parler du problème des armes légères et de petit calibre fut prise en 1995 par l'ancien Secrétaire Général de l'ONU Boutros Boutros Ghali dans son rapport 'Supplément à l'Agenda pour la Paix'. Par conséquent, l'ONU a constitué en 1996 un Panel ONU d'Experts Gouvernementaux sur les armes légères et de petit calibre. Deux ans plus tard, en 1998, ce panel a été dénommé Groupe ONU d'Experts Gouvernementaux sur les armes légères et de petit calibre. L'organisation a rédigé des rapports comportant des recommandations pour l'action contre les armes légères et de petit calibre. Le Groupe est toujours actif et en 2003, il a élaboré, entre autres, un document relatif à la traçabilité, au Marquage et à l'Enregistrement des Armes légères et de petit calibre.

En juin 2001, les Nations Unies ont adopté le 'Protocole de Lutte contre la Production Illicite et le Trafic d'Armes à feu, leurs Pièces détachées et Composantes'. Ce fut une des premières initiatives internationales afin d'obtenir un mécanisme judiciaire de lutte contre la prolifération des armes légères et de petit calibre. Le protocole ne s'occupait toutefois que des armes illicites. Il fut élaboré principalement dans le contexte de la lutte contre le crime organisé et n'avait guère de répercussions sur les transactions d'armes entre Etats.

#### **'RÉALISER UN AGENDA CONCRET ET COORDONNÉ POUR L'ACTION'**

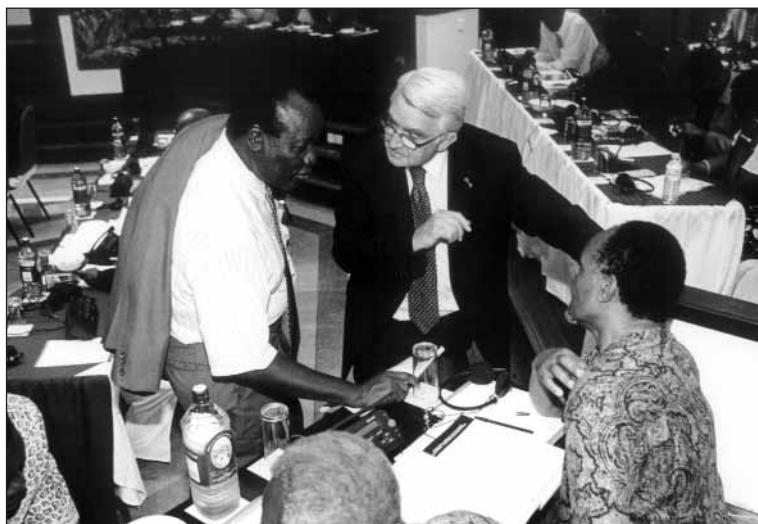
En 2001, les Nations Unies ont organisé leur première conférence sur les armes légères et de petit calibre. Lors de cette conférence, les Etats membres de l'ONU ont adopté le 'Programme d'action de Prévention, de Lutte et d'Eradication du Commerce Illicite d'Armes Légères et de Petit Calibre, connu comme le Programme d'action ONU. Ce programme regroupe des mesures nationales, régionales et générales: la législation, la gestion et la destruction des réserves, l'identification, la traçabilité d'armes illicites, la coopération internationale et les campagnes de sensibilisation du

public. Ces mesures peuvent être prises par les gouvernements, les organisations internationales et les groupes non gouvernementaux. Lors de la Conférence de l'ONU, les Etats membres ont également convenu de se rencontrer une nouvelle fois pour une conférence internationale sur le même sujet en 2006.

Les opinions en ce qui concerne la mise en oeuvre de ce Plan d'action varient. Certaines organisations se plaignent du manque de résultat, D'autres observateurs indiquaient que la conférence et le Plan d'action même constituait un pas en avant considérable dans la lutte contre les armes légères et de petit calibre. Ils disent que l'adoption du plan signifie que le problème a été porté pour la première fois à l'ordre du jour au niveau mondial et que le Plan d'action donne une idée concrète des mesures à prendre.

#### “UTILISONS LES BONS EXEMPLES”

**Lors de la Conférence de Mombasa, Dr. Jan Nico Scholten, Président d'AWEPA, a estimé que les gouvernements comme les parlements devraient œuvrer pour la suppression de la prolifération illicite des armes légères et de petit calibre. L'intimidation, la menace et l'insécurité ne détruisent pas seulement directement des vies humaines mais détruisent également la prospérité économique, dit-il.**



P.C. Owino Omolo,  
Dr. J.N. Scholten,  
M. G.G. Kariuki

En se référant à la Déclaration de Nairobi, adoptée il y a quelques années, Dr. Scholten dit espérer que ce ‘document encourageant’ serait suivi d'un Plan d'action parlementaire Mombasa. “La déclaration de Nairobi indique la volonté ferme des Etats africains de prendre leur destin en main. (...) C'est très important car il concerne un des plus sérieux problèmes avec lequel cette partie de l'Afrique est confrontée aujourd'hui.”

Reconnaissant le rôle du monde industrialisé dans la production et le commerce d'armes légères et de petit calibre, Dr. Scholten a appelé à une action concertée. “Malheureusement, l'Afrique souffre plus que tout autre continent. La ségrégation ne peut plus être tolérée. Plus d'actions sont à prévoir, tant en Afrique qu'en Europe.”

Il disait être content que le PNUD et l'AWEPA aient pu se réunir et il espérait que le Plan d'action émanant de la Conférence porterait bientôt ses fruits. Selon lui, les efforts pour combattre le fléau des armes légères et de petit calibre lui rappelaient un autre plan AWEPA adopté dans la lutte contre l'apartheid. Les meilleures expériences de cette période, tout comme “les bons exemples” d'autres initiatives relatives à la lutte contre la dispersion d'armes légères et de petit calibre, devraient être rendus publique, a-t-il indiqué. “Je sais de ma propre expérience que cette façon de travailler peut être très motivante. (...) J'espère qu'on peut arriver à une liste de bons exemples concrets dans un ou plusieurs pays de la région qui peuvent être utilisés par d'autres.”

Il espère que la volonté politique des Parlementaires résulterait dans la formulation d'un projet de loi, un code uniforme pour cette région et des mesures adéquates pour approcher une loi universelle concernant les armes légères et de petit calibre illicites.

#### Initiatives africaines

En Afrique, le problème des armes légères et de petit calibre était déjà évoqué fin des années 90. En octobre 1998, seize pays en Afrique de l'Ouest ont adopté une ‘Déclaration sur un moratoire relatif à l'importation, l'exportation et la production d'armes légères en Afrique de l'Ouest’ (Moratoire CEDEAO) Les transactions d'armes sont autorisées sur la base de la Déclaration dans des circonstances exceptionnelles uniquement et à condition que les autres pays signataires soient informés. La Déclaration, qui a été renouvelée pour une autre période de trois ans en octobre 2001, a appelé également à l'établissement de registres nationaux d'armes, tout comme un registre d'armes pour la région. Ces initiatives n'avaient pas encore été mises en oeuvre.

En 1999, les chefs d'Etat présents à une réunion de l'Union africaine en Algérie ont adopté une déclaration appelant une “approche toute africaine” au problème posé par la prolifération, la circulation et le trafic illicite des armes légères et de petit calibre, ce qui ne résultait pas en une action immédiate.

Un grand pas avant la Conférence Mombasa de novembre 2003, a été l'adoption de la Déclaration Nairobi en mars 2000. La Déclaration Nairobi, a été signée par le Burundi, Djibouti, la République démocratique du Congo, l'Errée, le Kenya, le Rwanda, le Soudan, la Tanzanie et l'Ouganda, et était plus tard rejointe par les Seychelles et reçut le soutien de la

République de Congo (Congo Brazzaville) et la République centrafricaine. La déclaration a été un engagement signé par les partenaires pour combattre le fléau des armes illicites dans leur région.

Les Etats signataires promettaient de réaliser un agenda d'action concret et coordonné: la mise en place de "lois, règlements et procédures administratives adéquates pour exercer un contrôle adéquat sur la possession et le transfert d'armes légères et de petit calibre." (Pour le texte intégral de la Déclaration Nairobi, voir l'Annexe de ce livret. La phase suivante à l'adoption de la Déclaration Nairobi a été l'établissement de Points Focaux Nationaux (PFN) dans chacun des pays signataires, pour observer la mise en œuvre des mesures au niveau national.

### LE SECRÉTARIAT DE LA DÉCLARATION DE NAIROBI SUPERVISE LES INITIATIVES RÉGIONALES

**Lors de la réunion à Nairobi de mars 2000, les gouvernements africains ayant signé la Déclaration de Nairobi ont également constitué le Secrétariat de la Déclaration de Nairobi sur les Armes légères et de Petit Calibre.**

Le Secrétariat de Nairobi est le bureau régional qui soutient la mise en œuvre des mesures prises dans la Déclaration de Nairobi pour la région des Grands Lacs et la Corne de l'Afrique. Il soutient les 'Points Focaux Nationaux' élaborés dans les pays



M. Quirinus, Secrétaire de la Déclaration de Nairobi

de la région. Il les aide pour la mise en œuvre de la Déclaration de Nairobi et organise la communication avec la société civile. Dans ce contexte, on peut faire appel au Secrétariat pour la diffusion d'informations sur le problème des armes légères et de petit calibre au niveau local. Il contribue également à la construction de groupes de société civile qui souhaitent s'occuper du problème. De plus, le Secrétariat reste en contact avec des organisations internationales et prévoit l'éradication de la prolifération des armes légères et de petit calibre. Il fournit des informations sur ces initiatives aux organisations locales dans la région. Il a organisé un séminaire à Djibouti sur la rédaction des Points Focaux Nationaux. Le Secrétariat a préparé divers rencontres

ministérielles sur la mise en œuvre de la Déclaration de Nairobi. Le Secrétariat peut également jouer un rôle pour obtenir des fonds de la communauté internationale et pour la mise en œuvre des objectifs prévus par la Déclaration de Nairobi.

Selon l'organisation canadienne Ploughshares (engagée dans un projet destiné à s'assurer que les promesses faites dans la Déclaration de Nairobi seraient concrétisées) la mise en œuvre a été lente pendant les trois premières années. Jusqu'en 2003, la plupart des pays signataires n'avaient pas encore rédigé de Points Focaux Nationaux. Cependant en 2003, six pays signataires sur dix avaient constitué pareil centre. La Tanzanie a également réalisé un Plan d'action national pour coordonner la mise en œuvre.

Bien que la Déclaration de Nairobi ait été signée par les gouvernements, et non pas par des organisations sociales ou des individus, elle a appelé également un fort engagement de la société civile. Les efforts pour mobiliser la société civile sur le problème des armes légères et de petit calibre étaient un des objectifs majeurs. La mise en œuvre de la Déclaration de Nairobi est supervisée par le Secrétariat de Nairobi (voir box) Une des tâches de celui-ci est de soutenir l'organisation non gouvernementale s'occupant du problème des armes légères et de petit calibre.

### 'RÉDUIRE L'IMPACT DES ARMES LÉGÈRES ET DE PETIT CALIBRE SUR LA POPULATION'

Après la Déclaration de Nairobi et avant la Conférence sur les Armes légères et de petit calibre de Mombasa en novembre 2003, deux autres initiatives ont été lancées sur le continent africain. En décembre 2000, un groupe d'Etats africains a adopté la Déclaration de Bamako, destinée à élaborer une position commune pour la conférence prévue de l'ONU sur les armes légères et de petit calibre de juillet 2001 à New York. Selon les observateurs, la signification politique de cette déclaration était qu'elle a été signée par des pays africains membres de la Ligue arabe, un groupe d'Etats souvent réticent à adhérer à de pareilles actions, comme l'initiative contre la prolifération des armes légères et de petit calibre.

En août 2001, seize pays dans la région de l'Afrique australe CDAA ont signé un document contre les armes légères et de petit calibre. Ce 'Protocole sur le contrôle des armes à feu, les munitions et autre matériel y lié dans la Région de la Communauté de Développement de l'Afrique australe (CDAA)' est un engagement légal de coopérer dans la lutte contre le trafic d'armes dans la région et d'établir de bonnes pratiques pour le traçage et la gestion des armes, tout comme la destruction de réserves.

Des pas supplémentaires pour la mise en œuvre de la Déclaration de Nairobi ont été fait en avril 2004, lorsque les Ministres des Affaires Etrangères des pays signataires ont signé le 'Protocole de Nairobi pour la Prévention, le Contrôle et la Réduction des Armes Légères et de Petit Calibre dans la région des Grands Lacs et dans la Corne de l'Afrique'. Protocole dans lequel ils promettaient d'adopter la législation et de prendre des mesures de répression afin de réaliser les objectifs fixés dans la

Déclaration de Nairobi et de coordonner ces engagements de façon efficace au niveau régional. Ils ont également publié une Déclaration Ministérielle – lors de la deuxième conférence de suivi de la Déclaration de Nairobi - confirmant le Protocole et promettant d’œuvrer pour la ratification du Protocole avant le 1er janvier 2005. Les deux documents (*pour le texte intégral voir l’Annexe*) auront probablement une importante influence sur la procédure d’harmonisation des lois dans la région.

### PRAPC

Un autre pas majeur dans la lutte contre la prolifération d’armes légères et de petit calibre illicites en Afrique a été le Programme de Réduction des Armes légères et de petit calibre (PRAPC) du PNUD. Le PNUD a tenté de s’occuper du problème d’un point de vue de développement, cherchant à réduire l’usage des armes légères et de petit calibre en offrant d’autres façons de vivre. Ce programme régional, coordonné depuis le quartier général en Nairobi, a commencé les opérations en juin 2002 pour trois ans et a trait à la prolifération des armes légères et de petit calibre illicites



M. Elly Oduol,  
Assistant  
Représentative  
Résident, PNUD  
Kenya

dans la région des Grands Lacs.

L’objectif premier du programme est la réduction de l’impact des armes légères et de petit calibre sur la population vivant dans la région en intégrant les aspects liés au développement du problème dû à ces armes dans des politiques internationales convenues et des programmes de développement dans la région des Grands Lacs. PNUD doit s’occuper du problème des armes légères et de petit calibre: développement d’un contrôle, stratégies de réduction, signature et mise en œuvre des programmes nationaux et régionaux dans les Grands Lacs. Le programme recherche également à faire des analyses afin d’avoir une idée claire de

l’endroit où la plupart des armes légères et de petit calibre ont été dispersées ou accumulées. Il essaye également de réveiller la conscience collective sur le problème parmi la population et les politiciens: prise en compte dans l’élaboration de la législation et nouveaux programmes de développement. L’initiative PRPA, fonctionnant sous le slogan ‘Désarmer pour le Développement’, a une connotation forte pour les parlementaires, et reste concentrée au niveau local de la société civile.

### Initiatives américaines

Les Etats membres de l’Organisation des Etats américains (OEA) ont signé en 1997 la ‘Convention Inter-Américaine Contre la Fabrication Illicite et le Trafic d’Armes à Feu’, le premier accord international pour prévenir, combattre et éradiquer le trafic illicite en armes à feu, munitions et explosifs (voir également box 3 Chapitre 6) Initialement présenté au Mexique et négocié en à peine sept mois, cet accord renforce la compétence des Etats OEA d’éradiquer le trafic d’armes illicites, en protégeant le commerce légal d’armes à feu. Les conditions-clés comportent l’exigence d’une licence efficace ou un système d’autorisation pour l’importation, l’exportation et le transit des armes à feu, une obligation de marquer de façon ineffaçable les armes à feu lors de leur production et leur importation afin de faciliter la traçabilité de fusils illégaux et imposant aux Etats participants la criminalisation de la production illicite et du trafic illicite d’armes à feu.

### Initiatives européennes

L’initiative européenne la plus significative dans le contexte des armes légères et de petit calibre a été le Code de Conduite sur l’Exportation des Armes, adopté par l’Union européenne en mai 1998 après des années de lobbying intense par les groupes non gouvernementaux européens. Il proclamait huit critères pour l’exportation d’armes et comportait une série de conditions opérationnelles. Dans le Code de Conduite, les Etats UE ne plaident pas en faveur de l’exportation d’armes dans les cas où la vente violerait les engagements d’exportation de l’Etat selon la Charte ONU ou les accords de contrôle d’armes spécifiques. Les exportations sont également exclues dans les cas suivants: “risque clair” que les armes peuvent être utilisées pour une répression interne, les armes peuvent provoquer ou prolonger un conflit armé, « risque clair » que les armes peuvent être utilisées de façon agressive envers un autre pays.

Sous le Code de Conduite, les Etats UE se sont également accordés de prendre en compte un nombre de conditions en prenant leur décision d’exportation:

- le risque de l’utilisation d’armes envers des alliés
- le risque d’une dispersion non intentionnelle de technologie
- les Etats importateurs sont connus pour le terrorisme, la mise en œuvre

de lois humanitaires (la non utilisation de violence envers les civils) et les accords de contrôle d'armes

- l'efficacité des lois et des mécanismes contrôlant l'exportation des pays importateurs
- la situation économique dans l'Etat importateur, y compris les niveaux de dépenses militaires ou sociales y relatifs.

Le Code UE comporte également un mécanisme opératoire pour accroître la transparence parmi les membres UE en décourageant les Etats d'utiliser pareille information pour devancer les refus de vente par d'autres pays UE. Les membres UE doivent se rapporter mutuellement "par les canaux diplomatiques" quand une licence d'exportation a été refusée sur base de critères prévus dans le Code. Si un autre Etat envisage d'octroyer une licence pour une "transaction essentiellement identique" dans les trois ans, il doit d'abord consulter l'Etat qui a proclamé le premier refus. Les Etats membres doivent également se communiquer "en confiance" un rapport annuel sur leurs exportations d'armes et la mise en œuvre du Code.

Les Etats membres UE essaient également d'avoir la souscription d'autres pays aux principes du Code. Divers Etats de l'Europe centrale et de l'est, le Canada et l'Afrique du Sud ont adopté les principes du Code UE. Lors du Sommet US-UE en décembre 1999, les US ont également adopté les principes du Code pour les transferts d'armes légères et de petit calibre dans la Déclaration US-UE sur les Principes Communs concernant les Armes Légères et de Petit Calibre. Les US et l'UE ont exprimé leur intention de travailler ensemble à des principes de transfert communs pour les armes conventionnelles lors du Sommet US-UE en décembre 2000.

Depuis son adoption originelle en 1998, quelques nouvelles provisions et lignes directrices ont été rajoutées au Code de Conduite. Par exemple, les Etats membres UE pensaient que le Code concernait insuffisamment le problème de la vente d'armes et après des discussions, ils se sont mis d'accord sur une série de lignes directrices pour contrôler la vente. Ces lignes directrices, qui sont en train d'être incluses dans la législation nationale de la plupart des Etats membres, demandent que les vendeurs d'armes aient besoin d'une licence pour toute transaction d'armes dans laquelle ils souhaitent s'engager.

Malgré ses conditions fort élaborées et l'acceptation de celles-ci, les experts ont indiqué que le Code de Conduite UE n'est pas assez efficace. Certains observateurs indiquent qu'un des plus importants manquements du Code est l'absence d'un mécanisme fonctionnant bien et imposant des sanctions. Des personnalités des Etats membres UE ont travaillé pendant plusieurs années sur une révision du Code. Il y a des indicateurs qui montrent que certains pays souhaitent rendre le Code légalement obligatoire. Les progrès futurs pour rendre le Code plus strict se compliqueront inévitablement par l'exigence d'un consensus à atteindre parmi les 25, au lieu

des quinze membres (après l'accession de dix, pour la plupart des pays de l'Europe de l'Est, Etats membres en mai 2004) En même temps, l'élargissement de l'UE représente des occasions pour la mise en œuvre du Code dans une région plus vaste.

#### **ACTION DU PARLIAMENT EUROPÉEN**

En février 2004, des membres du Parlement européen ont publié une Déclaration Ecrite appelant les Etats membres UE à renforcer le Code de Conduite UE et à exprimer leur soutien pour un Traité sur le Commerce d'Armes. Glenys Kinnock et quatre autres membres du Parlement Européen ayant écrit la Déclaration Ecrite, a indiqué que le Code de Conduite "comporte des faiblesses significatives". L'une d'entre-elles est la nature non obligeante. Les Membres du Parlement européen ont expliqué dans la déclaration qu'il existe un besoin urgent de renforcer les contrôles sur les exportations d'armes UE et qu'il faut compléter le Code d'un Traité international sur le Commerce d'Armes pour avoir une structure légale claire sur les transferts d'armes. (Voir Annexe pour le texte intégral de cette Déclaration Ecrite du Parlement européen et pour le Code de Conduite UE). Bien que la Déclaration arrive à échéance, celle-ci a néanmoins réussi à attirer les signatures de 157 députés européens. L'effet de cette action ne doit pas être sous-estimé pour arriver à un régime plus efficace de réduction et de contrôle d'armes illicites.

Pardessus le Code de Conduite sur les exportations d'armes, l'UE a pris diverses autres initiatives concernant les armes légères et de petit calibre. En décembre 2000, l'UE a approuvé un 'Plan d'Action pour Prévenir, Combattre et Eradiquer le Commerce Illicite d'Armes Légères et de Petit Calibre dans Tous Ces Aspects', constituant sa position commune pour la Conférence ONU sur les Armes légères et de petit calibre en juillet 2001. En juin 2003, l'UE a adopté une déclaration demandant aux Etats membres d'adapter leur législation afin d'être en état d'entreprendre des actions plus fortes contre les activités des vendeurs d'armes cherchant à échapper aux restrictions sur l'exportation des armes légères et de petit calibre.

En novembre 2000, l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (OSCE) a adopté le Document OSCE relatif aux Armes Légères et de Petit Calibre. Dans ce document, les Etats membres OSCE (Etats membres UE, les anciennes Républiques soviétiques en Europe de l'Est, y compris la Russie et les USA et le Canada) se sont accordés à développer des normes, des principes et des mesures couvrant tous les aspects du problème. Ceux-ci comprennent le marquage proprement dit des armes légères et de petit calibre, les enregistrements exacts et durables, les critères de contrôle sur l'exportation, la transparence sur les transferts (i.e. les importations et les exportations commerciales et non commerciales) des armes légères et de petit calibre par une documentation et des procédures d'exportation et d'importations nationales efficaces.

## 4 *Origine du Problème des Armes de Petit Calibre en Afrique*

28

**La prolifération des armes légères et de petit calibre en Afrique centrale, de l'Est et dans la Corne de l'Afrique est la conséquence de plusieurs facteurs: La guerre, la pauvreté, le manque de contrôles frontaliers et l'absence de répression. Les Parlementaires et les experts affirment que dans un certain nombre de pays, les deux principales causes sont l'instabilité et la guerre. Celles-ci ont été combattues par des efforts de médiation et d'autres initiatives en faveur de la paix.**

### La guerre

La dispersion d'armes dans de nombreux pays dans la région des Grands Lacs et dans la Corne de l'Afrique est le résultat immédiat de confrontations internes et de guerres civiles. "Tous les conflits récents dans notre pays ont mené à l'établissement de milices privées. Celles-ci sont commandées par des chefs de partis politiques. (...) C'est en cherchant à conquérir le pouvoir ou à y rester à tout prix, que le phénomène de la prolifération d'armes légères et de petit calibre a connu un niveau sans précédent en Afrique," a indiqué un représentant de la délégation parlementaire au Congo Brazzaville lors de la Conférence PNUD/AWEPA sur les armes légères et de petit calibre à Mombasa. Différentes confrontations se sont produites au Congo Brazzaville dans les années 90, généralement entre des milices privées de chefs de partis politiques. Le représentant a ajouté que le problème s'est accentué dans de nombreux pays africains par le manque de culture démocratique, l'absence de répression et le manque de contrôles frontaliers.

Les déclarations faites par ce Membre du Parlement donnent le ton aux délégations de Membres du Parlement réunis à Mombasa en novembre 2003 venus évoquer ce danger que représentent les armes légères et de petit calibre. Pour l'Honorable François Menga, Parlementaire de la République démocratique du Congo, la guerre qui a ravagé son pays pendant plus de cinq ans jusqu'en 2003 avait "engendré un sentiment de violence et de criminalité parmi la population". Depuis 1996, la République démocratique du Congo a vécu des confrontations militaires entre l'armée régulière et les forces rebelles - "une des plus grandes crises dans l'histoire de notre pays," dit-il. "Malheureusement, ces événements s'accompagnaient d'un trafic grandissant d'armes militaires dans toute la région des Grands Lacs. La prolifération illicite des armes a également contribué à une plus grande criminalité et à une forte délinquance juvénile. »

Malgré la fin de la guerre, de nombreux protagonistes du conflit causaient encore des nuisances à cause des armes en leur possession. Selon lui la République du Congo était toujours "une réelle poudrière".

Dans certains cas, une armée nationale faible peut contribuer au problème des armes légères et de petit calibre. Dans la République centrafricaine, la position de l'armée nationale était considérablement affaiblie dans les années 90 à la suite d'une série de mutineries. Celles-ci ont privé le pays d'une force militaire stable qui aurait pu garder les groupes combattants sous contrôle en différentes circonstances. Les forces armées dans le CAR ont pratiquement été réduites à différentes milices qui se combattaient.

L'Honorable Libère Bararunyeretse, Président du sénat burundais, a rappelé que dans trois pays de la région - l'Ouganda, le Rwanda et la République démocratique du Congo - des armées entières se sont désintégréées pendant les dernières décennies, laissant des milliers d'armes aux mains des rebelles et des criminels. Au Burundi, la prolifération des armes est liée à une guerre civile interne. Sept mouvements rebelles ont été actifs pendant la guerre civile. Celle-ci a commencé en 1993 et évolue à présent vers un processus de paix qui semble avoir une réelle chance de succès. Le Président du sénat burundais a indiqué que la paix permanente et l'accord de partage de la paix entre les groupes rivaux semblaient prêts à être réalisés, mais que la prolifération d'armes légères et de petit calibre rendait plus difficile la réalisation d'un quelconque plan de paix. "La disponibilité d'armes légères et de petit calibre crée le risque que l'état de guerre soit suivi d'un état de criminalité et de banditisme," indiquait-t-il lors de la Conférence PNUD/AWEPA à Mombasa.



Hon. Libère Bararunyeretse, Président du Sénat Burundais

### LA PAUVRETÉ ACCROÎT LA PROLIFÉRATION DES ARMES

**"Il est incontestable que le développement ne peut avoir lieu dans un environnement d'insécurité. Le respect de la loi et de l'ordre est une exigence pour stimuler le développement dans n'importe quel pays."**

Le Président député de l'assemblée Nationale du Kenya, l'Honorable David Musila, représentant l'Honorable Francis Ole Kaparo, Président de l'Assemblée Nationale du Kenya, lors de la Conférence du PNUD/AWEPA sur les Armes Légères et de Petit

29

Calibre à Mombasa, n'a laissé aucuns doutes de ce qu'il croit être le véritable enjeu de ce fléau. Selon lui, cette lutte n'est pas seulement une tâche uniquement africaine, car les pays riches ont également leur responsabilité.

“Pour commencer, presque toutes les armes légères et de petit calibre employées dans tous les conflits africains sont fabriquées, achetées et transportées avec l'aide des pays développés. Deuxièmement, la pauvreté croissante qui frappe plusieurs pays du Tiers Monde pourrait partiellement être due aux pratiques déloyales qui sont devenues monnaies courantes dans le commerce international, favorisant les intérêts des pays les plus puissants.”

Selon M. Musila, certains développements positifs ont non intentionnellement accru le problème. “De plus grandes possibilités éducatives ont ‘démocratisé’ l'armement des conflits. (...) Avec l'accès facile à Internet, tout étudiant d'une grande école ayant des bases de physique, de chimie et de biologie peut apprendre à fabriquer une bombe et l'utiliser contre des personnes qu'il estime responsables de sa misère.”

Le représentant du Kenya disait que le conflit et la violence trouvent souvent leur origine dans la pauvreté. “La plupart des conflits en Afrique sont dus à la pauvreté. (...) C'est pourquoi, même si nous réussissons à contrôler la prolifération des armes légères et de petit calibre tout en admettant le grand taux de chômage de jeunes qualifiés, l'Afrique ne sera pas sans guerre, ni conflit. C'est la tragédie à laquelle nous sommes actuellement confrontées.”

Pour lui, les efforts pour renverser l'acquisition et l'utilisation des armes légères et de petit calibre ne peuvent avoir du succès que si la pauvreté est réduite.

M. Philippe Muanza, Gaderes RDC



### Problème importé

Dans certains pays, la prolifération des armes légères et de petit calibre est le résultat de conflits dans des pays limitrophes. La République centrafricaine par exemple a connu des conflits dans ses cinq pays voisins, à l'exception du Cameroun pendant les deux dernières décennies. La guerre civile au Congo Brazzaville et dans la République démocratique du Congo a emmené un flux de réfugiés. Ces pays, à leur tour, ont eu également un flux de réfugiés et de rebelles qui ont passé la frontière.

Selon M. Philippe Muanza

(représentant de la société civile de la République démocratique du Congo lors de la Conférence PNUD/AWEPA à Mombasa), la perméabilité des frontières dans les régions est un facteur majeur mettant en évidence le problème des armes légères et de petit calibre. Des mouvements transfrontaliers de groupes armés ont un grand impact sur la prolifération d'armes légères et de petit calibre dans la région. A CAR, bien que la disponibilité des armes s'ait également accrue à la suite de combats et du pillage des dépôts d'armes pendant les mutineries dans les années 90, une abondance d'armes légères et de petit calibre ont été transportées dans le pays par des anciens combattants. “Des anciens combattants des pays voisins, fuyant la guerre, ont dans beaucoup de cas vendu leurs armes pour survivre. Le résultat était l'installation dans notre pays de bandes de rue, jusqu'alors inconnus dans la République centrafricaine jusqu'en 1988-89 a remarqué l'Honorable Monique Yanoy et l'Honorable Remy Adelaye, dans une déclaration commune (Membres du Parlement de la République centrafricaine)

Le braconnage est aussi une conséquence liée à la prolifération des armes légères et de petit calibre. Des braconniers armés dans les régions rurales sont actuellement un problème majeur pour la République centrafricaine, particulièrement dans les régions éloignées du pays.

Le vol de bétail entre tribus rurales est également un souci majeur au Kenya et en Ouganda. Les tribus Pokots du Kenya et Karamojongs d'Ouganda profitent de l'accès facile aux armes de leurs voisins, la Somalie et le Soudan. Ainsi, les vols armés de bétail sont un phénomène récurrent dans la région. “Selon une étude menée en 2000, environ 127.000 fusils sont détenus illégalement par des civils dans cinq districts du Kenya “Les armes ont été utilisées dans les pillages, les vols de bétail et ont contribué de façon significative à l'escalade des conflits ruraux tribaux ethniques, en particulier dans la Vallée Nord et dans le Nord-Est du Kenya” selon l'Honorable G.G. Kariuki,” un Membre du Parlement kenyan.

### Travailler pour la paix

La prolifération des armes légères et de petit calibre est tellement étroitement liée à la guerre civile et à d'autres conflits armés dans la région, que résoudre ces conflits serait un grand pas de fait vers une amélioration



Hon. Remy Adelaye, Conseiller, Conseil National de Transition, RCA



de la situation. Il est évident que le contrôle du flux des armes légères et de petit calibre diminuerait les conflits violents et augmenterait les chances de réussite d'un accord de paix.

“Contrôler la disponibilité des armes légères et de petit calibre est une exigence pour aller vers un processus de paix. Les armes en soi ne causent pas les conflits. Leur prolifération et leur disponibilité augmentent le degré de violence et accroissent la mortalité, la durée des hostilités et encouragent la violence plutôt que les résolutions pacifiques des différents,” indique le PNUD sur son site Internet. Le succès du processus de paix dans des situations post-confliktuelles dépend, partiellement, de la collecte et de la disposition d'un surplus d'armes illicites, tout comme du contrôle de la gestion de réserves licites. Sans un désarmement approprié – comprenant la collecte d'armes légères et de petit calibre et le stockage d'armes appartenant à l'Etat dans des régions protégées – les programmes de réconciliation et de réhabilitation nationales restent un point d'interrogation. La disponibilité continue d'armes, particulièrement dans des situations post-confliktuelles, mine non seulement l'habileté d'un pays à maintenir la paix, mais représente également un frein majeur au développement durable.

#### ARRÊTEZ LA “CIRCULATION ANARCHISTE” D'ARMES EN AFRIQUE

**Les parlementaires de la République démocratique du Congo ont appelé les Parlementaires d'Afrique centrale et de l'Est à entreprendre des actions pour limiter la disponibilité des armes légères et de petit calibre dans leur pays.**

Les Parlementaires congolais ont insisté auprès de leurs législateurs dans la région de prendre des actions basées sur deux lignes directrices:

- mettre en place un mécanisme judiciaire viable relatif à la réglementation sur les armes en harmonie avec d'autres régions de l'Afrique.
- mettre en place des structures de collecte ou de confiscation d'armes, en s'inspirant des expériences au Mozambique et en Angola.

Selon la délégation de la République démocratique du Congo, dirigée par l'Honorable François Menga, lors de la Conférence PNUD/AWEPA à Mombasa: “C'est le souhait des habitants de la République démocratique du Congo d'arrêter la prolifération des armes à feu dans tout le pays et d'arrêter la circulation anarchique d'armes en Afrique centrale et de l'Est,”

La médiation et les efforts de stabilité et de paix occupent une place centrale dans la stratégie de réduction de la prolifération des armes dans beaucoup de pays dans la région. Le Kenya a fait des efforts pour réduire l'insécurité dans ses pays voisins, la Somalie et le Soudan, par des initia-

tives de médiation. Un législateur du Kenya a appelé les Parlementaires à “promouvoir la formation des membres siégeant pour résoudre les conflits et oeuvrer pour la paix”. Le délégué expliquait que ce type de formation pour la paix serait particulièrement approprié pour les Parlementaires d'une communauté rurale dans le pays, où des confrontations ont eu lieu entre différents groupes. Ceux-ci se battaient pour le gain de très peu de territoire.

En République démocratique du Congo et dans la République centrafricaine, les autorités souhaitent réduire la prolifération des armes par des programmes destinés à la démobilisation et à la réintégration des combattants. La plupart de ces programmes ont lieu sous les auspices ou avec le soutien du Programme régional de Démobilisation et de Réintégration Multi-Pays (PDRM), fondé par les donateurs et géré par la Banque Mondiale. Ce programme a été spécialement élaboré en 2002 pour la région des Grands Lacs. La République centrafricaine a, par exemple, mis en place un programme national de Démobilisation et de Réintégration pour que 5.700 anciens combattants puissent reprendre leur place dans la société. Le Burundi a également travaillé à un plan national de démobilisation et de réinsertion et espère obtenir des fonds de la Fondation Multi Donateur. Des programmes de collecte d'armes complémentaires ont également le soutien du PNUD et d'autres donateurs.

Une mise en oeuvre du PDRM et des programmes nationaux de démobilisation et de réinsertion sont considérés comme une exigence pour de futurs progrès dans la lutte contre la prolifération des armes légères et de petit calibre. Le PDRM soutient actuellement des efforts de démobilisation et de réinsertion d'anciens combattants dans neuf pays africains: l'Angola, le Burundi, la République centrafricaine, la République du Congo (Congo-Brazzaville), la République démocratique du Congo, le Rwanda, l'Ouganda et le Zimbabwe.

Selon le chef de groupe de la délégation rwandaise l'Honorable François Munyurangabo (Conférence PNUD/AWEPA à Mombasa) « dans certains pays de l'Afrique centrale et de l'Est, un nombre considérable d'armes légères et de petit calibre a été collecté et dans certains cas détruit. Au Rwanda, où le gouvernement a commencé une campagne contre les armes légères et de petit calibre en 2000, des centaines d'armes ont été volontairement remises pendant les dernières années »

Au Congo Brazzaville, ces efforts de médiation sont un élément essentiel dans la stratégie de réduction de la prolifération des armes. Le Parlement transitionnel a augmenté ses efforts de contribution à la confiscation d'armes et à la création de zones de sécurité dans les régions affectées par un conflit, en particulier la région Pool, située dans le Sud du pays. Région où le conflit armé a été incessant pendant de nombreuses années.

Le gouvernement et les rebelles ont décrété un cessez-le-feu en décembre 1999 et signé un accord de fin des hostilités en mars 2003. Un comité a

été créé pour vérifier le désarmement des milices et l'intégration dans l'armée nationale d'anciens combattants. Sept mille armes légères et de petit calibre, comprenant 2.556 Kalachnikovs, 21 grenades à roquette et 7 mortiers ont été collectés. L'opération est toujours en cours, dirigée par le Haut Commissaire congolais pour la Réinsertion d'anciens combattants.

Les efforts au Congo Brazzaville sont un bon exemple à suivre. De plus, ce programme de collecte d'armes est soutenu par un programme au développement, avec le soutien du PNUD et l'Organisation Internationale à la Migration (OIM). Il propose des micro-projets économiques pour aider les 9.000 anciens miliciens à créer des petits commerces ou d'autres activités et obtenir ainsi un revenu.

Un représentant du Congo Brazzaville affirmait que la prolifération des armes légères et de petit calibre était un problème surpassant les frontières nationales et même celles de la région de l'Afrique centrale. "C'est un problème qui devrait être résolu au niveau international. Des mesures prises uniquement par les Etats dans notre région sont insuffisantes et inefficaces." Ce point a été approuvé par plusieurs délégués à Mombasa.

#### 'COOPÉRATION RÉGIONALE OBLIGATOIRE'

**"La perméabilité de nos frontières a fait de notre région un vaste système de vases communicants, dans tous ces aspects, particulièrement en ce qui concerne le flux d'armes et de munitions. L'Afrique centrale et les régions des Grands Lacs se doivent d'augmenter leur coopération pour régler le problème des armes légères et de petit calibre. Elles doivent mettre en place une diplomatie active de collaboration et de bon voisinage"**

Honorable Mme Monique Yanoy et Honorable M. Remy Adelaye, représentants de la République centrafricaine lors de la Conférence PNUD/AWEPA sur les armes légères et de petit calibre à Mombasa.



Députés de RDC, Rwanda, et Burundi signent une déclaration sur l'Harmonisation des Législations sur les Armes Légères et de Petit Calibre

## 5 Législation

**Tous les pays en Afrique centrale, de l'Est et dans la Corne de l'Afrique ont une législation relative aux armes légères et de petit calibre, mais la plupart des Parlementaires de la région sont d'accord pour dire qu'il y a des failles au niveau national. Ils appellent également à une harmonisation au niveau régional.**

La plupart des pays en Afrique centrale, de l'Est et de la Corne de l'Afrique, ont mis en place une législation pour contrôler les armes légères et de petit calibre. Celle-ci est variable selon les pays et les problèmes de chacun. L'exemple le plus flagrant est celui de la licence pour détenir un fusil. Les lois prévoient un mécanisme d'enregistrement de fusils ou de propriétaires de fusils. Dans beaucoup de pays toutefois, particulièrement ceux en guerre, les règles n'ont pas été appliquées pendant une longue période. Les armes légères et de petit calibre ont donc pu rentrer dans la région. Certains Parlementaires régionaux constatent que les lois de leur pays sont insuffisantes par elles-mêmes et doivent être réajustées.

#### 'RÔLE SPÉCIAL POUR PARLEMENTAIRES'

Gilbert Barthe, Directeur de Programme du Programme de Réduction des Armes Légères et de Petit Calibre (PRAPC), croit que les Parlementaires ont un rôle spécial à jouer dans la lutte contre la prolifération des armes légères et de petit calibre.

**"Les initiatives africaines pour empêcher la prolifération des armes légères et de petit calibre ne se concentrent pas seulement sur le trafic des armes légères et de petit calibre parmi la population. Les gouvernements devraient informer et assurer la participation et la collaboration de la population. Pour cette raison, vous, en tant que Parlementaires et à ce titre médiateurs entre le gouvernement et la population, pouvez agir dans deux directions. Informer le gouvernement sur les cas de violence accrue parmi la population et insister auprès des gouvernements pour prendre les mesures qui s'imposent, en correspondance avec les engagements faits dans les accords internationaux. Informer la population des efforts que le gouvernement a entrepris pour réduire la prolifération des armes légères et de petit calibre. Les Parlementaires sont face à leurs responsabilités: Médiation, collaboration, information. Tout cela pour favoriser une vie meilleure, libre de toute violence armée."**

Gilbert Barthe, Directeur de Programme PRAPC, lors de la conférence PNUD/AWEPA sur les armes légères et de petit calibre à Mombasa, novembre 2003.



Hon. Udongo Betty Pacutho, MP, Uganda

Selon l'Honorable Udongo Betty Pacutho de l'Ouganda, (Conférence PNUD/AWEPA à Mombasa), membre du Parlement "L'Acte ougandais sur les Armes à Feu de 1970 est considéré comme dépassé et ne répond pas au défi, à la réalité et aux exigences actuelles de répression,". Pour elle, certains manquements à la loi sont déjà connus et une procédure de révision et d'amendements à l'acte a commencé. Des efforts supplémentaires

sont nécessaires pour s'assurer que la nouvelle loi est réécrite en intégrant plus de propositions relatives aux armes légères et de petit calibre, y compris celles des accords internationaux. La rédaction d'une nouvelle loi serait également une possibilité pour essayer d'harmoniser les législations des pays de la région. Le Secrétariat de la Déclaration de Nairobi devrait avoir son mot à dire dans le projet de loi.

En plu, selon Mlle Pacutho, l'Ouganda a besoin d'une meilleure répression relative aux armes légères et de petit calibre. "Il y a le problème de la porosité des frontières ne comportant pas de barrières physiques pour arrêter les mouvements d'armes transfrontaliers. Il y a également un manque de main d'œuvre aux postes frontières ougandais, qui rendent pratiquement impossible le contrôle du trafic transfrontalier d'armes. »

Egalement, il n'existe pas de mécanisme pour retrouver des véhicules destinés au trafic illégitime d'armes aux frontières ougandaises.

Afin de s'occuper de ces manquements, elle pense qu'une base de données électronique centrale d'enregistrement national et de contrôle des réserves nationales constituait une priorité. "Les agences de répression ne peuvent s'occuper de façon efficace des armes illégitimes et légales que si elles sont capables de distinguer ce qui est légal." Deuxièmement, l'Ouganda a besoin d'une meilleure gestion des réserves. "Il y a un besoin de développer des lignes de gestion claires et définies concernant la sécurité du stock, le bon stockage des armes à feu et l'utilisation d'armes à feu des armoires"

Pour Mlle Pacutho, tout effort pour la mise en œuvre et la ratification de la législation des armes légères et de petit calibre implique la paix et la stabilité. Les activités de groupes rebelles comme le Front Démocratique Allié et l'Armée de Résistance du Seigneur ont rendu la mise en œuvre de la loi pratiquement impossible.

### Comblent les lacunes dans la législation

La République démocratique du Congo possède des lois pour réguler le droit du port d'armes. Ces lois comprennent des propositions concernant l'enregistrement d'armes et de munitions, le retrait de permis en cas d'abus. Le dernier recensement du stock des armes dans le pays date de 1988. Les autorités congolaises ont découvert que 106.351 armes à feu ont été importées en République démocratique du Congo. Que 2,6 % de la population avait un permis pour posséder des armes et 97,4 % de cette même population ne pouvait présenter de permis. Depuis fin des années 80, la prolifération des armes en République démocratique du Congo a pris des proportions incroyables.

Selon Guillaume Mukwendele, un représentant de la République démocratique du Congo à la conférence de Mombasa, l'application des mesures prévues par la Déclaration de Nairobi a été fortement détournée dans la République démocratique du Congo. "Seulement pendant une période de trois mois après l'adoption de la Déclaration de Nairobi, la République démocratique du Congo a appliqué cette Déclaration pour le programme de démobilisation, le désarmement, le rapatriement, la réinsertion et la réinstallation. En juin 2000, le Président de la République a édité un décret sur la démobilisation des milices. Celui-ci incluant le soutien aux groupes vulnérables tels que des soldats enfants, des vétérans handicapés, afin de permettre leur réinsertion dans leurs familles et leur communauté. L'application de ce programme est coordonnée par le Ministre de la défense et le Ministre des droits de l'homme. Un Bureau des commissaires nationaux pour la réinsertion a été constitué, concentrant ses efforts pour rechercher du travail pour les anciens combattants, particulièrement les soldats enfants, et des programmes éducatifs de soutien pour des ex-combattants.

Le représentant de la République démocratique du Congo indique que combler les lacunes dans la législation est une chose, mais assurer l'exécution et l'application de ces lois en est une autre. A cet égard, les Parlementaires ont un rôle significatif à jouer, ils y sont contraints. "Il ne suffit pas de critiquer l'insuffisance et les faiblesses de notre législation relatives au problème. Nous devrions inciter nos gouvernements à appliquer la législation existante, car un manque de respect de la loi est l'un des principaux parasites dans les pays africains. Les lois existent, mais les responsables politiques ne les appliquent pas."

### "LES LOIS EXISTENT, MAIS LES RESPONSABLES POLITIQUES NE LES APPLIQUENT PAS"

Toujours selon Guillaume Mukwendele, pour les pays de cette région, la priorité devrait être l'harmonisation de toutes les législations, ainsi que l'application de celles-ci. "Cette harmonisation devrait être abordée en tant que processus, se composer de négociations afin d'arriver à un com-



promis, car chaque pays a ses souhaits spécifiques concernant ces problèmes.” En marge de la conférence PNUD/AWEPA à Mombasa, les délégations parlementaires de la République démocratique du Congo, du Burundi et du Rwanda ont conclu un accord sur une forme de collaboration afin d’harmoniser les lois de leurs pays. A la réunion de suivi des Parlementaires de ces trois pays en mars 2004 à Bujumbura, ils sont tombés d’accord sur un Plan d’action en quatre étapes et se sont donnés comme objectif une proposition législative commune sur les armes légères et de petit calibre avant la fin de 2004. (Voir l’annexe pour le texte intégral de l’accord conclu à Mombasa et le Plan d’action de Bujumbura)

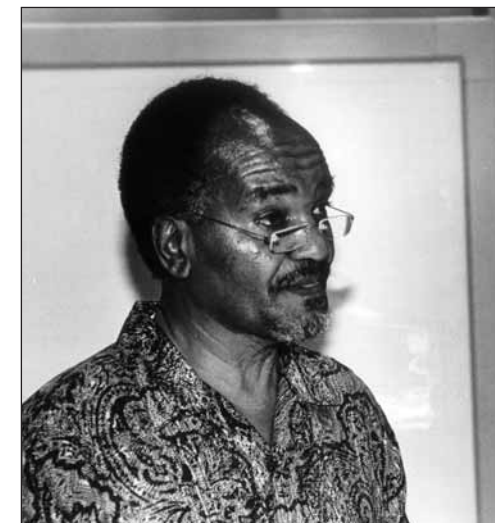
### **Pénalités pour les exportations illégales**

Trop de lois ou une législation défailante peuvent également poser un problème. Pour L’Honorable Abongotum Kamama, le système de contrôle et de la documentation des transactions d’armes à feu au Kenya est si complexe, qu’il est très difficile pour les douaniers de respecter toutes les procédures. “De nombreuses régions du Kenya sont envahies d’armes à feu, celles-ci pouvant facilement passer nos frontières, à cause de ce système complexe et réglementé”. Une législation internationale plus stricte serait de bonne augure ce qui pourrait rendre les lois nationales et les règlements moins appropriés. “Ce qui devrait être mis en place est une interdiction totale de l’exportation des armes légères et de petit calibre par des courtiers en Afrique,” a-t-il déclaré. “On ne devrait pas négocier avec des courtiers, mais avec des gouvernements reconnus. Dans la plupart des cas, les courtiers n’apportent que des problèmes dans mon pays (...) nous devons pénaliser les pays exportateurs d’armes illégales, avec par exemple un embargo économique.”

L’Honorable G. G. Kariuki, un représentant du Kenya, indique qu’un

meilleur maintien de l’ordre est une condition préalable au succès dans la lutte contre la prolifération des armes légères et de petit calibre dans son pays. “Un meilleur maintien de l’ordre est non seulement lié aux contrôles à la frontière et à la poursuite active de contrebandiers et de voleurs(...)” Il comprend également le maintien de l’ordre dans une communauté, par exemple dans les communautés rurales pour que les armes soient confisquées. Les Parlementaires devraient activement faire campagne pour un meilleur maintien de l’ordre. Les Membres du Parlement de la communauté rurale

peuvent jouer un grand rôle dans la commande finale d’armes légères et de petit calibre. Ils devraient favoriser le maintien de l’ordre dans la communauté et partager l’information,”. Les églises pourraient contribuer à l’élaboration ou à la modification de lois. “Les églises ont un rôle politique à jouer, apportant une approche théologique, morale et éthique au niveau social et politique pour contrôler les armes légères et de petit calibre et leur réduction.” Le Membre du Parlement du Kenya a également demandé l’enregistrement des armes à feu dans son pays.



Hon. G.G. Kariuki, MP, Kenya, Chairman Defence and Foreign Relations Departmental Committee

Le nouveau gouvernement de Bangui (CAR), qui a accédé au pouvoir en mars 2003, a adopté un nouveau règlement (en novembre 2003) pour lutter contre la possession illégale des armes à feu: Il va rejoindre le Programme régional pour le Désarmement, la Démobilisation et la Réinsertion (PMDR), ayant le soutien de 9 pays en Afrique centrale et dans la région des Grands Lacs. Etape nécessaire pour harmoniser les efforts de lutte contre la prolifération illicite des armes légères et de petit calibre.

### **SIX SUGGESTIONS CONCERNANT LA LÉGISLATION AFRICAINE SUR LES ARMES LÉGÈRES ET DE PETIT CALIBRE**

**Basé sur des analyses de la Région de l’Afrique centrale, Angus Urquhart, un expert de l’organisation britannique Saferworld, conclut que « l’image globale est celle d’une législation faible qui doit d’urgence être revue dans presque chaque Etat.»**

Urquhart a identifié un certain nombre de problèmes demandant une attention particulière:

1) Possession et utilisation civiles. Tandis que quelques contrôles sur la posses-

sion et l'utilisation civiles d'armes légères et de petit calibre existent dans la plupart des pays, il y a un nombre significatif de lacunes dans de nombreux secteurs. Des détails importants manquent. Par exemple, sur des mécanismes de licence, d'autorisation et de restrictions sur le port et l'utilisation d'armes légères et de petit calibre. Dans d'autres secteurs, les contrôles manquent dans beaucoup voir dans tous les Etats. Par exemple, pour ce qui est de l'interdiction totale de la possession et de l'utilisation civile des armes légères.

2) Vente. Plusieurs armes légères et de petit calibre sont passées dans le circuit illicite dans la région des Grands Lacs et de la Corne de l'Afrique. Elles l'ont été par des deals organisés ou facilités par des courtiers d'armes. Dans de nombreux cas, ils ne manipulent jamais les armes en question mais rendent un transfert possible. Il est donc essentiel que des contrôles efficaces soient imposés sur les courtiers d'armes. Cela a été à l'ordre du jour pour l'Action et le projet d'EAPCCO Protocole Armes légères et de petit calibre.

Actuellement, cependant, aucun pays dans la sous région n'a des propositions de contrôle des activités de vente.

3) Embargos sur les armes. Il est essentiel qu'aucune arme ne soit exportée vers des pays menacés d'embargo par l'ONU. Cependant, ce n'est pas un problème pour les Etats dans la région Grands Lacs et de la Corne d'enfreindre les embargos d'armes. Il faut donc s'occuper de ce point précis.

4) Armes légères et de petit calibre possédées par l'Etat. Dans une étude sur les armes légères et de petit calibre dans la région, Saferworld a constaté que peu de pays ont établi des contrôles sur les stocks d'Etat. Là où les propositions existent, elles ne couvrent que certaines régions, et en plus de façon limitée.

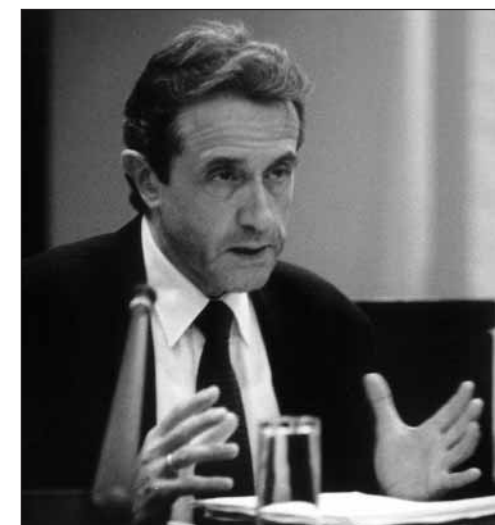
5) Fabrication. Les armes légères et de petit calibre et les munitions ne sont pas fabriquées à grande échelle dans la région des Grands Lacs et dans la Corne de l'Afrique. Cependant, le Kenya, la Tanzanie et l'Ouganda possèdent des usines d'armes ou de munitions. En outre, les armes légères et de petit calibre sont fabriquées dans des industries familiales locales. Les contrôles qui existent sur les armes légères et de petit calibre ne sont pas détaillés et sont à revoir afin de s'assurer qu'ils interdisent les industries familiales. De plus, la fabrication d'armes légères et de petit calibre sans autorisation doit être déclarée « hors la loi »

6) Destruction. Le Kenya et les Seychelles sont les seuls pays ayant des propositions relatives à la destruction d'armes légères et de petit calibre

## 6 *Le rôle du Monde Industrialisé*

La plupart des armes légères et de petit calibre pour utiliser par des militaires sont fabriquées en Europe et dans d'autres pays industrialisés. Les Parlementaires africains s'attendent à une contribution significative de ces pays dans la lutte contre la prolifération illicite des armes légères et de petit calibre. Beaucoup de pays industrialisés indiquent qu'ils ont mis en place une législation stricte concernant les armes légères et de petit calibre. Pourquoi le trafic des armes légères et de petit calibre du monde industrialisé vers l'Afrique ne s'est-il donc pas arrêté ?

M. Ilhan Berkol est chercheur au GRIP, un institut de recherche belge indépendant se spécialisant dans le problème des armes légères et de petit calibre. Selon lui, l'Europe joue un rôle pivot dans la fabrication et le commerce de celles-ci (conférence PNUD/ AWEPA à Mombasa) Les représentants des Parlements suisses et espagnols, cependant, ont indiqué que leurs pays ont adopté des lois assez strictes et efficaces contre la prolifération de ces armes. L'Honorable John Corrie, un membre britannique du Parlement européen, a fait remarquer dans un feuillet distribué lors de la conférence, que "l'union européenne et ses Etats membres" sont parmi les premiers dans le mouvement international pour limiter le commerce illicite d'armes."



M. Ilhan Berkol, Chercheur, GRIP

### VÉRIFICATION DES TÉLÉCOPIES ET DES COURRIELS DES VENDEURS

**En Grande-Bretagne, pays connu pour avoir une des politiques d'armes à feu les plus restrictives au monde, 'l'Acte de Contrôle sur l'exportation' adopté en 2002 permet au gouvernement de contrôler non seulement l'exportation physique des armes à feu, mais aussi les messages dans les télécopies et les courriers, concernant de telles exportations.**

Le gouvernement britannique a le droit de consulter les télécopies et les courriels, envoyés par des sociétés ou des individus cherchant à vendre ou à acheter des armes à feu. Sur base de l'acte, un rapport annuel sur le commerce des armes doit être publié. Cette législation va plus loin que les actions limitatives antérieures, comprenant les exportations de l'Ordre de Marchandises de 1994, amendé en 2002. En vertu de la loi, toutes les personnes demandant un permis de commerce ou d'exportation d'armes sont répertoriées. Cependant, la législation stricte ne concerne que des actions ayant lieu sur le territoire britannique et se rapporte seulement à des personnes ou à des sociétés résidentes au Royaume-Uni.

Source : John Corrie, membre du Parlement européen, feuillet écrit pour la conférence AWEPA/PNUD, Mombasa, Kenya, novembre 2003.

La législation stricte adoptée en Europe a soulevé des questions parmi les Parlementaires africains. Comment se fait-il que, en dépit de ces lois et règlements, les armes légères et de petit calibre en provenance de l'Europe continuent à rentrer en Afrique ont-ils demandé?

Un représentant du Congo Brazzaville a posé la question de savoir s'il ne fallait pas plutôt s'occuper de la fabrication des armes dans les usines d'armes européennes. "Je crois qu'au centre de ce problème se pose une question concernant l'industrie. Pourquoi cette industrie fabrique-t-elle ces armes? Tant que la production n'est pas arrêtée, le problème persistera. Je pense que nous ne pouvons le cerner tant que nous ne nous occupons pas de la problématique. Si vous préparez un repas, vous savez que quelqu'un le mangera. Voilà le problème, "

Les remarques du Parlementaire congolais ont reçu l'appui des représentants du Burundi et de la République démocratique du Congo. "Si l'Europe veut être prise comme modèle, pourquoi fabrique-t-elle encore ces armes?" a fait remarquer un Parlementaire de la République démocratique du Congo. "Nos collègues en Europe, nous disent qu'ils ont établi les mécanismes de contrôle qui semblent efficaces au niveau national. Ils reconnaissent que des problèmes surgissent au niveau international, car les Etats européens ne coopèrent pas. Les Parlementaires européens jouent-ils un rôle efficace en appliquant le contrôle des armes légères et de petit calibre dans les pays européens?"

Un représentant du Burundi a indiqué penser qu'un certain intérêt personnel pourrait être impliqué dans le double rôle apparent de l'Europe en tant que producteur et contrôleur des armes légères et de petit calibre. L'Europe continue à fabriquer des armes, parce que cette production est bénéfique et contribue à la richesse nationale," a t'il indiqué.

Répondant à certaines questions sceptiques sur l'efficacité de l'EU dans la lutte contre la prolifération des armes légères et de petit calibre, Gilbert Barthe, directeur de programme de PNUD-PRAPC, Grand-Lacs, a expliqué qu'il y a lieu de faire une distinction entre les Etats membres de

l'EU et les autres pays européens. Un journaliste du *Chicago Tribune* a expliqué avoir retrouvé récemment le chemin parcouru d'une nouvelle arme à feu obtenue par un rebelle dans l'Est du Congo. L'arme s'est avérée être fabriquée en Roumanie. "Cet exemple démontre que tous les pays producteurs ne respectent pas le Code de conduite UE. Celui-ci est un bon texte, mais ne couvre pas tous les pays européens et ne peut donc être efficace."

Le Parlementaire de la République démocratique du Congo a reconnu le problème, mais selon lui, il implique des efforts des Parlementaires européens et des gouvernements. "Nous savons tous que l'Europe de l'Est fabrique d'énormes quantités d'armes, tout comme la Russie et les USA. Ma préoccupation est qu'il y ait un effort fait par l'Union européenne afin d'harmoniser les lois relatives aux armes légères et de petit calibre et d'inclure ces pays".

L'Honorable Benito Malangalila, Parlementaire de la Tanzanie, a rappelé que les millions d'armes légères et de petit calibre ayant réussi à passer en Afrique représentent un montant considérable d'argent. "Nos économies ne peuvent probablement financer toutes les armes que nous avons ici. D'où provient leur financement?", S'est-il interrogé. Il s'est référé à plusieurs conflits durables en Afrique, tel que la guerre dans le Sud du Soudan, sous-entendu que ces conflits doivent avoir été financés, en partie, par des acteurs extérieurs. "Il est important de connaître la réponse à la question du financement," a indiqué M. Malangalila, "car si nous ne connaissons la source de l'argent à l'origine des conflits en Afrique, nous pouvons obtenir une solution au problème." Le Parlementaire de Tanzanie a insisté pour qu'une attention soit accordée au fait que les fabricants d'armes ne puissent pas vendre des armes aux rebelles, mais également que les gouvernements, et même peut-être les multinationales, ne soutiennent plus les rebelles.

Selon l'Honorable Maria Asunción Oltra Torres Parlementaire espagnole, l'Europe et l'Afrique devraient coopérer en la matière. "Je pense que c'est un défi pour nous tous. La question n'est pas de savoir pourquoi les êtres humains fabriquent des armes, puisque, je le constate, les corps armés de nos pays en ont besoin. Vos services de police ont besoin d'armes pour maintenir l'ordre dans le pays. Les ennuies sont provoqués par les armes illégales qui sont commercialisées à travers le monde et qui frappent des personnes dans votre pays.

Hon. Maria Asunción Oltra Torres, MP, Espagne



C'est pourquoi, nous essayons tous d'arrêter ce commerce illégal. J'espère que nous continuerons à travailler ensemble vers un contrôle de celui-ci. C'est un travail à réaliser par nous tous » Elle ajouta que l'UE avait essayé lors de la dernière assemblée Générale de l'ONU à New York de créer le consensus sur des normes internationales strictes relatives au commerce d'armes, mais qu'elle n'avait pas reçu l'appui des nations non EU.

#### L'ESPAGNE OPTÉ POUR LA TRANSPARENCE ET LE CONSEIL DE NORMALISATION CENTRAL

**L'Espagne a confié le contrôle sur les exportations des armes à un corps unique, composé de représentants de plusieurs ministères. Les Parlementaires considèrent la transparence comme un des plus grands atouts du mécanisme espagnol de contrôle d'armes légères et de petit calibre.**

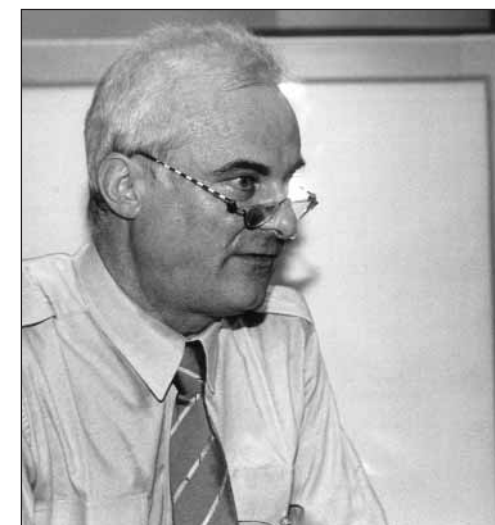
Toujours selon L'Honorable Maria Asuncion Oltra Torres, les armes légères et de petit calibre ne constituent pas nécessairement un problème. Dans un exposé lors de la conférence PNUD/AWEPA à Mombasa, elle a rappelé ce que l'Espagne avait fait pour arrêter le flux illicite d'armes légères et de petit calibre. Les armes à feu sont évidemment des instruments légitimes, et probablement indispensables, pour permettre à la police nationale d'assurer la sécurité de la population. En Espagne, un rôle important a été confié à la Guardia Civil, une unité de police du ministère de l'intérieur, qui a non seulement le droit de porter des armes mais qui est également l'autorité principale en ce qui concerne les règlements sur les armes dans le pays. "Notre mission, en tant que Parlementaires, a été de promouvoir les lois accordant à la Guardia Civil les moyens légaux de contrôler la propriété, la possession, le commerce et l'utilisation de tous les types d'armes,"

En Espagne, le contrôle du commerce extérieur des armes, de la technologie et de l'utilisation de matériel spécifique est effectué par un conseil centralisé, le 'Conseil de Normalisation Interministériel sur le Commerce Extérieur en Défense ou Utilisation Ambiguë de Matériel', dans lequel plusieurs ministères sont représentés. Pour s'assurer que les exportations sont conformes au Code de Conduite européen, le Conseil Interministériel doit examiner les demandes d'exportation, exigeant une série de documents pour certifier l'usage final et l'utilisateur. Le Conseil doit prendre en compte tous les précédents refus d'exportation pour un produit particulier à la défense. Il doit également vérifier si une demande d'exporter des armes a précédemment été rejetée par d'autres pays de l'UE. Si le Conseil espagnol accorde une autorisation d'exportation, il en informe les autres Etats membres de l'UE. Cela afin de s'assurer que ces pays ne font pas la même transaction au cas où une demande aurait été déjà introduite.

Pour Mme Oltra Torres, la transparence du mécanisme espagnol de limitation des armements est une fierté nationale. Le Parlement a adopté à l'unanimité la légis-

lation en 1997 exigeant que toutes les données de base sur les exportations d'armes soient mises à jour. Certaines phases et procédures relatives aux applications doivent également être rendues public. Le Parlement obtient un rapport semestriel concernant ces données. Des normes semblables de transparence devraient être adoptées par d'autres pays dans l'Union européenne et ailleurs dans le monde. La "transparence ne suffit pas si elle n'est mise en oeuvre que par un seul pays. Tous les pays devraient l'appliquer."

"Le contrôle des armes légères et de petit calibre en Europe, est-il efficace ou pas?" Ulrich Siegrist, membre du Parlement suisse, a répondu aux questions de ses collègues africains. "Je ne peux parler que pour la Suisse, et nous avons un processus d'examen strict en place au cas par cas. Le problème est que tous les systèmes de contrôle sont nationaux, tandis que le problème que nous traitons est un problème international. Nous devrions avoir un système de contrôle international ayant le pouvoir de contrôler chaque Etat et chaque usine, mais il est très difficile de le réaliser. Ce que nous pourrions faire lors de l'étape suivante, est de présenter un système d'inscription et de traçabilité, en ce qui concerne l'ONU, afin de pouvoir indiquer les itinéraires d'approvisionnement et d'établir une supervision. Si nous retrouvons la destination des armes, nous pouvons retracer leur parcours et leur origine et retrouver les responsables. Ce serait plus facile à réaliser qu'un système de contrôle global et ce devrait être notre prochaine étape."



Hon. Ulrich Siegrist, MP, Suisse

Ilhan Berkol, chercheur à l'institut GRIP, basé à Bruxelles, a demandé aux Parlementaires de l'Europe et de l'Afrique d'exercer une pression sur leurs gouvernements afin d'appuyer un accord international relatif à l'inscription, l'enregistrement et la traçabilité des armes légères et de petit calibre. Une telle convention internationale est actuellement en discussion à l'ONU. "Il existe une solide législation dans l'UE et aux USA, mais ce n'est qu'un contrôle sur papier, qui correspond à une image politique. Le problème réel commence dès que les transactions d'exportation sont réalisées: il n'y a alors plus de contrôle – ni lors du transport, ni lors de l'exportation et aucune sanction n'est imposée si des contrôles n'ont pas été respectés. Une convention internationale sur l'inscription et la traçabilité des armes comblerait cette lacune."

Selon lui, contrairement aux allégations d'un parlementaire africain, la poursuite de la fabrication d'armes légères et de petit calibre en Europe n'est pas dû aux seuls intérêts européens. "L'industrie des armes légères et de petit calibre en Europe va mal et ne contribue plus au revenu national, en particulier en Europe de l'Est. Dans la plupart des cas, les usines doivent être aidées par l'Etat, car elles sont pratiquement en faillite ". Il pense que beaucoup de fabricants d'Europe de l'Est ne peuvent pas concurrencer les autres pays fabricants d'armes à cause de leurs normes de fabrications peu élevées. "Il y aura une diminution du nombre global de fabricants, tandis qu'un processus de consolidation évolue. Les Fabricants américains ont déjà acheté des usines d'armes en Espagne et en Belgique."

#### LES PARLEMENTAIRES CONCERTENT LEURS ACTIONS EN AMÉRIQUE LATINE

**En octobre 2002, les Parlementaires en Amérique Latine ont constitué un Forum afin de contribuer à la mise en œuvre du Plan d'action de l'ONU relatif aux armes légères et de petit calibre. Cette initiative fait figure de première mondiale.**

Ce premier Forum est destiné à mettre en œuvre le 'Programme d'action pour empêcher, combattre et supprimer les échanges illicites des armes légères et de petit calibre dans tous ses aspects' des Nations Unies 2001.

Le Forum a été constitué par les Parlements de certains Etats d'Amérique Latine : Costa Rica, Salvador, Guatemala, Honduras, Nicaragua, Panama avec l'appui des Parlements espagnol et suédois. Ce projet a été mis en œuvre par le Centre Régional des Nations Unies pour la Paix, le Désarmement et le Développement en Amérique Latine et aux Caraïbes. La Camaraderie suédoise de la Réconciliation soutient également l'initiative. La Suède et le Centre Régional de l'ONU fournissent une aide substantielle au secrétariat du Forum. Les membres cherchent à élargir le Forum pour inclure des Parlementaires de tous les pays d'Amérique Latine et des Caraïbes, ainsi que de l'Union européenne. Sa création officielle a été annoncée après une réunion des initiateurs à Madrid. À cette occasion, les Parlementaires ont adopté un projet de 'livre blanc', contenant les normes légales et les informations technologiques relatives aux armes à feu, aux munitions et aux explosifs. Cet ouvrage de référence est mis à la disposition des Parlementaires pour promouvoir l'utilisation de technologies uniformes dans la législation nationale sur les armes à feu.

En conclusion, le but de ce Forum parlementaire annuel est de faciliter la réforme de la législation sur les armes à feu dans chaque pays. Il est également une plate-forme de propositions pour stimuler les gouvernements à signer et à mettre en application des accords internationaux.

Barthe a implicitement demandé aux Parlementaires africains d'ad-

mettre que leurs pays ont un rôle à jouer dans la lutte contre le flux des armes légères et de petit calibre. "Les études ont démontré qu'un bon nombre de cargaisons d'armes expédiées vers la région africaine des Grands Lacs sont acheminées grâce à un simple certificat de destination finale. Elles sont souvent importées légalement par un signataire de la Déclaration de Nairobi, franchissent plusieurs frontières, et finissent dans les mains des rebelles. Ce qui sous-entend qu'il y a également une responsabilité dans la région de destination."

Un Parlementaire de la République démocratique du Congo reconnaît que beaucoup reste à faire en Afrique par les Africains eux-mêmes. Selon-lui, "Notre problème est un problème de stabilité; dans la République démocratique du Congo, par exemple, nous disposons de la bonne législation, mais elle n'a pas été appliquée car nos institutions ne sont pas encore stables. Il nous faut une stabilité politique, économique et sociale afin de pouvoir contrôler de façon efficace les armes légères et de petit calibre. Je lance donc un appel à tous pour travailler à la stabilité de l'Afrique centrale. Si d'autres pays, tels que la République démocratique du Congo, retrouvent une stabilité, il n'y aura plus de prolifération illicite d'armes légères et de petit calibre dans notre région."

Selon un autre Membre du Parlement africain lors de la conférence de Mombasa, la franchise, et le rejet de toute forme d'hypocrisie au cours de la discussion (tant du côté africain, qu'europpéen), sont des données indispensables pour progresser sur le problème. Selon lui, pratiquement tous les petits groupes faisant de la contrebande d'armes sont connus mais beaucoup de données à leur sujet ne sont pas communiquées. "Notre ami du PNUD a rédigé un rapport donnant des informations sur les sites de fabrication d'armes, sur les intermédiaires, etc... Mais pour des raisons diplomatiques, ces informations n'ont pu être divulguées. C'est la vérité. Ainsi cette forme d'hypocrisie perpétue le problème. Celui-ci demeurera sauf si nous décidons d'être honnêtes entre nous, de dire la vérité et de proposer des solutions opérationnelles,... Le fait est que nous sommes tous à blâmer.

Nous, les Africains, sommes à l'origine de la demande et des catalyseurs pour les fabricants d'armes. Nous en sommes les victimes."

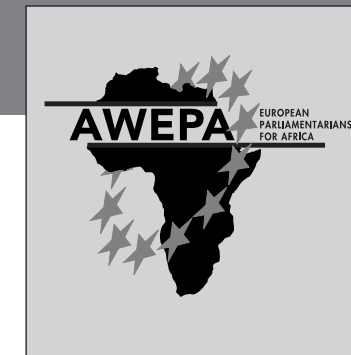




# A Parliamentarians' Handbook On The Small Arms Issue

Small arms and light weapons cause death and hinder development - what can parliamentarians do to curb this scourge?

UNDP/AWEPA March 2004



## Introduction

50



Mr. Paul André de la Porte, UN Resident Coordinator and UNDP Resident Representative, Kenya

Nobody would argue the severity of the problem of the proliferation of small arms and light weapons. The illicit distribution of small arms and light weapons causes huge human suffering in many regions of the world, particularly in Central, East- and the Horn of Africa.

In a landmark step, parliamentarians from countries in Central, East and the Horn of Africa, gathering at a conference organised by UNDP and AWEPA on 26-28 November 2003, reached agreement on a Plan of Action for parliamentarians, aimed at reducing the illicit distribution of

small arms and light weapons.

In this Mombasa Plan of Action, adopted after three days of lively debate, parliamentarians agreed to urge their governments to adjust national legislation to create more efficient control on small arms. They will work towards harmonisation of these laws at the regional level. They also committed themselves to continue to work on resolving the problem and to continue to meet regularly to keep each other alert and assess what has been achieved and what remains to be done.

In the sidelines of the conference, parliamentarians from Burundi, the Democratic Republic of Congo and Rwanda, in another landmark move, agreed to create a common body to work towards harmonisation of the national legislation of their countries.

African parliamentarians committed themselves to a series of concrete steps, but cannot succeed on their own. As the vast majority of small arms are brought into Africa from European factories by European traders, African parliamentarians legitimately called on colleagues in Europe and other industrialised countries to help them address the issue. African countries need collaboration from countries in the North, including parliamentarians. Legislators from all over the world should cooperate and try to work in unison, for instance at the level of the UN, to make further progress toward eradicating this scourge. A major next step would be to

support establishing an international convention on the registration, marking and tracing of small arms, which is being debated at the UN.

This booklet is earmarked to be a practical handbook. It seeks to serve parliamentarians during their efforts to make further progress on the issue

of small arms and light weapons. The booklet contains information on what has been achieved in Mombasa, introduces parliamentarians who are new to the issue to what it entails, and elaborates on what the problem of small arms means for African countries in Central, East- and the Horn of Africa. It also seeks to assess what these countries might contribute to solve the problem, in particular with regard to legislation.

We invite parliamentarians to see this publication as a living document, open to comment and adjustments.

*Jan Nico Scholten*  
*President, AWEPA*



Dr. J.N. Scholten, President of AWEPA

*Paul André de la Porte*  
*UNDP Resident*  
*Representative and UN*  
*Resident Coordinator,*  
*Kenya*

51

# 1 *Plan of Action to Curb Proliferation of Small Arms*

52

**Parliamentarians of eight countries in the Great Lakes and the Horn of Africa regions at an international conference in November 2003 in Mombasa reached agreement on a Plan of Action aimed at curbing the wide distribution of small arms and light weapons in their countries.**

The plan envisions parliamentary action to be taken in African countries, where many small arms tend to be proliferated, as well as in countries in the North, where most of these weapons are produced. The step followed earlier initiatives taken to stem the damage caused by illicit distribution of small arms and light weapons, which kill 300,000 people per year, including the Nairobi Declaration, adopted in 2000.

In the Nairobi Declaration, the governments of countries in East, Central, and the Horn of Africa promised to fight the flow of illicit weapons into their region through adopting adequate laws and ensuring effective control over the possession and transfer of small arms. One of the concrete outcomes of the Nairobi Declaration was the establishment of National Focal Points to oversee implementation at the national executive level.

Observers said the adoption of the Plan of Action at the ‘Parliamentary Conference on Small Arms and Light Weapons’ in Mombasa, which was organised by AWEPA - the Association of European Parliamentarians for Africa - and the United Nations Development Programme (UNDP), was a landmark step. Delegates who adopted the plan are members of Parliament in regions which have seen huge human suffering as a result of uncontrolled access to small arms and light weapons over the past decade.

The Mombasa Plan of Action embodies an important widening of the scope of the struggle against small arms. While the Nairobi Declaration was an initiative at the executive level, the Mombasa Plan of Action is an initiative of parliamentarians. It takes the issue to their constituencies, and to civil society. At the same time, the commitment of parliamentarians creates the prospect of continued pressure on governments to deliver on what they promised to do in the Nairobi Declaration and other international agreements related to arms.

## WHAT ARE SMALL ARMS AND LIGHT WEAPONS?

The terms ‘small arms and light weapons’ generally refers to weapons that are easy to carry around and relatively inexpensive. They range from revolvers and pistols to rocket propelled grenades and mortars. Kalashnikovs, or AK-47’s, are probably the best known and most widely available in this category. Ammunitions and explosives, such as hand grenades, are also considered to belong to the category of small arms and light weapons.

53

A United Nations Group of Experts in the late 1990s developed a definition of this type of weapons, dividing them in three categories:

### 1 Small arms:

- Revolvers and self-loading pistols;
- Rifles and carbines;
- Sub-machine guns;
- Assault rifles;
- Light machine guns.

### 2 Light Weapons:

- Heavy machine guns;
- Hand-held, under-barrel and mounted grenade launchers;
- Portable anti-aircraft guns;
- Portable anti-tank guns and recoilless rifles;
- Portable launchers of anti-tank missile and rocket systems;
- Portable launchers of anti-aircraft missile systems;
- Mortars with a calibre of less than 100mm.

### 3 Ammunitions and explosives:

- Cartridges (rounds) for small arms;
- Shells and missiles for light weapons;
- Mobile containers with missiles or shells for single-action and anti-aircraft and anti-tank systems;
- Anti-personnel and anti-tank grenades;
- Landmines;
- Explosives.

Source: Ilhan Berkol, Marking and Tracing Small Arms and Light Weapons. Improving Transparency and Control. GRIP, Brussels, March 2002.  
<end box 1 chapter 1, small arms>

The Mombasa Plan of Action underpins executive efforts. Its most concrete and far reaching measures are those envisioned to be taken by African countries. In addition to this, the plan calls on parliamentarians and governments in other parts of the world, particularly in Europe, to

adopt measures to reduce the production and distribution of illicit small arms, light weapons as well as ammunition.

The Mombasa Plan of Action was endorsed by parliamentary delegations from Burundi, the Republic of Congo, the Democratic Republic of Congo, the Central African Republic, Kenya, Tanzania, Uganda, and Rwanda as well as by members of the East African Legislative Assembly.

The following are the Mombasa Plan of Action's key elements:

### 1. Improve legislation

In the document, parliamentarians say they agreed to study and review all existing laws that are relevant to the issue in their respective countries. They promised to assess whether current legislation is sufficiently and effectively geared toward curbing the proliferation of small arms and light weapons. If needed, laws should be amended.

Parliamentarians also promise to try to ensure that sanctions will be imposed on the users and suppliers of illicit arms. They said sanctions should not only apply to individuals or organisations, but to states as well. States who promote or condone the use of illicit arms or related practices should be penalized. Another commitment with a strong international scope is border control; parliamentarians said they want to harmonize legislation on border controls in their region. They also committed themselves to supporting the harmonization of a broad set of laws as called for in the Nairobi Declaration.

In addition to this, parliamentarians announced they would promote the adoption of two binding international agreements:

- An agreement on the marking, record keeping and tracing of small arms,
- An international treaty on arms trade.

These agreements and treaties should be pursued within the United Nations framework, the legislators agreed.

At a more practical level, parliamentarians agreed to pursue these legislative goals through asking questions to the executive in Parliament, requesting that small arms issues be placed on the Parliamentary agenda for debate and by proposing private members' bills. They suggested creating ad-hoc committees in national parliaments devoted to specific small arms issues.

### 2. Create institutional capacity

Parliamentarians said they would seek to create institutional capacity and infrastructure to ensure the struggle against small arms will continue. Signatories of the Plan of Action envision the following actions in this regard:

- Creating a Regional Inter-Parliamentary Network to lobby and raise parliamentarians' voices related to armed violence and small arms issues.

Parliamentarians asked UNDP and AWEPA to support this initiative;

- Establish and/or strengthen the National Focal Points;
- Ask the responsible Minister to report regularly to Parliament on the activities of the National Focal Points.

### 3. Raise the issue in constituencies - engage civil society

Parliamentarians agreed they should raise awareness about the issue of small arms and light weapons in their constituencies. They said they would identify exactly what small arms problems exist in their constituencies and seek to assess what the underlying causes are. Subsequently, they will make proposals to Parliament or the relevant Minister in order to help resolve these problems. Parliamentarians will do as much as they can to gain active involvement and collaboration of civil society in the pursuance of these efforts.

#### BURUNDI, DRC AND RWANDA AGREE TO SEEK HARMONISATION

In the sidelines of the UNDP/AWEPA conference in Mombasa, the parliamentary delegations of Burundi, the Democratic Republic of Congo and Rwanda reached a landmark agreement on initiating common efforts to help reduce the problem of illicit arms in their region.



Members of Parliament from the DRC, Rwanda, and Burundi sign a declaration on the harmonization of legislation vis a vis small arms and light weaponry

In a joint declaration, issued on November 27 and signed by representatives of the three countries, the parliamentarians announced they would create a common framework to work towards the harmonisation of legislation on small arms and light weapons in their countries, in line with the goals set in the Mombasa Plan of Action. They also announced they would organise the first follow-up meeting to the conference in Mombasa. This conference took place in the Burundian capital of

Bujumbura in late March 2004, and yielded concrete results. The delegations of the three countries agreed to a plan consisting of four stages, which should result in a proposal for a common law regarding small arms before the end of 2004 (See annex for the full text of this Bujumbura Plan of Action).

#### 4. Work with the media

As a fourth focal area, the Plan of Action also calls on legislators to seek contact with the media at any appropriate occasion in order to enhance media attention and public debate about the issue of illicit arms. Media can play a crucial role in raising visibility and understanding of the issue. Parliamentarians can enhance media coverage by channelling information to journalists. They can provide information on both the problem and actions taken to resolve it.

#### 5. Ensuring Europe does its share

As the problem of the illicit distribution of small arms cannot be solved by any individual country or region, African parliamentarians urge countries and parliamentarians in the North, especially Europe, to do their share in the struggle against small arms and collaborate with their colleagues in Africa.

In the Plan of Action, parliamentarians ask European MPs to critically study the legislation in their respective countries and propose adjustments if necessary. The African legislators also called on Europeans to assess the factual situation in their countries with regard to manufacturing, trading and registration of small arms, in order to get an accurate idea of the scope of the problem.

African delegations in the Plan of Action call on AWEPA to work as their European partner and raise the matter with the appropriate bodies in Europe, such as the European Parliament and the Council of Europe. They also asked UNDP and AWEPA to organise a follow-up conference to further



Ugandan legislators discuss strategy

discuss the issue and assess what progress has been made in implementing the Mombasa Plan of Action. A follow-up conference took place in March 2004 in Bujumbura and yielded concrete results in the form of a sub-regional Plan of Action (Plan d'Action Parlementaire de Bujumbura sur l'Harmonisation des Législations sur les Armes Légères et de Petit Calibre).

*See annex for the full text of the Plan of Action adopted in Mombasa and the Bujumbura Plan of Action.*

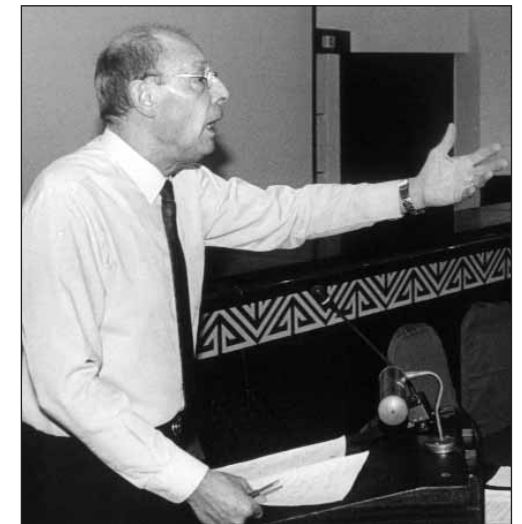
#### SPREAD THE WORD ABOUT PLAN OF ACTION

**Dr. Luc Dhoore, Political Coordinator of AWEPA, called on AWEPA-members to communicate the outcome of the conference in Mombasa to their fellow legislators in order to enhance efforts to implement the Mombasa Plan of Action.**

“When the Nairobi Declaration was adopted, many parliamentarians were not aware of this, both in Africa and Europe. This is why AWEPA invites all its sections and members to spread the word about the Mombasa Plan of Action,” Mr. Dhoore said.

He also said a follow-up meeting should take place to further discuss the implementation of the Mombasa Plan of Action. This meeting was held in Bujumbura, Burundi, on March 29 and 30, 2004.

Mr. Dhoore, who chaired several sessions at the UNDP/AWEPA conference in Mombasa, also called on parliamentarians to maintain close ties at the regional level in the Great Lakes and Horn of Africa and Central African region to continue work towards putting the lid on proliferation of arms.



Dr. Luc Dhoore, Hon. Vice-President, AWEPA

## 2 *The Impact of the Proliferation of Small Arms*

58 Small arms and light weapons cause the death of hundreds of thousands of people every year, either directly during armed conflicts or indirectly as a result of the damage caused by war and the availability of weapons to criminals. Socio-economic infrastructures, such as health and education systems suffer tremendously. The easy availability and proliferation of small arms has proven to be a major obstacle for economic and human development.

According to UNDP, small arms kill 500,000 people worldwide each year. About 200,000 of these deaths occur in countries or regions that are not at war. In addition to fatalities, small arms and light weapons leave many more people wounded, along with millions displaced.

### SMALL ARMS FRUSTRATE DEVELOPMENT

**“It is obvious that a human being that is suffering as a result of small arms and armed violence is not able to develop,” Gilbert Barthe, Programme manager of UNDP’s Small Arms Reduction Programme (SARP), said at the UNDP/AWEPA conference in November 2003 in Mombasa, Kenya. Barthe elaborated on the close relationship between development and arms and the seven areas where the dispersal of small arms frustrates development as identified in UNDP’s publication- “Development Held Hostage”: Assessing the Effects of Small Arms on Human Development.**

M. Gilbert Barthe, Programme Manager, UNDP-SARP, GLR



1) Increased violent crime. When more armed criminal gangs become active, a climate of insecurity evolves which reduces the quality of life of the general population, scares away foreign investors and reduces the productivity of workers. General insecurity has a detrimental effect on tourism.

2) Weakening of the health system and education infrastructure. Health workers are often among the victims of arms conflict. So are teachers. Schools are often plundered and burnt down during conflict. Access to clinics and schools is often restricted as a

result of insecurity. Sick or wounded who are able to reach clinics often find them deserted during armed conflict.

3) Displacement of people. The use or mere presence of small arms in a region causes fear and make many people flee their homes. As long as the weapons remain in the area, displaced persons and refugees are less inclined to return home when the fighting has stopped.

4) The economy suffers. Commercial activities and agricultural production are often reduced or come to a standstill in regions where insecurity and violence is prevalent.

5) Decline of government resources. As a result of reduced economic activity, governments collect less taxes. When governments have fewer resources to invest in services, this can have a negative multiplier effect on general economic activity.

6) Damage to social structures. Social capital consisting of cohesion of families and local communities suffers from the negative impact of the availability of small arms. Traditional social structures such as elderly councils are also damaged.

7) Less development aid. Increased insecurity may urge development aid agencies to leave the area. If they don’t leave, their available resources may be less productive, as increased insecurity usually coincides with higher prices for basic material and services such as food and transport.

Sub-Saharan Africa is one of the smallest markets for small arms in terms of its value and turnover, but is among the hardest hit regions in the world. The comparatively large number of victims resulting from the distribution of these weapons is said to be related to the high incidence of ‘weak states’, an abundance of rebel movements, and a high density of violent incidents among civilians, related to poverty and fierce competition for scarce resources.

### **‘ALTHOUGH SMALL ARMS DO NOT THEMSELVES CAUSE WARS, THEIR EASY AVAILABILITY AND ACCUMULATION EXACERBATES CONFLICTS’**

Most deliveries of small arms to countries in Sub-Saharan Africa are not registered and therefore not quantifiable. However, it is clear, according to experts, that the number of small arms and light weapons pumped into the region is huge. The low prices for fire arms - only 25 dollars, for instance, for a machine gun in Somalia in 2002 - is telling.

Although small arms do not themselves cause wars, the easy availability and accumulation of these weapons exacerbates conflicts. In the Republic of Congo (Congo-Brazzaville), for instance, researchers found

that after the war of 1998-1999, an estimated 67,000 to 80,000 small arms and light weapons were in the country. These weapons, cached away by individual former combatants or their leaders, included AK-47 assault rifles, Israeli Galils and South African Vector R4 and R5s. The wide distribution of the weapons, which were either imported or looted from army barracks, is thought to have contributed to renewed fighting in the country in March 2002, which lasted until April 2003.

### Small arms affect human development

Even if the small arms are not being used by rebels, militants or other combatants in war-like situations, they can cause huge harm. Guns become dangerous in the hands of disaffected or unemployed youths, ethnic clan warriors, or political party thugs. Enraged civilians may take up weapons and set off a chain of events where, ultimately, just about everybody loses. Once arms are available in a region, they don't disappear easily. As a UNDP expert observed, in Africa, small arms last longer than the average human life span.

#### THE PRODUCERS

**Although the US is currently said to be the biggest producer of small fire arms, only a very small percentage of those weapons, made for civilian purposes, reportedly end up in developing countries. Most damage is done through the distribution of small arms produced for military purposes, the majority of which originate from Europe.**

About 98 countries in the world are producers of light weapons. India, Pakistan, Singapore and South-Africa are among newcomers on this international market and gradually gain market share, but the bulk of small arms and light weapons are produced in Europe and the US.

Of the 6.9 million small fire arms produced in 2000, about three quarters were manufactured in the US. However, the US mostly makes weapons earmarked for civilian use. Only one out of every 100 small arms made in America were earmarked for military purposes, making the US only a minor player in the international market for small arms.

Most small arms produced for military purposes, which is the category that is responsible for most of the problem, originate from Europe. Weapons factories in Belgium, Austria, France, Germany, Italy, Spain, Russia, Great Britain and Switzerland produce the bulk of such arms, which are distributed globally.

Among the European producers of small arms, Belgium plays a pivotal role. The Belgian weapons factories Herstal and MECAR, which produce a wide range of revolvers, attack rifles, machine guns and ammunitions, have a dominant position in the arms market. Other major European weapon companies are Heckler & Koch (Germany), Beretta (Italy), SAN Swiss Arms (Switzerland), Santa Barbara (Spain),

and Ceska Zbrojovka (Czech Republic). Israeli weapon producers also occupy a position of some significance in the market.

The overall market for small arms, including fire arms for civilian purposes, was estimated at US \$ 2.5 billion in 2000. The market for small arms for military purposes was estimated at US \$ 3.5 million. The overall number of 'military' small arms that was produced globally in 2000 amounted to 815,000.

Paradoxically there are no international treaties on light weapons, although they kill by far the most people each year.

Source: Ilhan Berkol, Les Exportations d'Armements, GRIP, Presentation at the UNDP/AWEPA small arms conference in Mombasa, November 2003.

A close relationship exists between the distribution of illicit small arms and development. A low level of development increases the chance that weapons are being used, as people in desperate situations of poverty and inequality can be expected to resort to violence more easily, while warlords have a better chance to recruit 'hired guns' among unemployed youth. More importantly, it is obvious that the use of weapons, or even their mere presence, represents a threat which causes fear and hinders economic and human development. Absence of war and fear and the prevalence of security and stability are prerequisites for development. This is one of the reasons why UNDP has become closely engaged in the struggle to reduce the proliferation of small arms and light weapons.

### 'IN AFRICA, SMALL ARMS LAST LONGER THAN THE AVERAGE HUMAN LIFE SPAN'

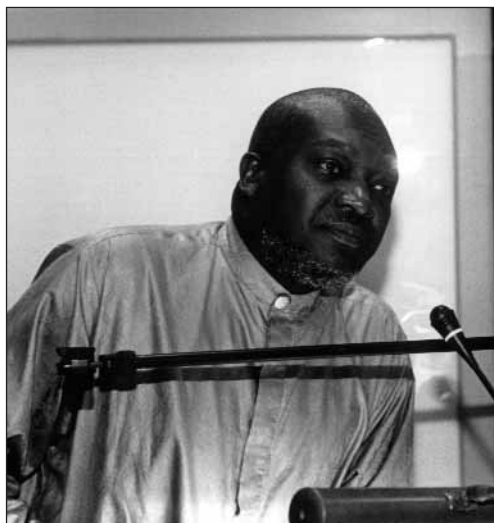
UNDP states that where guns, and gunmen dominate, development suffers. Schools and shops close, commerce stops, and the local economy grinds to a halt. Buildings are destroyed, bridges are blown up, fields are abandoned. Private investment dries up and development organizations can't operate.

As the close relationship between development and the problem of the proliferation of small arms is gaining wider acknowledgement, donor countries and Nongovernmental Organisations have been increasingly taking the issue of small arms into account when designing or implementing aid projects.

#### STOPPING THE CANCER OF SMALL ARMS

**According to Mr. Isaac Chivore, the use and proliferation of small arms has for too long been a cancer spreading across the developing world, undermining political and economic stability.**

“Small arms in the wrong hands kill many people, create a climate of terror, and contribute to a downward spiral of poverty and misery,” Mr. Isaac Chivore, UNDP Deputy Resident Representative in Kenya, stated at the UNDP/AWEPA conference. “While the basic humanitarian suffering (...) might be evident, the underlying damage to a society is often less clear. Beyond being used to kill more than 300.000 people a year in conflicts, (...) small arms are often the primary instruments that can set back the development process years or sometimes decades.”



Mr. Tarirai Isaac Chivore, Ph.D., Deputy Resident Representative, UNDP Kenya

Where inter-governmental - and non-governmental organizations still remain reluctant to treat the problem as a pressing development issue, the UN 2001 Programme Of Action acknowledges the threat of small arms to sustainable development at individual, local, regional, national as well as international levels, he said. The problem calls for a simple individual solution but for a cluster of policy issues, with complex linkages between different elements and regions.

As a result of several UNDP programmes, which focus ‘development in exchange for weapons’,, so far thousands of small arms have been collected in Afghanistan, Albania and Congo Brazzaville, Mr. Chivore said.

UNDP’s Bureau for Crisis Prevention and Recovery has launched projects in more than 20 countries. He admitted that the most affected countries and regions may face difficulties implementing the UN Programme Of Action. “UNDP also realizes that its organizational support will necessarily be temporary, therefore it is critical to ensure sustainability of the inputs and abilities of partner organizations to pursue the objectives on their own.”

### 3 *What Has Been Achieved So Far*

**The quest to stop the proliferation of small arms and light weapons started to gain momentum in the mid 1990s and has continued since. Several key initiatives have been taken in Africa and other regions of the world.**

#### **International initiatives**

The first significant international initiative to raise the issue of small arms was made in 1995 by former UN Secretary General Boutros Boutros Ghali in his report ‘Supplement to the Agenda for Peace’. Subsequently, the UN in 1996 established a UN Panel of Governmental Experts on Small Arms. Two years later, in 1998, this panel was renamed into UN Group of Government Experts on Small Arms. The body drafted reports containing recommendations for action regarding small arms. The Group is still active and in 2003, among other things, drafted a document on Tracing, Marking and Record-keeping on Small Arms.

In June 2001, the United Nations adopted the ‘Protocol to Combat the Illicit Manufacturing of and Trafficking in Firearms, Their Parts and Components. This was one of the first international initiatives that provided a judicial mechanism to the struggle against the proliferation of small arms. However, the protocol only dealt with illicit arms. It was designed predominantly in the context of the struggle against organised crime and didn’t have repercussions on arms transactions between states.

#### **‘CARRY OUT A CONCRETE AND COORDINATED AGENDA FOR ACTION’**

In 2001, the United Nations organised its first conference to address the issue of small arms. At this conference, the UN member states adopted the ‘Program of Action to Prevent, Combat and Eradicate the Illicit Trade in Small Arms and Light Weapons, known as the UN Program of Action. This program identified national, regional and global measures — such as legislation, stockpile management and destruction, identification and tracing of illicit arms, and international cooperation and public awareness campaigns — that can be taken by governments, international organizations, and nongovernmental groups. At the UN Conference, member states also agreed they would meet for a second international conference on the same issue in 2006.

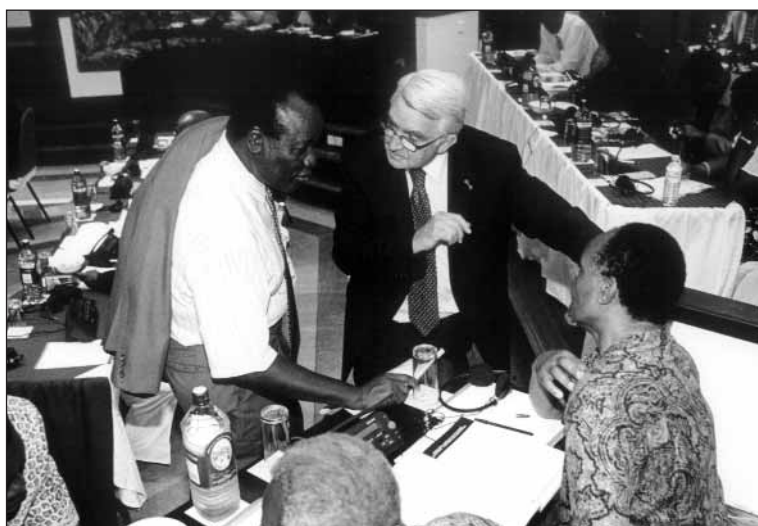


Opinions on the level of implementation of this Action Plan vary. Some organisations lament that not enough has been achieved, while other observers state that the conference and the Plan of Action itself constitute a considerable step forward in the struggle against small arms. They say the adoption of the plan means that the issue was raised for the first time at the multinational level and that the Action Plan provides a concrete road map for measures to be taken.

#### “LET’S USE THE GOOD EXAMPLES”

**At the Mombasa conference, Dr. Jan Nico Scholten, President of AWEPA, stressed that both governments and parliaments should act to stop the illicit proliferation of small arms. Intimidation, threat and insecurity do not only destroy lives directly but also destroy economic prosperity, he said.**

Referring to the Nairobi Declaration adopted a few years ago, Dr. Scholten said he hoped that this ‘encouraging document’ would be followed by a Mombasa Parliamentary Plan Of Action. “The Nairobi declaration indicates the firm will of



Mr. P.C. Owino  
Omolo, Deputy Clerk,  
NA of Kenya,  
Dr. J.N. Scholten,  
President, AWEPA,  
and Mr. G.G. Kariuki,  
MP Kenya

African states to take their destination in their own hands. (...) This is very important because it addresses one of the most serious problems that this part of Africa confronts today.”

Acknowledging the role of the industrialised world in manufacturing and trading of small arms, Dr. Scholten called for concerted action. “Unfortunately, Africa is suffering more than any other continent. Segregation cannot be tolerated any longer. More action has to be taken, both in Africa and Europe.”

He said he was happy that UNDP and AWEPA had been able to join hands and said he hoped the Plan of Action resulting from the conference would soon bear fruit. Dr. Scholten said the efforts being made to battle the scourge of small arms reminded him of another plan AWEPA once adopted in the struggle against apartheid. The best practices from that period, as well as “the good examples” from other initiatives regarding the battle against the spread of small arms, should be made known and built on, he said. “I know from my own experience that this way of working can be very stimulating. (...) I hope that we can come to a list of concrete good examples in one or more countries of the region that could be used by others.”

He also said he hoped that the political will of parliamentarians would lead to the formulation of a draft mode of law, a uniform code for this region and adequate measures to move closer towards a universal law regarding illicit small arms and light weapons.

#### African initiatives

In Africa, the issue of small arms was raised in the late 1990s. In October 1998, sixteen countries in West Africa adopted a ‘Declaration on a moratorium on the importation, exportation and manufacturing of light weapons in West-Africa’ (ECOWAS Moratorium). Arms transactions are allowed under the Declaration under exceptional circumstances only and provided other signatory states are informed. The Declaration, which was renewed for another period of three years in October 2001, also calls for the establishment of national arms registers, as well as an arms register for the region. These latter initiatives had not yet been implemented.

In 1999, heads of state at an African Union meeting in Algeria adopted a declaration calling for an “all African approach” to the problem posed by the illicit proliferation, circulation and trafficking of small arms and light weapons, which didn’t lead to immediate action.

A major step taken prior to the Mombasa conference of November 2003 was the adoption of the Nairobi Declaration in March 2000. The Nairobi Declaration, was signed by Burundi, Djibouti, the Democratic Republic of Congo, Eritrea, Kenya, Rwanda, Sudan, Tanzania and Uganda, and was later joined by the Seychelles and gained support from the Republic of Congo (Congo-Brazzaville) and the Central African Republic. The declaration was a blueprint document committing the signatories to fight the flow of illicit weapons into their region.

The signatory states promised they would carry out a concrete and coordinated agenda for action, which included putting in place “adequate laws, regulations and administrative procedures to exercise effective control over the possession and transfer of small arms.” (for the full text of the Nairobi Declaration see the Annex of this booklet). An initial follow-up step to the adoption of the Nairobi Declaration was the establishment of

so called National Focal Points (NFPs) in each of the signatory countries, to oversee implementation of the measures at the national level.

#### NAIROBI DECLARATION SECRETARIAT SUPERVISES REGIONAL INITIATIVES

**At the March 2000 meeting in Nairobi, African governments who signed the Nairobi Declaration also undertook to establish the Nairobi Declaration Secretariat on Small Arms and Light Weapons.**

The Nairobi Secretariat is the regional office for the Great Lakes Region and the Horn of Africa in support of implementing the measures laid out in the Nairobi Declaration. It supports the 'National Focal Points' that have been set up in countries



Mr. Qurinus, Nairobi Declaration Secretariat

in the region to help implement the Nairobi Declaration and assists coordination with civil society. In this context, the Secretariat can be relied upon when efforts are made to disseminate information about the small arms issue at grass roots level. It also provides assistance to building of capacity of civil society groups that decide to take up the issue. In addition, the Secretariat keeps in touch with international organisations and plans to curb the proliferation of small arms and provides information about these initiatives to local organisations in the region. It organized a seminar in Djibouti on the establishment of National Focal Points. The Secretariat prepared several ministerial meetings on implementation of the Nairobi Declaration. The secretariat

can also play a role in soliciting funds from the international donor community in support of implementation of goals set in the Nairobi Declaration.

According to the Canadian organisation Ploughshares, which was engaged in a project aimed at ensuring the promises made in the Nairobi Declaration would materialize, implementation has been slow during the first three years. Up until 2003, most signatory countries had not yet established National Focal Points. But by 2003, six out of ten signatory countries had established such a centre. Tanzania had also put in place a National Action Plan to coordinate implementation.

Although the Nairobi Declaration was signed by governments, and not by societal organisations or individuals, it also called for strong involvement of civil society. In fact, efforts to mobilise civil society on the issue of small arms was one of the major goals set. Implementation of the

Nairobi Declaration is being supervised by the Nairobi Secretariat (see box) and one of the secretariat's tasks is to support non governmental organisation that take up the issue of small arms.

#### 'REDUCE THE IMPACT OF SMALL ARMS ON THE POPULATION'

After the Nairobi Declaration and before the Small Arms Conference in Mombasa of November 2003, two other initiatives were taken at the African continent. In December 2000, a group of African states adopted the Declaration of Bamako, aimed at forging a common position for the planned UN conference on small arms of July 2001 in New York. According to observers, the political significance of this declaration was that it was signed by African countries that are members of the Arab League, a group of states that is said to be usually reluctant to join actions such as the initiative against the proliferation of small arms.

In August 2001, sixteen countries in the Southern African SADC-region signed a document against small arms. This 'Protocol on the control of firearms, ammunition and other related materials in the Southern African Development Community (SADC) Region' is a legally binding commitment to cooperate in the struggle against arms trafficking in the region and establish proper practices for the tracing and managing of arms, as well as destruction of surplus stocks.

Additional steps toward implementing the Nairobi Declaration were taken in April 2004, when Ministers of Foreign Affairs of the signatory countries signed the 'Nairobi Protocol for the Prevention, Control and Reduction of Small Arms and Light Weapons in the Great Lakes Region and the Horn of Africa' in which they promised to adopt legislation and take law enforcement measures toward realizing the goals set in the Nairobi Declaration, and effectively coordinate these steps at the regional level. They also issued a Ministerial Declaration – at the second review conference of the Nairobi Declaration - confirming the Protocol and promising to seek ratification of the Protocol before 1 January 2005. Both documents (for the full text see Annex) were expected to have important influence on the process of harmonisation of laws in the region.

#### SARP

Another major step taken in the struggle against the proliferation of illicit small arms in Africa has been the Small Arms Reduction Programme (SARP) of UNDP. UNDP has sought to address the issue from a development perspective, aiming to decrease the use of small arms by offering alternative livelihoods. This regional programme, coordinated from its headquarters in Nairobi, began operations in June 2002 for a three years period and aims at addressing the proliferation of illicit small arms in the Great Lakes Region.

The programme's main objective is to reduce the impact of small arms on the population living in the region by integrating development-related aspects of small arms problems into agreed international policies and development programmes in the Great Lakes Region, strengthening



Mr. Elly Oduol  
Assistant Resident  
Representative UNDP  
Kenya

UNDP's capacity to address the small arms problem and to develop comprehensive control and reduction strategies, and, designing and implementing country and regional programmes in the Great Lakes to address small arms proliferation from a development perspective. The programme also seeks to do research in order to get a clear idea about where most small arms have been proliferated or accumulated. It also seeks to raise awareness about the issue among the general population and politicians and is trying to ensure that the problem of small arms is taken into account in the design of legislation and new development programmes.

The SARP initiative, working under the slogan 'Disarm for Development', potentially is of significant relevance to parliamentarians, as it is focussed on civil society at grass-roots level.

#### American initiatives

Member states of the Organisation of American States (OAS) in 1997 signed the 'Inter-American Convention Against the Illicit Manufacturing of and Trafficking in Firearms', the first international agreement designed to prevent, combat, and eradicate illicit trafficking in firearms, ammunition, and explosives (also see box 3 Chapter 6). First proposed by Mexico and negotiated in just seven months, this agreement strengthened the ability of the OAS nations to eradicate illicit arms trafficking, while protecting the legal trade in firearms. Key provisions include requiring an effective licensing or authorization system for the import, export, and in-transit

movement of firearms, an obligation to mark firearms indelibly at the time of manufacture and import to help track the sources of illicit guns, and requiring states parties to criminalize the illicit manufacturing of and illicit trafficking in firearms.

#### European initiatives

One of the most significant European initiatives in the realm of small arms and light weapons has been the Code of Conduct on Arms Exports, which the European Union adopted in May 1998 after years of intensive lobbying by European nongovernmental groups. It laid down eight criteria for arms exports and contained a series of operative provisions. In the Code of Conduct, EU states pledge not to approve arms exports in cases where the sale would violate the exporting state's commitments under the UN Charter or specific arms control agreements. Exports are also banned in cases where there is a "clear risk" that the weapons would be used for internal repression, or if the arms could provoke or prolong armed conflict, or if there is a clear risk that the arms would be used aggressively against another country.

Under the Code of Conduct, EU members also agreed to take into account a number of provisions when making their export decisions:

- the risk of use of weapons against allies
- the risk of unintended diversion of technology
- the importing state's record on terrorism, implementation of humanitarian law (non-use of force against civilians), and arms control agreements
- the effectiveness of the importing state's export control laws and mechanisms
- the economic situation in the importing state, including relative levels of military and social spending

The EU Code also has an operative mechanism designed to increase transparency among EU members while discouraging states from using such information to undercut sales denials by other EU states. EU members are to report to each other "through diplomatic channels" when an export license has been denied based on the Code criteria. If another state intends to grant a license for an "essentially identical transaction" within three years, it must first consult with the state that first made the denial. Member states are also required to provide to each other "in confidence" an annual report on their arms exports and implementation of the Code. EU member states also pledge to try to get other countries to subscribe to the principles of the Code. Several Central and Eastern European states, Canada, and South Africa have endorsed the EU Code's principles. At the December 1999 US-EU Summit, the US also endorsed the Code principles for small arms transfers in the US-EU Statement on Common Principles on Small Arms and Light Weapons. The US and EU expressed their intention

to work together on a common set of conventional arms transfer principles at the December 2000 US-EU Summit.

Since its initial adoption in 1998, some new provisions and guidelines have been added to the Code of Conduct. For instance, the EU member states thought the code insufficiently addressed the issue of arms brokering and after discussions reached agreement on a set of guidelines for controlling brokering. These guidelines, which are still in the process of being included in national legislation of most member states, require that arms brokers need a license for every arms transaction they want to engage in.

Despite its elaborate provisions and wide acceptance, experts have indicated that the EU Code of Conduct is not sufficiently effective. Some observers point out that one of the Code's main shortcomings is the lack of a well-functioning mechanism to impose sanctions. Senior officials of EU member states have been working on a revision of the Code for several years. There are indications that certain countries favour making the Code legally binding. Further progress on making the Code stricter will inevitably be complicated by the requirement for consensus to be reached among 25, rather than fifteen members, after accession of ten, mostly Eastern-European, member states in May 2004. At the same time, enlargement of the EU presents opportunities to implement the Code in a wider region.

#### EUROPEAN PARLIAMENT TAKES ACTION

In February 2004, members of the European Parliament issued a Written Declaration calling on EU Member States to strengthen the EU Code of Conduct and to express their support for an Arms Trade Treaty. Glenys Kinnock and four other MEPs who wrote the Written Declaration, stated that the EU Code of Conduct "contains significant weaknesses" one of which is its non-binding nature. The MEPs said in the declaration that there is an urgent need to strengthen EU arms export controls and that complementing the Code with an international Arms Trade Treaty would create a clear legal framework for arms transfers. (*See Annex for the full text of this Written Declaration of the European Parliament as well as for the EU Code of Conduct*). Although the declaration eventually lapsed, it nevertheless succeeded in attracting the signatures of 157 members of the European Parliament. The effect of this type of Parliamentary action is not to be underestimated in making progress towards a more effective regime of illicit arms reduction and control.

In addition to the Code of Conduct on arms exports, the EU took several other initiatives regarding small arms and light weapons. In December 2000, the EU approved a 'Plan of Action to Prevent, Combat and Eradicate the Illicit Trade of Small Arms and Light Weapons in All Its Aspects', which constituted its common position for the UN Conference on Small Arms in

July 2001. In June 2003, the EU adopted a declaration in which it urges its member states to adjust their legislation in order to be able to take stronger action against activities of arms brokers who seek to evade restrictions on exporting small arms.

In November 2000, the Organisation for Security and Cooperation in Europe (OSCE) adopted the so called OSCE Document on Small Arms and Light Weapons. In this document, OSCE member states (EU members, former East-European Soviet Republics including Russia and the US and Canada) agree to develop norms, principles and measures covering all aspects of the issue. These include manufacture, the proper marking of small arms, accurate sustained record keeping, export control criteria, transparency about transfers (i.e. commercial and non-commercial imports and exports) of small arms through effective national export and import documentation and procedures.



## 4 *Origin of the Small Arms Problem in Africa*

72

**The proliferation of small and light weapons in Central, East, and the Horn of Africa is influenced by a variety of factors: war, poverty, lack of border control, and failing law enforcement. Parliamentarians and experts explain what is at the root of the small arms problem in their respective countries and region. In a number of countries in the region one of the major root causes – instability and war – has been addressed by mediation efforts and other peacebuilding initiatives.**

### War

The distribution of arms in many countries in the Great Lakes Region and the Horn of Africa is the direct result of domestic clashes and civil war. “All recent conflicts in our country have led to the establishment of private militias by leaders of political parties. (...) It is as a result of their efforts to conquer power or remain in power at all costs that the phenomenon of proliferation of small arms and light weapons has reached unprecedented levels in Africa,” a representative of the parliamentary delegation from the Republic of Congo (“RoC”) said at the UNDP/AWEPA conference on small arms in Mombasa. Several clashes occurred in the RoC in the 1990s, mostly between private militias of leaders of political parties. The representative added that the problem was further exacerbated by the lack of a culture of democracy in many African countries, as well as failing law enforcement, and lack of border control.

The assessment made by this Member of Parliament set the tone for most of the delegations of MPs who gathered in Mombasa in November 2003 to address the small arms issue. A Parliamentarian from the Democratic Republic of Congo, Hon. Francois Menga, stressed that the war that raged in his country for more than five years until 2003 had “engendered a spirit of violence and criminality among the population”. Since 1996 the DRC has experienced armed struggle between regular armies and rebel forces - “one of the biggest crises in the history of our country,” the DRC delegate said. “Understandably, these events were accompanied by an ensuing trafficking of military arms in the entire Great Lakes region. The illicit proliferation of arms has contributed to an increase of crime and juvenile delinquency.” He added that, although the war has ended, many protagonists of the conflict continued to cause nuisance because of their continued possession of arms. He remarked that the DRC was still “a real powder keg”.

In certain cases, a weak national army is said to have contributed to the problem of small arms. In the Central African Republic, the position of the national army was significantly weakened in the 1990s as a result of a series of mutinies, depriving the country of a stable military force that could have kept rivaling combatant groups in check under different circumstances. The armed forces in the CAR were practically reduced to several militias that were fighting each other.

Hon. Libère Bararunyeretse, President of the Senate of Burundi, recalled that in three countries in the region - Uganda, Rwanda and the DRC - entire armies have disintegrated over the past decades, leaving thousands of weapons in the hands of rebels and criminals. In Burundi, the proliferation of arms is related to a domestic civil war. At least seven rebel movements were active during the civil war, which started in 1993 and is now evolving into a peace process that seems to have a real chance to succeed. The President of the Burundian Senate pointed out that a permanent peace and power sharing agreement between rival groups seemed at hand, but that the proliferation of small arms made it more difficult to realize any peace plan. “The availability of small arms creates the risk that the state of war will be succeeded by a state of criminality and banditism,” he said at the UNDP/AWEPA conference in Mombasa.

73



Hon. Libère Bararunyeretse, Speaker of the Senate of Burundi

### POVERTY INDUCES PROLIFERATION OF ARMS

**“There is no argument about the fact that no development can take place in an insecure environment. The preservation of law and order is a prerequisite to stimulating development in any country.”**

Hon. Musila, Deputy Speaker of the National Assembly of Kenya, representing

Hon. Musila, Deputy Speaker of the National Assembly of Kenya, representing Hon. Francis ole Kaparo, Speaker of the National Assembly of Kenya, at the UNDP/AWEPA conference on Small Arms and Light Weapons in Mombasa, left no doubt as to what he believes is at stake regarding the small arms problem. He also emphatically stated that, although the battle against small arms, and in favour of development, is a task for African countries themselves, rich countries have a responsibility as well.

“To begin with, almost all the small arms and light weapons used in all the conflicts in Africa are manufactured, purchased and transported with the assistance of developed countries. Secondly, the rampant poverty that beset several Third World countries could partly be blamed on the unfair trading practices that have become the hallmark of international trade because they favour the interests of powerful nations.”

Mr. Musila went on to point out that some positive developments have inadvertently exacerbated the problem. “Increased educational opportunities have ‘democratized’ weaponization of conflicts (...) With the availability of, and easy access to the Internet, any high school student with basic knowledge of physics, chemistry and biology can learn how to construct a crude bomb and decide to use it on people he perceives responsible for his misery.”

The Kenyan representative argued that conflict and violence are often rooted in poverty. “Most armed conflicts in Africa are poverty driven. (...) It therefore means that even if we succeed in controlling the proliferation of small arms and light weapons but allow mass unemployment of young educated people, Africa will not be war-free or conflict free. This is the tragedy facing us today.”

He reiterated that efforts to curb the acquisition and use of small arms can only be successful if poverty is reduced.

### Imported problem

In some countries, the proliferation of small arms occurs as a result of the fall-out of conflict in neighbouring states. The Central African Republic, for instance, experienced conflicts in all its five neighbouring countries except for Cameroon over the past two decades. Civil war in Congo Brazzaville and the Democratic Republic of Congo lead to an influx of refugees. These countries, on their turn, also experienced influx of refugees and rebels from across the border.

Mr. Philippe Muanza, a representative of civil society from DRC at the UNDP/AWEPA conference in Mombasa, pointed out that the permeability of borders in the regions is a major factor exacerbating the problem of small arms. Cross border movements of armed groups have had great impact on the proliferation of small arms in the region. In CAR, although

the availability of weapons has also increased as a result of domestic strife and pillaging of arms depots during several mutinies in the 1990s, an abundance of small arms was reportedly brought into the country by ex-combatants. “Ex-combatants from neighbouring countries, when fleeing the theatre of war, in many cases sold their weapons in order to survive. As a result, the phenomenon of street gangs, unknown in the Central African Republic until the years 1988-89, has established itself in our country,” Hon. Monique Yanoy and Hon. Remy Adelaye, Members of Parliament of the Central African Republic, said in a joint statement.

Poaching is yet another problem related to the proliferation of small arms. The phenomenon of armed poachers roaming rural areas is currently a major problem in the Central African Republic, especially in the remote areas of the country.

Cattle rustling among pastoral tribes is also a major concern in Kenya and Uganda. Communities such as the Karamojongs of Uganda and the Pokots of Kenya thrive on easy access to arms from neighbouring Somalia and Sudan, and armed robberies of cattle are a recurring phenomenon in the region. “According to research conducted in 2000, about 127,000 guns are held illegally by people in five districts of Kenya,” Hon. G.G. Kariuki, a Member of the Kenyan Parliament, said. “The arms have been used in robberies, cattle rustling and also significantly contributed to the escalation of tribal ethnic pastoral conflicts, especially in the North Rift Valley and North East Kenya.”



Hon. G.G. Kariuki, MP, Kenya, Chairman of Defence and Foreign Relations Departmental Committee

### Making peace

As the problem of proliferation of small arms and light weapons is so closely related to civil war and other armed conflict in the region, resolving these conflicts would be a major step to control the problem. It is obvious that, in turn, controlling the flow of small arms would also help to abate violent conflict and increase the chance of peace agreements to become successful.

“Controlling the availability of small arms is a prerequisite for a successful peace-building process. Although weapons themselves do not cause conflicts, their proliferation and easy availability exacerbate the degree of violence by increasing the lethality and duration of hostilities, and encouraging violent rather than peaceful resolutions of differences,”

UNDP states at its website. The organisation points out that the success of peace-building in post-conflict situations depends, in part, on the collection and disposal of excess and illicit weapons, as well as stabilizing the management of legitimate stockpiles. Without appropriate disarmament - involving the collection of residual small arms and the storage of state-owned weapons in protected areas - programmes for national reconciliation and rehabilitation remain in jeopardy. The continued availability of weapons, especially in post-conflict situations, not only undermines a country's ability to sustain peace, but represents a major block to sustainable human development.

#### STOP "ANARCHISTIC CIRCULATION" OF ARMS IN AFRICA

**Members of Parliament of the DRC called on Parliamentarians in Central and East Africa to take action to help limit the availability of small arms in their countries.**



Hon. Francois Lubuele Menga, MP, Head of delegation, National Assembly of the DRC

The Congolese Members of Parliament urged their fellow legislators in the region to take action along two lines:

- Putting in place a viable judicial mechanism regarding arms regulations, which should be harmonized with similar judicial efforts in other regions in Africa.
- Putting in place structures for collecting or confiscating arms, taking inspiration from experiences in this field in Mozambique and Angola.

"It is the wish of the people of the DRC to stop the proliferation of fire arms in the entire country and to stop the anarchistic circulation of arms in Central and East Africa," the delegation of DRC, led by Hon. Francois Menga, stated at the UNDP/AWEPA conference in Mombasa.

Mediation and efforts to create stability and peace are a central part of the strategy to reduce the proliferation of arms in many countries in the region. Kenya has been making efforts to reduce insecurity in its neighbouring countries Somalia and Sudan through mediation initiatives. A legislator from Kenya called on Members of Parliament to "push for training packages that equip the sitting members with the knowledge on conflict resolution and peace making skills". The delegate explained that this kind

of peace training would be especially appropriate for Members of Parliament from the pastoral community in his country, where clashes have been taking place between several groups fighting for access to scarce pastoral lands.

In DRC and the Central African Republic, authorities hope to reduce the proliferation of arms through programmes aimed at demobilisation and reintegration of combatants. Most of these programmes are taking place under the auspices, or with support of, the regional Multi-Country Demobilisation and Reintegration Programme (MDRP), funded by donors and managed by the World Bank. This programme was designed in 2002 specifically for the Great Lakes region. The Central African Republic, for instance, has set up a national Demobilisation and Reintegration programme to enable 5,700 ex combatants to regain a place in society. Burundi has also been working on a national demobilisation and reinsertion plan it hopes will receive funding from the Multi-Donor Trust Fund - MDTF. Complimentary weapons collection programs are also supported by UNDP and other donors.

A successful implementation of the MDRP and the national programmes for demobilisation and reinsertion are considered to be a prerequisite for further progress in the struggle against the proliferation of small arms. The MDRP is currently supporting efforts to demobilise and reinsert ex-combatants in nine African countries: Angola, Burundi, Central African Republic, Republic of Congo (Congo-Brazzaville), Democratic Republic of Congo, Rwanda, Uganda and Zimbabwe.

Part of the efforts to reduce the small arms problem is the seizure of arms. In some countries in the Central and East African region, considerable numbers of small arms have been collected, and, in some cases, destroyed. In Rwanda, where the government started a campaign against small arms in 2000, hundreds of weapons have been handed in voluntarily over the past few years, according to the leader of the Rwandan delegation at the UNDP/AWEPA conference in Mombasa, Hon. Francois Munyurangabo.

Mediation and efforts to create stability and peace is a central part of the strategy to reduce the proliferation of arms in Congo-Brazzaville. The Transitional Parliament of Congo Brazzaville stepped up its efforts to contribute to the seizure of weapons and to create security in the regions affected by conflict, especially the Pool region, situated in the southern part of the country, where armed conflict had been the dominant factor for many years.

After the government and rebels had signed a cease-fire in December 1999, followed by the signing of an agreement to end hostilities in March 2003, a committee was set up to oversee the disarmament of militias as well as the reintegration into the national army of former militia combatants. The committee seized about 7,000 small arms, including 2,556

Kalashnikovs, 21 rocket propelled grenades and 7 mortars. The operation to seize weapons is still going on, led by the Congolese High Commissioner for the Reinsertion of ex-combatants.

Efforts in Congo Brazzaville are a proper illustration of the wide scope of the issue, as this weapons seizure programme is sustained by a developmental programme, supported by UNDP and the International Organization for Migration (IOM), offering micro-projects helping ex-combatants to set up small businesses or other activities to generate income. Approximately 9,000 former militia members were expected to find a new way of earning a living through the micro-projects.

A representative of Congo Brazzaville stressed that the proliferation of small arms is a problem that surpasses national boundaries and even that of the Central African region. "It is a problem that should be addressed at the international level. Measures taken by the states in our region alone are insufficient and ineffective." The point that cooperation at the regional level and globally is necessary to address the issue was made by several delegates in Mombasa.

#### **'REGIONAL COOPERATION IS MANDATORY'**

**"The permeability of our borders has turned our region into a vast system of communicating vessels, in every aspect, especially regarding the flow of arms and ammunition. The Central African and the Great Lakes regions, therefore, are destined to step up their cooperation regarding the small arms issue. They must put in place active diplomacy to work together as good neighbours."**

Hon. Mme Monique Yanoy and Hon. Mr. Remy Adelaye, representatives of the Central African Republic at the UNDP/AWEPA conference on small arms in Mombasa.



## 5 *Legislation*

**All countries in Central, East and the Horn of Africa have legislation regarding small arms, but most Parliamentarians of the region agree that there are gaps at the national level. They also call for harmonisation at the regional level.**

Most countries in Central, East and the Horn of Africa have put in place laws to control small arms, which vary greatly from country to country and from issue to issue and typically regulate the possession of fire arms, for instance by requiring a license for carrying a gun. The laws in many cases also provide for a mechanism for the registration of guns and gun owners. However, in many countries, especially those where war broke out, the rules weren't enforced over a considerable period of time, enabling small arms to flow into the region. Some Parliamentarians of the region also say the laws of their countries are insufficient by themselves and should be adjusted.

#### **'SPECIAL ROLE FOR PARLIAMENTARIANS'**

Gilbert Barthe, Programme manager of UNDP's Small Arms Reduction Programme (SARP), believes parliamentarians have a special role to play in the struggle against the proliferation of small arms.

**"African initiatives to curb the proliferation of small arms are not only focussing on the trafficking of arms, but also on measures to reduce the current availability of small arms among the population. Governments should inform and ensure participation and collaboration of the population. For this reason, you, as mediators between the government and the population, can contribute as Parliamentarians in two ways. You can inform the government about cases of increased violence among the population, and urge the governments to take the necessary measures, in line with commitments made in international agreements. And you can inform the population about the efforts the government has embarked on in the quest to reduce the proliferation of small arms. Parliamentarians are in the position to promote harmonious collaboration in favour of a better life, free from armed violence."**

Gilbert Barthe, Programme Manager UNDP-SARP, GLR, at the UNDP/AWEPA conference on small arms in Mombasa, November 2003.





Hon. Udongo Betty Pacutho, MP, Uganda

“The Ugandan Firearms Act 1970 is regarded as being obsolete and does not meet the challenge, reality and the law enforcement requirements of the present day,” Hon. Udongo Betty Pacutho, Member of the Parliament of Uganda, said at the UNDP/AWEPA conference in Mombasa. She added that certain shortcomings of the law had already been acknowledged and

that a process of reviewing and amending the act had started. However, she pointed out that additional efforts were required to ensure the new law would be re-written to incorporate more provisions regarding small arms, including those from international agreements. She said the writing of a new law would also be an opportunity to try to make it coherent with legislation in other countries in the region. She said that the Nairobi Declaration Secretariat, as the agency established to help implement the Nairobi Declaration, should make an input to the draft bill.

In addition to making a new law, she said Uganda was in need of improved law-enforcement regarding small arms. “There is the problem of border porosity whereby there are no physical barriers to stop the cross-border movement of arms. There is also a lack of manpower at Ugandan border posts, which makes it practically impossible to control cross-border trafficking of arms,” Ms. Pacutho said. She also recalled that no mechanism is in place to search vehicles for illicit trafficking of arms at Ugandan borders.

In order to deal with these shortcomings, she said a central electronic database for national record keeping and control of the national stockpile was a priority. “The law enforcement agencies can only deal effectively with illicit small arms and legal weapons when they are able to establish what is legal.” Secondly, she said Uganda is in need of better stockpile management. “There is a need to develop clear and comprehensive policy guidelines regarding security of stock, proper storage of firearms and issuing firearms from armouries,” she iterated.

Ms. Pacutho recalled that any effort to enhance implementation and enforcement of small arms legislation requires peace and stability. The activities of rebel groups such as the Allied Democratic Front and the Lord’s Resistance Army, she explained, have made the implementation of the law practically impossible.

### Filling gaps in legislation

The Democratic Republic of Congo has laws in place that regulates the right to carry arms. These laws include provisions about the registration of arms and ammunition, the revocation of permits in case of abuse. The last time the Congolese authorities tried to make stock of the arms in the country was in 1988. They found that 106,351 fire arms had been proliferated in the DRC. Only 2.6 percent of people had a permit to possess arms, and 97.4 percent of people who possessed arms did so without permission. Since the late 1980s, the proliferation of arms in DRC has reportedly increased tremendously.

The implementation of measures planned in the Nairobi Declaration has been handled energetically in the Democratic Republic of Congo, according to Guillaume Mukwendele, a representative from the DRC at the Mombasa Conference. “Only three months after the Nairobi Declaration was adopted, the DRC set about to execute this declaration through the Programme for Demobilization, Disarmament, Repatriation, Reinsertion and Reinstallation. In June 2000, the President of DRC issued a decree on demobilisation of militias, which included support to vulnerable groups such as child soldiers, disabled veterans, in order to enable their ‘reinsertion’ into their families and communities. The execution of this programme is being coordinated by the Minister of Defence and the Minister for Human Rights. A national commissioners’ office for reinsertion has been established, which supervises efforts to find jobs for former combatants, especially child soldiers, and supports educational programmes for ex-combatants.

The representative of the DRC stressed that filling gaps in legislation is one thing, but ensuring implementation and enforcement of these laws is another. In this respect, there is a significant role to be played by Parliamentarians, he stressed. “It is not enough to just criticize the insufficiency and weaknesses of our legislation regarding the issue. We should incite our governments to apply existing legislation, because the failure to respect the law is one of the major pests in African countries. The laws are there, but those who are politically responsible do not apply them.”

### “THE LAWS ARE THERE, BUT THOSE WHO ARE POLITICALLY RESPONSIBLE DO NOT APPLY THEM”

For the countries of the region concerned, a first priority should be harmonisation of all relevant legislation as well as its application, a representative from the DRC said. “This harmonisation should be approached as a process, consisting of negotiations in which there is room for compromise, because every country has its specific wishes regarding these issues.” In the sidelines of the UNDP/AWEPA conference in Mombasa, the parliamentary delegations from the DRC, Burundi and Rwanda reached

agreement on a form of collaboration regarding harmonising the laws of their countries. At a follow-up meeting of Parliamentarians from these three countries in March 2004 in Bujumbura, they agreed on a Plan of Action consisting of four stages and aimed at designing a common legislative proposal for a small arms law before the end of 2004. (See annex for the full text of the agreement reached in Mombasa and the Bujumbura Plan of Action).

### Penalty for illegal exports

Too much or shattered legislation can be a problem too. Hon. Abongotum Kamama explained that the system of verification and documentation of firearms transactions in Kenya is so elaborate that it is very difficult to adhere to all procedures in the daily reality of customs officials working at border posts. “Many regions of Kenya are awash with firearms and they can easily come through our borders, because of this complicated, elaborate system of regulation,” he said. Mr. Kamama called stricter international legislation, that could make national laws and regulations less relevant. “What should be put in place is a total ban on the exportation of small arms through brokers in Africa,” he stated. “One shouldn’t deal with brokers, but with recognized governments, because in most cases the brokers bring the problems to my country (...) We must have a penalty for countries that export weapons illegally, for instance an economic embargo.”

Hon. G. G. Kariuki, a representative from Kenya, said better policing is a prerequisite for success in the battle against the proliferation of small arms in his country. “But better policing does not only relate to border control and actively prosecuting smugglers and robbers,” he said. “It also includes community based policing, for instance among pastoral communities to see weapons are confiscated. Members of Parliament should actively campaign for improved policing. MPs from the pastoral community can play a big role in the ultimate control of small arms. They should be nurtured to help them promote community based policing and information sharing,” he said. Mr. Kariuki said churches could contribute to writing or amending laws. “Churches have a policy role to play, bringing theological insight, moral and ethical perspective to bear upon the social and political pursuit for small arms control and demand reduction.” The Kenyan MP also called for the establishment of a firearms register in his country.

The new government in Bangui, which came into power in March 2003, adopted a new regulation (in November 2003) to fight the illegal possession of fire arms. The government of CAR also announced it would join the regional programme for the Disarmament, Demobilisation and Reinsertion (PMDR), which has the support of nine countries in Central Africa and the Great Lakes region, as a step toward harmonisation of efforts to address the problem of illicit proliferation of small arms.

## SIX SUGGESTIONS REGARDING AFRICAN SMALL ARMS LEGISLATION

**Based on an analyses of the Central African region, Angus Urquhart, an expert of the British organisation Saferworld, concluded that “the overall picture is of weak legislation that needs urgent review in almost every state.”**

Urquhart identified a number of issues that he said require particular attention:

- Civilian possession and use. While some controls on the civilian possession and use of small arms exist in most countries, there are a significant number of gaps in many areas. Important detail is missing, for instance, on systems of licensing and authorisation and restrictions on the carriage and use of small arms. In other areas, controls are lacking in many or all states. For instance relating to the total prohibition of civilian possession and use of light weapons.

- Brokering. Many of the small arms that have entered the illicit market in the Great Lakes and Horn of Africa regions have been trafficked in deals organised or facilitated by arms brokers. In many cases they never handle the arms in question but simply make possible a transfer. It is therefore vital that effective controls are placed upon such arms brokers as called for in the Coordinated Agenda for Action and draft EAPCCO Small Arms Protocol.

Currently, however, no country in the sub-region has provisions controlling brokering activities.

- Arms embargoes. It is vital that no arms are trafficked to countries under a UN arms embargo. However, none of the states in the Great Lakes and Horn region make it an explicit criminal offence to breach arms embargoes. This must be addressed.

- State owned small arms. In a study on small arms in the region, Saferworld found that few countries have established controls on state-owned stocks and where provisions do exist these cover only certain areas in limited detail.

- Manufacture. Although small arms and ammunition are not being manufactured on a large scale in the Great Lakes and Horn of Africa region, Kenya, Tanzania and Uganda do have arms or ammunition factories. In addition, small arms are being produced in local cottage industries. Existing controls on small arms lack detail and should be reviewed to ensure that they prohibit cottage industries and clearly establish the manufacture of small arms without a licence as a criminal offence.

- Destruction. Kenya and the Seychelles are the only countries that have any provisions relating to the destruction of small arms and even these provisions are very limited.

## 6 *The Role of the Industrialised World*

84

**The majority of small arms and light weapons for military use is manufactured in Europe and other industrialised countries. African Parliamentarians expect a significant contribution from these countries to the struggle against illicit proliferation of small arms. Many industrialized countries say they have put in place strict legislation regarding small arms, so why is it that the trafficking of small arms from the industrialised world into Africa hasn't stopped?**



Mr. Ilhan Berkol, Researcher, GRIP

Mr. Ilhan Berkol, researcher at GRIP, an independent Belgian research institute specializing in small arms issues, pointed out at the UNDP/AWEPA conference in Mombasa that Europe plays a pivotal role in both the manufacturing and trading of small arms. Representatives of the Swiss and Spanish Parliaments, however, claimed their countries have adopted fairly strict and efficient laws against the proliferation of small arms. Hon. John Corrie, a British Member of the European Parliament, in a paper distributed at the conference, stated that “the European Union and its member

states are among the leaders in the international movement to limit illicit trade in weapons.”

### CHECKING ON TRADERS' FAXES AND E-MAILS

**In Great Britain, which is said to have one of the most restrictive firearms policies in the world, the ‘export control act’ adopted in 2002 allows the government to control not only the physical export of firearms, but even communications, in faxes and e-mails, regarding such exports.**

The British government has the right to gain insight into faxes and e-mails sent by

companies or individuals seeking to sell or purchase firearms. Under the act, an annual report on arms trading is to be published. This legislation goes further than earlier limitative actions, including the Exports of Goods Order of 1994, which was amended in 2002. Under the law, all persons requesting a license to trade in, or export arms are entered on a register. However, the strict legislation only concerns actions taking place on British territory and only refers to persons or firms resident in the UK.

Source: John Corrie, Member of the European Parliament, paper written for the AWEPA/UNDP conference, Mombasa, Kenya, November 2003.

85

The reportedly strict legislation adopted in Europe, raised questions among African Members of Parliaments. How come that, despite these laws and regulations, small arms continue to flow into Africa from Europe, they asked?

A representative of Congo Brazzaville in particular raised the issue of whether the manufacturing of weapons in the European arms factories shouldn't be addressed. “I believe that at the heart of this issue lies a question regarding the industry. Why is this industry manufacturing these weapons? As long as production is not stopped, the problem will continue to exist. I think that we are encircling the issue if we fail to address this question. If you prepare a plate of food, you know that somebody will eat it. That is the problem,” he said.

The Congolese Parliamentarian's remarks gained support from representatives from Burundi and the DRC. “If Europe could be taken as a model, why is it still producing these arms?” a Parliamentarian from the DRC said. “Our colleagues from Europe tell us they have established control mechanisms that seem efficient at the national level. They acknowledge that problems arise at the international level, because European states do not cooperate. Are the Parliamentarians in Europe playing an effective role in implementing the control of arms in the European countries?”

A representative from Burundi said he thought that some self interest might be involved in Europe's apparent double role as both producer and controller of small arms. “Europe continues to produce weapons, because this production is profitable and contributes to national wealth,” he said.

Responding to some of the questions revealing scepticism about the EU's effectiveness in battling the proliferation of small arms, Gilbert Barthe, Programme Manager of the UNDP-SARP project in The Great Lakes Region, explained that it is relevant to distinguish between EU member states and other European countries. A journalist of the Chicago Tribune, he explained, recently followed the track of a new fire arm a rebel in Eastern Congo had just received. The weapon turned out to be manufactured in Roumania. “This example shows that not all producing countries are part of the EU code of conduct. The EU Code of Conduct is a good doc-

ument, but it doesn't cover all European countries and therefore has limited impact."

The Parliamentarian from the DRC acknowledged this problem, but added it requires efforts by European Parliamentarians and governments. "We all know that Eastern Europe produces huge amounts of arms, as well as Russia and the US. My preoccupation is that there is an effort at the level of the European Union to harmonize laws for small arms and include these countries," he said.

Hon. Benito Malangalila, Member of Parliament of Tanzania, recalled that the millions of small arms and light weapons that have found their way into Africa represent a considerable amount of money. "Our economies cannot possibly support all the arms we have here. Where does the financing come from?", he asked. He referred to several enduring conflicts in Africa, such as the war in Southern Sudan, implying that those conflicts must have been financed, at least partly, by outside actors. "Where did the money come from is an important question to answer," Mr. Malangalila continued, "because if we don't know the source of the money that is inducing conflicts in Africa, we can't get to a solution of this problem." The Tanzanian Parliamentarian stressed that attention should not only be directed at hindering arms manufacturers from selling arms to rebels, but also at stopping governments, maybe even multinationals, he said, from supporting rebels.



Hon. María Asunción Oltra Torres, MP, Spain

A representative of the Spanish Parliament, Hon. María Asunción Oltra Torres, stressed she believes Europe and Africa should cooperate on the issue. "I think it is a challenge to all of us. The question is not why people are making arms, because, as I see it, the armed bodies of our countries need them. Your police need arms to control security in your countries too. The trouble is caused by illegal arms that are being traded in the world and that are hitting people in your country. That's why we are all working to stop this illegal trade. I hope that we will continue to work towards controlling this illegal trade together. It is a job to be done by all of us; by you as countries and us as countries too." She added the EU at the latest UN General Assembly in New York had tried to create consensus on strict international standards on arms trade but failed to gain support from non-EU nations.

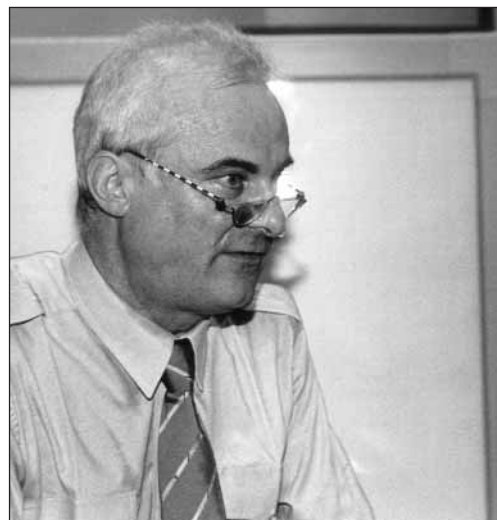
## SPAIN OPTS FOR TRANSPARENCY AND CENTRAL REGULATORY BOARD

**Spain has put the control on arms exports in the hands of a single body, consisting of representatives of several ministries. Parliamentarians consider transparency to be one of the biggest assets of the Spanish small arms control mechanism.**

Hon. María Asunción Oltra Torres, member of the Spanish Parliament, recalled that small arms do not necessarily represent a problem. In an expose at the UNDP/AWEPA conference in Mombasa depicting what Spain has been doing to stop the illicit flow of small arms, Mrs. Oltra Torres explained that fire arms are obviously a legitimate, and probably indispensable, tool to allow the national police to provide security to the population. In Spain, a major role has been given to the Guardia Civil, a police unit of the Ministry of Domestic Affairs, which not only itself has the right to carry arms but is also the main enforcer of the regulations regarding arms in the country. "Our mission, as Parliamentarians, has been to promote the laws that would give the Guardia Civil the legal means to control ownership, possession, trade and use of all types of arms," she said.

In Spain, the control of foreign trade of weapons, weapons technology and 'dual use' material is performed through a centralised board, the 'Inter-Ministerial Regulatory Board on Foreign Trade in Defence or Dual Use Material', at which several ministries are represented. To make sure that exports comply with the European Code of Conduct, the Inter-Ministerial Board has to examine export requests, one by one, demanding a series of documents to certify the end-use and the end-user. The board has to take into consideration any previous refusals for export of a particular defence product. It also needs to check whether a request to export arms has been previously rejected by other EU countries. In cases where the Spanish board withholds permission for export, it informs the other EU member states to ensure these countries would not approve the same transaction if an application would be filed in another country.

Ms. Oltra Torres said she is particularly proud of the transparency of the Spanish arms control mechanism. Parliament unanimously adopted legislation in 1997 requiring that all basic data on arms exports be published on an annual basis. Certain stages and procedures regarding applications must also be made public. Parliament receives a report on these data every six months. Oltra Torres said she thought similar standards of transparency should be adopted by other countries in the European Union and elsewhere in the world. "Transparency is not enough if implemented by a single country only. They should be applied by all countries."



Hon. Ulrich Siegrist, MP, Switzerland

“Is the control on small arms in Europe effective or not?” Ulrich Siegrist, member of the Swiss Parliament, replied in response to questions raised by his African counterparts. “I can only speak for Switzerland,” he went on, “and we have a strict process of examination in place on a case by case basis. The problem is that the control systems are all national, while

the issue we are dealing with is international. We should have an international control system that has the power to control every state and every factory. But this is very difficult to achieve. What we could do as a next step is to introduce a marking and tracing system, at the level of the UN, in order to be able to reveal the supply routes and establish surveillance. If we find the destination of weapons, we can find the way back to where they came from and find those responsible. This would be easier to achieve than a global control system and should be our next step.”

Ilhan Berkol, researcher at the Brussels-based GRIP institute, urged on Parliamentarians from both Europe and Africa to put pressure on their governments to support an international agreement on the marking, registration and tracing of small arms. An international convention of this sort is currently being discussed within the UN. “There is strong legislation in place in the EU and the US but this is only control on paper, which suits a political image. The real problem begins once the export transactions are done: then there is no more control - not on transport, not on export, and no sanctions are imposed if controls are not respected. An international convention regarding marking and tracing of weapons would fill this void.”

Berkol also said that the continuation of the production of small arms in Europe is not necessarily motivated by sheer self-interest, as an African Parliamentarian suggested. “The small arms industry in Europe is in bad shape and doesn’t contribute to national income anymore, especially in Eastern Europe. In most cases, factories need to be supported by the state, because they are practically in a state of bankruptcy” he said, adding he believed many producers in Eastern Europe would not be able to compete in the international arms market, partly due to their low standards. “There will be a decrease in the overall number of producers, while a process of consolidation evolves. American factories have already bought arms factories in Spain and Belgium.”

## PARLIAMENTARIANS IN CENTRAL AMERICA TAKE CONCERTED ACTION

**In 2002, Parliamentarians in Central-America set up a forum to help implement the UN Action Plan regarding small arms, which was the first of its kind in the world.**

In October 2002, the first Permanent Forum of Parliamentarians committed to implementing the United Nations 2001 ‘Programme of Action to Prevent, Combat and Eradicate the Illicit Trade in Small Arms and Light Weapons in All Its Aspects’ was established, encompassing members of Parliament from countries in Central America.

The Forum was set up by the Parliaments of the Central American states with the support of the Parliaments of Spain and Sweden, and its official conception was announced after a meeting of the initiators in Madrid. At that occasion, the Parliamentarians adopted a draft ‘white book’ containing legal norms and instruments on firearms, ammunition and explosives. The draft is intended for use by Parliamentarians as a reference tool to encourage the use of uniform technologies in national firearms legislation.

The Permanent Forum in Central America consists of Parliamentarians from Costa Rica, El Salvador, Guatemala, Honduras, Nicaragua and Panama, as well as Spain and Sweden. The members seek to expand the Forum to include Parliamentarians from all countries in Latin America and the Caribbean, as well as in the European Union.

The purpose of the annual Forum is to facilitate reform of firearms legislation in each country. It will also serve as a platform for Parliamentarians to encourage their own governments to sign and implement international agreements.

The idea of the Forum originated in the Inter-Parliamentary Exchange Project, a project carried out by the United Nations Regional Centre for Peace, Disarmament, and Development in Latin America and the Caribbean. The Swedish Fellowship of Reconciliation also supports the initiative and Sweden and the UN Regional Centre provide substantive and secretariat support to this Forum of Parliamentarians. The first Forum meeting took place in 2003 in Panama.

Barthe implicitly called on African Parliamentarians to acknowledge that African countries have a role to play in fighting the flow of small arms as well. “As studies have shown, many arms shipments to the African Great Lakes region are based on a certificate of final destination. They are often imported legally by a signatory to the Nairobi Declaration, but later pass several frontiers to end in the hands of rebels. So there is also a responsibility in the region of destination.”

A Parliamentarian from the DRC agreed that a lot of work needs to be done in Africa by Africans. “Our problem is a problem of stability,” he explained. “In the DRC, for instance, we have good legislation in place, but it hasn’t been applied because our institutions are not yet stable. We need political, economic and social stability in order to be able to effectively control small arms. I therefore appeal on all of us to make efforts to stabilize Central Africa. If other countries, like the DRC, recover stability than there will be no more illicit proliferation of small arms in our region.”

Frankness, and leaving behind all forms of hypocrisy in both the African and European debate, is a prerequisite to move further on the issue, according to another African MP attending the conference in Mombasa. He claimed that practically all the details and perpetrators of illicit arms transactions are known but that many data are not being released. “Our UNDP friend has elaborated literature on where arms are manufactured, who are the intermediaries and all this. But because of diplomacy, they fear to expose some of this information. This is the truth. So this word of hypocrisy is perpetuating the problem,” he went on to say. “Unless we decide to be honest to each other, unless we decide to speak the truth and come out with operational solutions, (...) the problem will remain. The point is that we are all to blame. We, Africans, are the creators of the demand and the catalyst to those who manufacture the arms. And we are the victims.”



## *Annex*

### *1 List of Participants*

#### **UNDP/AWEPA Parliamentary Conference on Small Arms and Light Weapons Reduction Sensitization and Awareness in the Great Lakes and Horn of Africa Regions, Mombasa, Kenya, 26-28 November 2003**

<b>NAME</b>	<b>COUNTRY</b>	<b>TITLE</b>
Hon. Francois Munyurangabo	Rwanda	Député et Membre de la Commission de Défense et Sécurité
Hon. Brigitte Tuyishime	Rwanda	Député
Mr. Felicien Mwumvaneza	Rwanda	Point focal national
Hon. Libere Bararunyeretse	Burundi	Président du Sénat
Hon. Nicephore Ndimurukundo	Burundi	Sénateur
Hon. Josias Bukuan	Burundi	Sénateur
Hon. Marie Immaculee Bukuru	Burundi	Député et Membre de la Commission de Défense et Sécurité
Hon. Ntungwanayo Enoce	Burundi	Député et Membre de la Commission de Défense et Sécurité
Hon. Pierre Barusasiyeko	Burundi	Secrétaire General-Adjoint de l'Assemblée Nationale et Président de la CAP
Hon. Udongo Betty Pacutho	Uganda	MP
Hon. Capt. Steven Basaliza	Uganda	MP
Hon. Capt. Matuvo David	Uganda	MP
Hon. Wadri Ezati Kassino	Uganda	MP
Hon. Lydia Wanyoto	Uganda	MLA EALA
Mrs. Stella Sabiti	Uganda	Exec Director center for conflict resolutions
Hon. Jackson M. Makwetta	Tanzania	MP
Hon. Benito W. Malangalila	Tanzania	MP

	Hon. Haji J. Sereweji	Tanzania	MP		Hon. Remy Adelaye	CRA	Conseiller Conseil National de Transition
	Hon. Frank G. Maghoba	Tanzania	MP				
	Hon. Kate Kamba	Tanzania	MLA EALA		Hon. Monique Yanoy	CRA	Conseillere Conseil National de Transition
	Mr. Michael Madikenya	Tanzania	Researcher centre for peace and economic development CEPEDE				
					Hon. Andre Obami Itou	RC	Président Commission relations Extérieures du Sénat
92	Hon. David Musila	Kenya	Deputy Speaker NA of Kenya		Hon. Mouassiposso Mackonguy	RC	Sénateur et Vice-Président de la commission de la défense et la sécurité
	Hon. G.G. Kariuki	Kenya	MP, Chairman of Defence and Foreign Relations Departmental Committee		Hon. Oba Opounou	RC	Premier Vice-président de L'Assemblée Nationale
	Hon. J. Nkaisery	Kenya	MP, Member, Defence and Foreign Relations Departmental Committee		Hon. Pierre Nzila	RC	Président de la commission défense et sécurité de l'Assemblée nationale
	Hon. Abongotum A. Kamama	Kenya	MP, Member, Defence and Foreign Relations Committee		Mr. Romain Okombi	RC	Conseiller diplomatique du PVP de l'Assemblée Nationale
	Hon. Lt. Gen Adan	Kenya	MLA EALA		Mrs. Dorthee Mobanda	RC	Secrétaire a l'administration du comite National des Femmes pour la Paix (CNFP)
	Mr. P.C. Owino Omolo	Kenya	Deputy Clerk NA				
	Amb. Ochieng Adala	Kenya	Senior programme Officer Africa Peace Forum				
	Mr. Quirinus	Kenya	Planning & Coordination Officer, Nairobi Declaration Secretariat		Mr. Siegrist	Switzerland	MP
					Mrs. Ultra Torre	Spain	MP
					Mr. Canalles	Spain	Advisor
	Hon. Francois Lubuele Menga	DRC	MP, Head of Delegation from the National Assembly		Mr. Paul André de la Porte	UNDP Kenya	Resident UN Coordinator, Resident UNDP Representative
	Hon. Muakasa	DRC	Député		Mr. Tarirai Isaac Chivore	UNDP Kenya	Deputy Resident Representative
	Hon. Mukwedele	DRC	Député		Mr. Elly Oduol	UNDP Kenya	Assistant Resident Representative
	Hon. Kayisavera Mbake	DRC	Député		Mr. Barthe	UNDP-SARP GLR	Programme Manager UNDP-SARP, Great Lakes Region
	Hon. Belepe	DRC	Chef de cabinet de 3 vice-présidents de l'assemblée		Ms. Tusingiwire	UNDP-SARP GLR	Communications and Awareness raising Officer
	Hon. Joseph Ilunga Kabuyi	DRC	zieme rapporteur Sénat				
	Mr. Philippe Muanza	DRC	ONG Gaderes				

Mrs. Muka	UNDP-SARP GLR	Administrative Assistant
Mrs. Nzioko	UNDP-SARP GLR	Logistics
Mr. Urquhart	UK	Saferworld project coordinator Africa programme
Mr. Berkol	Belgium	GRIP
Dr. Scholten	Netherlands	President, AWEPA
Dr. Dhoore	Belgium	Hon. Vice President, AWEPA
Mr. Mckendy	Netherlands	Dep. Director Prog. Dev. AWEPA
Mr. Plate	France	Resource Person
Mr. Holtkamp	Netherlands	Project Officer, AWEPA
Ms. Baas	Tanzania	Regional Consultant
Mr. Simkin	EU Delegation Nairobi	EU
Mr. Laurens Ludo	Belgium	
Mr. Scherlen	France	IRIN
H.E. Frédérique Renard		Belgian Ambassador to Kenya

## *Annex*

### *2 Addresses/Websites*

#### **AWEPA - The Association of European Parliamentarians for Africa**

www.awepa.org  
 European Office  
 Prins Hendrikkade 48-G  
 1012 AC Amsterdam  
 The Netherlands  
 tel + 31 20 524 5678, fax + 31 20 622 0130  
 amsterdam@awepa.org

#### **UNDP Small Arms Reduction Programme for the Great Lakes Region**

P.O. Box 30214 Gigiri - Nairobi, Kenya  
 tel + 254 20 624414, fax + 254 20 624491  
 email smallarmsunit.nairobi@undp.org  
 For detailed information contact Mr. Gilbert Barthe, Programme Manager

#### **Nairobi Declaration Secretariat**

PO Box 7039 – 00200 Nairobi, Kenya  
 tel + 254 20 577456/562384/568016, fax + 254 20 577397  
 email nssalw@nbnet.co.ke

#### **Bureau for Crisis Prevention and Recovery (BCPR)**

11 chemin des Anemones, Chatelaine  
 CH-1219, Geneva  
 Switzerland  
 tel + 41 22 917-8540  
 fax + 4122 917-8060  
 email erd.geneva@undp.org

#### **websites (not exhaustive)**

##### **www.iansa.org**

International Action Network on Small Arms (IANSA) – has regional networks in Africa

##### **www.grip.org**

Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité – research institute with strong focus on small arms issue



**www.saferworld.co.uk**

Saferworld – works to increase human security and prevent armed violence

**www.amaniafrika.org**

Africa Peace Forum – works to promote peace in Greater Horn of Africa and beyond

**www.bicc.de**

Bonn International Centre for Conversion – seeks to contribute to disarmament and human development

**www.cdiss.org/hometemp.htm**

Centre for Defence and International Security Studies – independent defence and security research, based in UK

**www.cdd.org.uk**

Centre for Defence and International Security Studies – aims to promote democracy and peace in Africa

**www.ploughshares.ca**

Ploughshares – peace centre of the Canadian council of churches

**www.fas.org**

Federation of American Scientists – conducts research and advocacy related to arms control

**www.gca.org.za**

Gun Control Alliance – campaigns for stricter control on firearms in South Africa

**www.crisisweb.org**

International Crisis Group – organization committed to preventing and resolving conflict

**www.geneva-forum.org**

Geneva Forum – supports multilateral security and disarmament initiatives

**www.smallarmsnet.org**

List of official documents relevant to the struggle against the proliferation of small arms

**www.nisat.org**

Norwegian Initiative on Small Arms Transfers – seeks to block the spread of small arms to vulnerable regions

**www.international-alert.org**

International Alert – works towards enhancing sustainable peace

## Annexe

### 3 *Le Plan d'Action Parlementaire de Mombasa sur la réduction des armes légères et de petit calibre illicite*

98

#### **Préambule,**

En suivi de la Déclaration de Nairobi du 15 mars 2000 sur la prolifération des armes légères et de petit calibre illicites dans la Région des Grands-Lacs et de la Corne de l'Afrique, signée par dix Etats-membres, le PNUD, en partenariat avec AWEPA, a organisé une conférence parlementaire de sensibilisation et de conscientisation sur la prolifération des armes légères et de petit calibre illicites, à Mombasa du 26 au 28 novembre 2003.

A cet égard, la conférence a réuni les délégations des Parlements du Burundi, de la République Démocratique du Congo, de la République du Congo, de la République Centrafricaine, du Kenya, de l'Ouganda, du Rwanda, de la Tanzanie, et de l'Assemblée Législative de l'Afrique de l'Est, ainsi que des représentants de la société civile de la région et des parlementaires d'Europe.

La conférence a reconnu la pertinence des conventions et accords internationaux sur les thèmes en relation avec les armes légères. La conférence a partagé entièrement la préoccupation internationale grandissante que l'accès facile aux armes légères et de petit calibre illicite augmente l'intensité des conflits et ébranle la stabilité politique, et a des effets dévastateurs sur la sécurité humaine et le développement. Tant que les populations continuent de vivre dans la pauvreté extrême, sous les injustices sociales et une distribution inéquitable des ressources, les efforts pour réduire le problème des armes légères et de petit calibre n'auront pas de succès.

Dans le contexte du problème de la prolifération des armes légères illicites, la conférence a débattu en profondeur sur les thèmes suivants :

- Pauvreté, injustice sociale et économique,
- Bonne gouvernance, sécurité,
- Corruption au niveau de l'Etat et à d'autres niveaux (courtage d'Etat, utilisations de courtiers par les Etats)
- Frontières poreuses, vol de bétail,
- Mauvaise gouvernance,
- Etats instables,
- Guerres par procuration, restriction des livraisons aux acteurs non-étatiques, fabricants d'armes et intermédiaires sans scrupules,
- Cadres légaux et institutionnels faibles (structure, ressources humaines, durabilité)
- Législation inadéquate,

- Démobilisation, réinsertion des ex-combattants, des déplacés et des réfugiés
- Source des flux d'armes et surplus d'armes.

Les participants à la conférence parlementaire arrêtent le plan d'action suivant:

- 1) Créer un réseau inter-parlementaire régional pour promouvoir et influencer les thèmes relatifs à la violence armée et demander au PNUD et à AWEPA de soutenir cette initiative;
- 2) Réviser et modifier si nécessaire les législations nationales existantes et soutenir l'harmonisation des lois comme demandé dans l'agenda pour action de la Déclaration de Nairobi;
- 3) Promouvoir l'action internationale entreprise dans le Cadre des Nations Unies dans le but de développer et d'adopter un accord international contraignant sur le marquage, la tenue de registres, le traçage des armes légères, et l'élaboration d'un traité international sur le commerce des armes;
- 4) Renforcer les capacités des parlements dans le but d'augmenter l'habilité de réviser et harmoniser les législations;
- 5) Harmoniser les législations pour le contrôle des frontières;
- 6) Accélérer l'établissement des Points Nationaux Focaux où ils n'existent pas encore et renforcer ceux qui sont en fonction en accord avec l'agenda pour action de la Déclaration de Nairobi;
- 7) Accueillir favorablement le désir exprimé au nom de leur pays respectif par les délégués de la République du Congo et de la République Centrafricaine d'adhérer à la Déclaration de Nairobi;
- 8) Entreprendre les actions dans nos parlements respectifs qui incluent notamment:
  - a) Devenir partenaires de la Déclaration de Nairobi et promouvoir fortement des actions de l'exécutif dans sa mise en application,
  - b) Création de comités ad hoc saisis du thème des armes légères,
  - c) Poser des questions à l'exécutif dans le Parlement,
  - d) Demander aux Coordonnateurs des Points Nationaux Focaux de la Déclaration de Nairobi de rapporter, à travers leur ministre, au Parlement en plénière ou en comité,
  - e) Identifier les situations pertinentes d'armes légères et leurs causes sous-jacentes dans les régions des membres et proposer des moyens au Parlement, au Ministre ou au comité compétent pour prendre en charge le sujet,
  - f) Proposer, selon la pratique usuelle, des propositions de loi des membres pour prendre en charge le sujet,
  - g) Demander que le thème des armes légères soit placé à l'agenda parlementaire pour débat,
  - h) Coopérer régulièrement avec les médias sur les thèmes des armes légères-

99

res dans le but d'augmenter la visibilité et la compréhension du sujet.

9) Demander aux Membres de Parlement Européens, membres d'AWEPA inclus, de:

a) Étudier d'une manière critique les situations législatives et factuelles dans leur pays respectif relatives aux régimes qui régulent la production, le marquage, le commerce, courtage et les exportations des armes;

b) Attirer l'attention de leurs gouvernements sur les activités du PNUD dans le thème des armes légères par une perspective de développement et promouvoir le soutien pour de tels programmes;

c) Demander à AWEPA de soulever la question avec les institutions parlementaires européennes telles que le Parlement Européen et l'Assemblée Parlementaire du Conseil de l'Europe et envisager une conférence de suivi.

10) Rechercher la participation active et la collaboration de la société civile dans la continuation de ces efforts;

11) Demander des sanctions contre les fournisseurs et utilisateurs d'armes illicites et les Etats qui encouragent ces types de pratique.

Les participants à cette conférence se conviennent de rapporter les actions qu'ils auront entreprises en fonction de ce plan d'action dans un délai de trois mois, le 29 février 2004 au plus tard.

Finalement, les participants à cette conférence remercient le pays hôte, le Kenya, ainsi que le PNUD et AWEPA pour avoir organisé cette conférence.

Mombasa, Kenya, 28 novembre 2003

## *Annex*

### *3 Mombasa Parliamentary Plan of Action on illicit small arms and light weapons reduction*

#### **Preamble**

Subsequent to the Nairobi Declaration of March 15, 2000, on the proliferation of illicit small arms and light weapons in the Great Lakes and Horn of Africa region, signed by 10 Member States, UNDP in partnership with AWEPA organized a parliamentary conference on illicit small arms sensitization, awareness and reduction in Mombasa from the 26th-28th of November 2003.

In this regard, the conference brought together delegations from the Parliaments of Burundi, Republic of Congo, Democratic Republic of Congo, Central African Republic, Kenya, Rwanda, Tanzania, Uganda and from the

East African Legislative Assembly, including representatives of the civil society from the region and Parliamentarians from Europe.

The conference recognized the international conventions and agreements on issues related to small arms and fully shared the growing international concern that easy accessibility to illicit small arms and light weapons escalates conflicts and undermines political stability, and has devastating impacts on human security and development. When populations continue to live in great poverty, under social injustice and inequitable distribution of resources efforts to reduce small arms and light weapons will not be achieved.

With respect to the proliferation of illicit small arms and light weapons the conference has at length debated on the following themes:

- Poverty, social and economic injustice,
- Good governance, Security
- Corruption at State and other levels (State brokering, use of brokers by states),
- Porous borders, cattle rustling
- Unstable states,
- Proxy wars, restriction of supply to non-state actors, arms manufacturers and unscrupulous middlemen
- Weak legal and institutional frameworks (structure, human resources, sustainability),
- Inadequate legislation,
- Demobilisation, reintegration of ex-combatants, exiles, and displaced persons,
- Source of weapons and weapons surplus

The participants to the Parliamentary Conference agree on the following Plan of Action :

- 1) To create a Regional Inter-Parliamentary Network to lobby and influence issues related to armed violence and calls on the UNDP and AWEPA to support this initiative;
- 2) To review and amend if necessary existing national legislation and to support the harmonization of laws as called for in the agenda for action of the Nairobi Declaration;
- 3) To promote ongoing international action in the United Nations framework with the aim of developing and adopting a binding international agreement on the marking, record keeping, and tracing of small arms and an international arms trade treaty;
- 4) To strengthen the capacities of Parliaments in order to improve the ability to review and harmonize legislation,
- 5) To harmonize legislation on border controls;
- 6) To accelerate the establishment of National Focal Points where they do not exist, and strengthen the already existing National Focal Points in

- accordance with the Nairobi Declaration agenda for action,
- 7) Welcome the expressed wish on behalf of the delegates from the Republic of Congo and the Central African Republic to for their respective countries to join the Nairobi Declaration,
- 8) To take action in our respective Parliaments including but not limited to:
- a) Becoming stakeholders of the Nairobi Declaration and strongly supporting executive action in its implementation;
  - b) Creation of ad-hoc committees seized of the small arms issue;
  - c) Asking questions of the executive in Parliament;
  - d) Asking the responsible Minister and relevant Committees to report regularly to Parliament in plenary or in Committee on the activities of the National Focal Point Coordinators for the Nairobi Declaration;
  - e) Identifying pertinent small arms issues and their underlying causes in the members' constituencies and propose means to Parliament or the relevant Minister to address these issues;
  - f) Proposing private members' bills to address the issues;
  - g) Requesting that small arms issues be placed on the Parliamentary agenda for debate;
  - h) Interacting regularly with the media on small arms issues in order to raise visibility and understanding of the issues.
- 9) To call on European MPs including members of AWEPA to;
- a) Critically study the legislation and factual situations in their respective home countries as to the regime governing manufacturing, marking, trade, brokering and export of arms;
  - b) Draw the attention of their governments on UNDP involvement in small arms issues from a development perspective and lobby for increased support for such programmes;
  - c) Call on AWEPA to raise the matter with the appropriate European Parliamentary bodies such as the European Parliament and the Parliamentary assembly of the Council of Europe and to envisage a follow-up conference.
- 10) To seek the active involvement and collaboration of Civil Society in the pursuance of these efforts,
- 11) To seek sanctions against the users and suppliers of illicit arms and States who promote these type of practices

Participants of this conference agree to report about the actions they will have undertaken pursuant to this plan of action within three months time, at the latest by 29 February 2004.

Finally, the participants of this conference wish to thank the host country Kenya and to thank UNDP and AWEPA for having co-organized the conference.

**Mombasa, Kenya, 28 November 2003**

## *Annexe*

### *4a Déclaration Conjoint des Délégués Parlementaires du Burundi, de la République Démocratique du Congo et du Rwanda en marge de la conférence de Mombasa, au Kenya, du 26 au 28 Novembre 2003, sur la Prolifération des Armes Légères et de Petit Calibre Illicites dans la Région des Grands Lacs et la Corne de l'Afrique.*

VU LES RECOMMANDATIONS DE LA CONFERENCE SUR L'HARMONISATION DES LEGISLATIONS ENTRE LES PAYS DE L'AFRIQUE CENTRALE ET DE L'AFRIQUE DE L'EST, EN VUE D'ERADICHER LA PROLIFERATION DES ARMES LEGERES ET DE PETIT CALIBRE ILLICITES,

CONSIDERANT L'INSECURITE DES PERSONNES ET DES BIENS ENGENDREE PAR LA CIRCULATION INCONTROLEE DES ARMES ILLICITES DANS LA REGION DES PAYS DES GRANDS LACS;

EN EXECUTION DE LA DECLARATION DE NAIROBI DU 15 MARS 2000 SIGNEE PAR LES GOUVERNEMENTS DES TROIS PAYS RESPECTIFS;

ETANT DONNE LA VOLONTE POLITIQUE ET LES EFFORTS ENTREPRIS PAR LES TROIS GOUVERNEMENTS POUR LE RETOUR DE LA PAIX ET DE LA SECURITE DANS LA SOUS - REGION DES PAYS DES GRANDS LACS;

VU L'URGENCE ET L'OPPORTUNITE, LES PARLEMENTAIRES DE CES TROIS PAYS PRESENTS A LA CONFERENCE DE MOMBASA DECIDENT:

1. LA CREATION D'UN CADRE DE SUIVI DES RESOLUTIONS ET DES RECOMMANDATIONS DE LA CONFERENCE DE MOMBASA EN VUE D'HARMONISER LEURS LEGISLATIONS SUR LES ARMES LEGERES ET DE PETIT CALIBRE.

2. LA TENUE DE LA PREMIERE CONFERENCE INTERPARLEMENTAIRE ENTRE LES TROIS PAYS, A BUJUMBURA, AU COURANT DU MOIS DE MARS 2004 .

FAIT A MOMBASA LE 27 NOVEMBRE 2003.

Annexe

4b *Plan d'Action Parlementaire de Bujumbura sur l'Harmonisation des Législations sur les Armes Légères et de Petit Calibre*

104

Dans le cadre du suivi du Plan d'Action Parlementaire de Mombassa du 26 au 28 novembre 2003, faisant suite à la Déclaration conjointe des délégations parlementaires du Burundi, de la République Démocratique du Congo et du Rwanda, les délégations participant à la conférence interparlementaire sur la prolifération des armes légères et de petit calibre, tenue à BUJUMBURA, du 29 au 30 mars 2004,

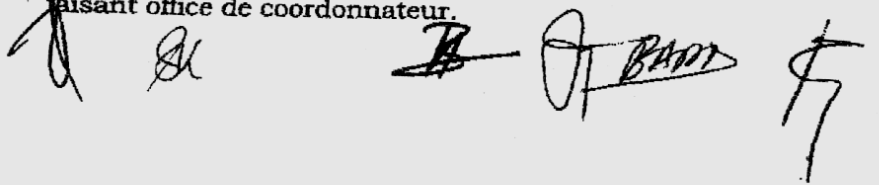
- ayant examiné à fond les questions liées à la problématique de la prolifération des armes légères et de petit calibre dans la sous-région des Grands Lacs,
- déterminé à harmoniser les législations de leurs pays respectifs en matière de limitation de cette catégorie d'armes,
- animés par l'esprit de la restauration de la paix dans la sous-région fortement secouée par des conflits armés découlant de la prolifération de ces armes légères et de petit calibre

décident du Plan d'Action Parlementaire articulé autour des quatre étapes suivantes :

**Première étape :** Débattre du rapport de la conférence de Bujumbura au sein des parlements de la sous-région

**Deuxième étape :** organiser une rencontre à Bruxelles au moins de juin de l'année 2004 entre une délégation parlementaire des trois pays et d'autres experts légaux pour identifier les thèmes, les chapitres à harmoniser et les termes de référence pour des experts nationaux.

**Troisième étape :** Echanger les informations, commentaires et ébauches des textes des experts nationaux entre les parlementaires, le secrétariat de la Déclaration de Nairobi faisant office de coordonnateur.



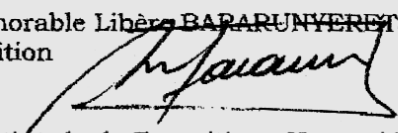
105

**Quatrième étape :** organiser une rencontre parlementaire à Kigali en décembre 2004 qui aboutira à une proposition de loi harmonisée.

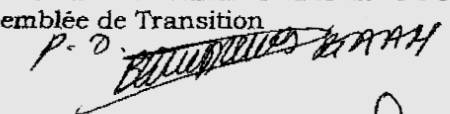
Fait à Bujumbura, le 30 mars 2004

Pour la République du Burundi :

Le SENAT : Honorable Libère BABARUNYERETSE, Président du Sénat de Transition

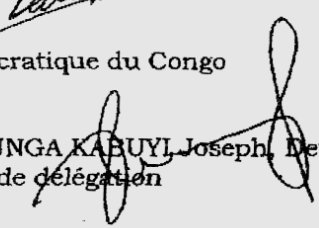


L'Assemblée Nationale de Transition : Honorable Dr Jean MINANI, Président de l'Assemblée de Transition


P. D.  


Pour la République Démocratique du Congo

Le SENAT : Honorable ILUNGA KABUYI Joseph, Deuxième Rapporteur Adjoint, Chef de délégation

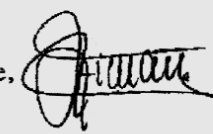


L'Assemblée Nationale : Honorable MENGA LUBUELE François, Chef de délégation

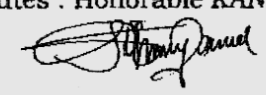


Pour la République du RWANDA

Le SENAT : Honorable BIZIMANA Jean Baptiste,



Pour la Chambre des Députés : Honorable KANYEMERA Samuel KAKA, Chef de délégation



**Sur le Problème de la Prolifération des Armes Légères et de Petit Calibre Illegales dans la Région des Grands Lacs et la Corne de l'Afrique  
Nairobi, 15 Mars 2000**

Nous, les Ministres des Affaires Etrangères des Etats de la Région des Grands Lacs et de la Corne de l'Afrique, à savoir le Burundi, la République Démocratique du Congo, le Djibouti, l'Ethiopie, l'Erythrée, le Kenya, le Rwanda, le Soudan, l'Ouganda, et la République Unie de la Tanzanie, réunis à Nairobi du 12 au 15 mars 2000, à l'occasion de la Conférence des Grands Lacs et de la Corne de l'Afrique sur la prolifération des armes légères et de petit calibre, et conformément aux résolutions de l'UNGA relatives à la convocation, en juin – juillet 2001, d'une conférence des Nations Unies sur le Commerce illicites des armes légères et de petit calibre en tous aspects et faisant notamment référence à A/C. 1/54/L.24/Rev 1 de décembre 1999, ainsi que la position commune de l'Afrique contenue dans la décision de l'OUA AHG/DEC 137 (LXX) adoptée par le sommet de l'OUA à Alger en juillet 1999, partageons entièrement les préoccupations internationales grandissantes que la disponibilité faciles des armes légères et de petit calibre intensifie les conflits et sape la stabilité politique avec des conséquences dévastatrices pour la sécurité de la personne ainsi que celle de l'Etat.

- RÉAFFIRMANT le droit inhérent des Etats ç l'auto défense individuel ou collectif tel que reconnu dans l'article 51 de la Charte des Nations Unies;
- CONSIDÉRANT les préoccupations internationales concernant le problème de petites armes illicites et armement légers;
- GRAVEMENT préoccupé par le problème de la prolifération des armes légères et de petit calibre illicites dans la région des Grands Lacs et de la Corne de l'Afrique et par les conséquences dévastatrices de ces armes à la prolongation des conflits armés et l'encouragement du terrorisme, du vol de bétail et d'autres crimes graves dans la région.
- RECONNAISSANT que le problème résulte en grande partie des conflits armés du passé et actuels dans la région ainsi que du commerce illicite et des activités terroristes par lesquelles ces armes sont infiltrées dans la région.
- RECONNAISSANT en outre que la capacité insuffisante de la part des Etats pour contrôler et surveiller leurs frontières de façon efficace, les contrôles inadéquats des services de l'immigration et de douane ainsi que

le déplacement en masse des réfugiés armés à travers les frontières nationales dans certains pays sont tous des éléments qui ont contribué d'une grande mesure à la prolifération des armes légères et de petit calibre illicites.

- ADMETTANT que le problème de la prolifération des armes légères et de petit calibre illicites dans la région a été exacerbé par des troubles politiques internes et la pauvreté extrême et qu'une stratégie globale pour arrêter et s'attaquer à ce problème doit inclure la mise en place des structures et processus visant à promouvoir la démocratie, le respect des droits humains et le respect de la loi et la bonne gouvernance ainsi que le redressement économique et la croissance.
- SOULIGNANT qu'une solution durable à ce problème exige un effort régional actif et concerté ainsi qu'une compréhension et un soutien international.
- CONSIDÉRANT les préoccupations internationales concernant le problème des armes légères et de petit calibre illégales.
- RECONNAISSANT le travail des Nations Unies, de l'Organisation de l'Unité Africaine, de l'Union Européenne, de l'Organisation des Etats d'Amérique ainsi que les efforts fournis par les pays de l'Afrique Occidentale et Australe afin de faire face aux problèmes relatifs aux petites armes et aux armements légers;
- CONSIDÉRANT les effets défavorables des conflits exacerbés par le problème d'armes illicites légères et de petit calibre émanant de l'extérieur de la sous-région;
- CONSIDÉRANT en outre l'impact sur le crime et la sécurité dans la sous-région, lesquels sont exacerbés par le problème de petites armes et armement légers émanant de l'extérieur de la région;
- CONSTERNÉ par les conséquences dévastatrices des conflits armés sur les femmes et les enfants notamment, et par l'exploitation déraisonnable des enfants touchés par ces conflits armés;
- CONSIDÉRANT que la paix, la stabilité et la sécurité sont des conditions préalables au développement durable dans la sous-région; et que les conflits actuels entrave les perspectives de réaliser le plein potentiel de cette région si importante sur le plan géo-stratégique.
- RECONNAISSANT le lien entre la sécurité et le développement et le besoin de développer la promotion de la paix globale et effective et d'autres mesures visant à diminuer le recours aux armes et refréner le problème des armes illicites de petit calibre et légères dans la région.
- RECONNAISSANT en outre que pour résoudre les conflits actuels dans la sous-région, il faut promouvoir un environnement dans lequel les causes premières de ces conflits peuvent être abordées de façon adéquate et la stabilité durable peut être établie;
- INSISTANT sur la nécessité de rechercher des solutions négociées aux conflits afin d'en assurer la résolution pacifique, promouvoir la culture de

paix et encourager l'éducation et les programmes de sensibilisation sur le problème des petites armes illicites, en y associant toutes les couches de la société;

- CONSCIENT de la nécessité des contrôles efficaces lors des transferts d'armes par les fournisseurs venant de l'extérieur de la sous-région, y compris des mesures contre le transfert des armes excédentaires afin d'empêcher le problème d'armes légères illicites.

- RECONNAISSANT les difficultés qui se posent quand on essaie d'aborder la question du commerce et d'accumulations illicites d'armes légères et de petit calibre vu les différentes situations dans les pays respectifs;

- SE RÉJOUISSANT de l'initiative de Nairobi sur les armes légères et de petit calibre pour la sécurité de l'Etat et de la personne comme une démarche importante pour aborder le problème d'armes légères et de petit calibre;

Ayant débattu la question à fond, décidons de:

i) Réaffirmer notre engagement dans la poursuite de nos efforts pour la résolution pacifique des conflits dans la région et à cet effet appeler de l'engagement sérieux et véritable de la part de toutes les parties concernées ainsi que la communauté internationale.

ii) Saisir cette occasion pour aborder, dans sa totalité, le problème d'armes illicites légères et des petit calibre dans la sous-région;

iii) Conjuguer nos efforts afin d'aborder le problème, tout en reconnaissant la nécessité du partage des informations et de la coopération en ce qui concerne les armes illicites légères et de petit calibre , y compris la promotion de la recherche, et la collecte des données dans la régions et la promotion de la coopération au niveau des gouvernements et de la société civile;

iv) Encourager un programme d'action concret et coordonnée dans la sous-région afin de promouvoir la sécurité humaine et d'assurer que tous les Etats mettent en place des législations, réglementations et procédures administratives adéquates pour exercer le contrôle efficace de la possession légale et du transfert des armes illicites légères et de petit calibre par , entre autres, des mesures visant à:

- Pratiquer des politiques positives et des mesures ayant pour but de créer un environnement social, économique et politique qui diminue le recours aux armes par des particuliers et des communautés;

- Recommander vivement le renforcement , et là où il n'en existe pas, l'adoption de législation et règlement nationaux et mécanismes de contrôle pour régir la possession d'armes par des civils;

- Faire appel aux Etats membres de coordonner et faire connaître leurs politiques, règlements et législations relatives à la possession d'armes par des civils;

- Exhorter les pays sources à s'assurer que tous les fabricants, commerçants, courtiers, financiers et transporteurs d'armes légères et de

petit calibre soient contrôlés par un système de permis;

- Exhorter en outre les Etats dans la sous-région à surveiller et contrôler toutes les transactions relatives aux armes légères et de petit calibre aux entités autorisées;

- Faire appel aux Etats de renforcer la coopération sous-régionale parmi les services de police, de renseignements, de douane et les responsables de contrôle frontalier pour combattre la circulation et le trafic illicites d'armes légères et de petit calibre et mettre fin aux activités criminelles relatives l'usage de ces armes;

- Faire appel aux Etats de renforcer ou de mettre en place des mécanismes nationaux en vue de traiter du problème d'armes illicites légères ainsi que de mettre en œuvre la Déclaration de Nairobi et les inviter à se réunir régulièrement pour ce faire;

- Inviter l'ONU en collaboration avec l'OUA et d'autres organisations régionales et internationales à venir en aide aux pays de la région pour qu'ils puissent effectuer une étude de faisabilité sur le problème d'armes illicites dans la région et élaborer des programmes appropriés pour le ramassage et la destruction d'armes légères et de petit calibre. Les Etats parties à la présente Déclaration définiront les paramètres de l'étude de faisabilité;

v) Reconnaissant que la mise en œuvre efficace du programme d'action convenu au cours de cette conférence exige la coopération des Nations Unies, des organisations internationales, des organisations régionales, des Etats individuels et de la Société Civile pour empêcher et diminuer le problème d'armes légères et de petit calibre, nous décidons, en outre de:

- Lancer un appel de soutien auprès des autres sous-régions sur le continent ainsi qu'auprès de la communauté internationale en vue de mettre en œuvre les mesures convenues, dans la présente Déclaration;

- Lancer, en outre, un appel de soutien international accru en faveur des programmes et initiatives dans le sens de promouvoir la sécurité humaine et les conditions contribuant à la paix, la stabilité et le développement durable dans les sous-régions;

- Demander la mise en œuvre concrète des décisions appropriées des Nations Unies, de l'Organisation de l'Unité Africaine ainsi que celles d'autres organismes régionaux afin d'aborder le problème d'armes illicites légères et de petit calibre dans la sous-région;

- Lancer un appel de soutien financier, technique et politique de la part de la communauté internationale pour la mise en œuvre effective contenues dans la présente Déclaration;

- Désigner le Gouvernement du Kenya pour coordonner le suivi de la Déclaration de Nairobi en concertation avec les mécanismes nationaux respectifs des Etats, chargés du problème d'arme légères et de petit calibre.

## *Annex*

### *5a Nairobi Declaration*

110

#### **On the Problem of the Proliferation of Illicit Small Arms and Light Weapons in the Great Lake Region and the Horn of Africa Nairobi, March 15, 2000**

We the Ministers for Foreign Affairs of the countries of the Great Lakes Region and the Horn of Africa namely, Burundi, Democratic Republic of Congo, Djibouti, Ethiopia, Eritrea, Kenya, Rwanda, Sudan, Uganda and United Republic of Tanzania, meeting at Nairobi on 12- 15 March, 2000 on the occasion of the Great Lakes Region and the Horn of Africa Conference on the Proliferation of Small Arms pursuant to UNGA resolutions regarding the convening of the United Nations Conference on the illicit Trade in Small Arms And Light Weapons In All Its Aspects in June -July 2001 and in particular A/C.1/54/L.24 /Rev 1 of December, 1999, as well as the African common position contained in the OAU decision AHG/DEC 137(LXX) adopted by the OAU summit in Algiers in July 1999 fully share the growing international concern that the easy availability of illicit small arms and light weapons escalates conflicts and undermines political stability and have devastating impacts on human and State security.

- RE-AFFIRMING the inherent right of States to individual or collective self-defence as recognised in Article 51 of the United Nations Charter;
- GRAVELY concerned with the problem of the proliferation of illicit small arms and light weapons in the Great Lakes and Horn of Africa Region and the devastating consequences they have had in sustaining armed conflict and abetting terrorism, cattle rustling and other serious crimes in the region;
- RECOGNISING that the problem derives mainly from past and on-going armed conflicts in the region, as well as from illicit trade and terrorist activities by which these arms are infiltrated into the region;
- RECOGNISING also that the inadequate capacity of States in the region to effectively control and monitor their borders, poor and sometimes open immigration and customs controls, as well as mass movement of armed refugees across national borders in certain countries, have greatly contributed to the proliferation of illicit small arms and light weapons;
- ACKNOWLEDGING that the problem of the proliferation of illicit small arms and light weapons in the region has been exacerbated by internal political strife and extreme poverty , and that a comprehensive strategy to arrest and deal with the problem must include putting in place structures and processes to promote democracy, the observance of human rights,

the rule of law and good governance as well as economic recovery and growth;

- UNDERLINING that a sustainable solution to the problem requires active and concerted regional effort as well as international understanding and support;

- CONSIDERING the international concern regarding the problem of illicit small arms and light weapons;

- ACKNOWLEDGING the work of the United Nations, the Organisation of African Unity, the European Union, the Organisation of American States as well as the efforts in West and Southern Africa to address problems associated with illicit small arms and light weapons;

- CONSIDERING also the impact on crime and security in the sub-region exacerbated by the problem of illicit small arms and light weapons which emanate from outside the region;

- APPALLED by the devastating effects of armed conflicts particularly on women and children, and by the unconscionable exploitation of children in armed conflicts;

- CONSIDERING that peace, stability, and security are prerequisites for sustainable development in the sub-region, and that the prevailing conflicts hinder the prospects of realising the full economic potential of this geo-strategically important region;

- RECOGNISING the relationship between security and development and the need to develop comprehensive and effective peace- building and other measures aimed at reducing the resort to arms and to help curb the problem of illicit small arms and light weapons within the region;

- ACKNOWLEDGING also that the resolution of on-going conflicts in the region requires the nurturing of environments in which root causes of conflicts can be adequately addressed and durable stability established;

- EMPHASISING the need to pursue negotiated solutions to conflicts so as to ensure their peaceful resolution, to promote a culture of peace, and to encourage education and awareness raising programmes on the problem of illicit small arms, involving all sectors of society;

- CONSCIOUS of the need for effective controls of arms transfers by suppliers outside the region, including measures against transfers of surplus arms to prevent the problem of illicit small arms;

- ACKNOWLEDGING the difficulties in addressing the question of illicit trade and accumulation of illicit small arms and light weapons due to different situations obtaining in the respective countries;

- WELCOMING the Nairobi Initiative on Small Arms and Light Weapons for State and human security as a significant step in addressing the problem of illicit small arms and light weapons and their socio- economic and political impacts on the people of the region;

Having deliberated in depth on the subject, decide to:-

- i) Rededicate ourselves to continue our efforts towards the peaceful

111



resolution of the conflicts in the region and towards this end, call for genuine and serious commitment of all parties concerned as well as the international community;

ii) Seize this opportunity to comprehensively address the problem of the proliferation of illicit small arms and light weapons in the sub-region;

iii) join efforts to address the problem, recognising the need for information sharing and co-operation in all matters relating to illicit small arms and light weapons including the promotion or research and data collection in the region and encouraging co-operation among governments and civil society;

iv) Encourage a concrete and co-ordinated agenda for action for the sub-region to promote human security and ensure that all States have in place adequate laws, regulations and administrative procedures to exercise effective control over the possession and transfer of small arms and light weapons through measures inter alia to:-

- Pursue positive policies and measures to create social, economic and political environments to reduce the resort to arms by individuals and communities;
- Urge the strengthening, and where they do not exist, the adoption of national laws and regulations and control mechanisms to govern civilian possession of arms;
- Call on States to co-ordinate and publicise their policies, regulations and laws relating to possession of arms by civilians;
- Urge source countries to ensure that all manufacturers, traders, brokers, financiers, and transporters of small arms and light weapons are regulated through licensing;
- Urge also the States in the sub-region to monitor and effectively control all transactions relating to small arms and light weapons to licensed entities;
- Call on States to strengthen sub-regional co-operation among police, intelligence, customs and border control officials in combating the illicit circulation and trafficking in small arms and light weapons and suppressing criminal activities relating to the use of these weapons;
- Call upon States to strengthen or establish national mechanisms to deal with the problem of illicit small arms as well as to implement the Nairobi Declaration and invite them to hold regular meetings in this regard;
- Invite the UN in co-operation with the OAU and other regional and international organisations to assist countries of the region to carry out a detailed study on the problem of illicit arms within the region and to draw up appropriate programmes for the collection and destruction of illicit small arms and light weapons. The States Parties to this Declaration will define the parameters of the study.

v) Recognizing that the effective implementation of this declaration by individual states requires, the co- operation of the United Nations,

international organisations, regional organisations, as well as the participation by civil society in preventing and reducing the problem of illicit small arms and light weapons, we further decide to:-

- Appeal for support of other sub-regions in the continent as well as the international community in order to effectively implement the measures agreed upon in this Declaration;
- Appeal also for increased international support for programmes .and initiatives that advance human security and promote conditions conducive to long term peace, stability and development in the sub-region;
- Call for effective implementation of the relevant decisions of the United Nations, the Organisation of African Unity and other regional arrangements to address the problem of illicit small arms and light weapons in the sub-region;
- Appeal for financial, technical and political support from the international community for the effective implementation of this Declaration;
- Designate the Government of Kenya to co-ordinate the follow-up to the Nairobi Declaration in consultation with States' respective national mechanisms dealing with the problem of illicit arms and light weapons

## *Annexe*

### *5b Protocole de Nairobi pour la prévention, le contrôle et la réduction des armes légères et de petit calibre dans la Région des Grands Lacs et la Corne de l'Afrique*

114

#### **unofficial translation**

##### **Préambule**

Nous, les Ministres des Affaires Etrangères et autres plénipotentiaires de République du Burundi  
République Démocratique du Congo  
République Démocratique Fédérale d'Ethiopie  
République de Djibouti  
Etat d'Erythrée  
République du Kenya  
République du Rwanda  
République des Seychelles  
République du Soudan  
République Unie de Tanzanie  
République de l'Ouganda  
(désignés ci-dessous comme les Etats Parties);

RÉAFFIRMANT le droit inhérent des États à assurer leur propre défense de manière individuelle ou collective, ainsi que reconnu par l'Article 51 de la Charte des Nations Unies;

GRAVEMENT concernés par le problème de prolifération des armes légères et de petit calibre (ALPC) illicites dans la Région des Grands Lacs et la Corne d'Afrique et les conséquences dévastatrices qu'elles ont eu en soutenant les conflits et les crimes armés, dégradant l'environnement, alimentant l'exploitation illégale des ressources naturelles et encourageant le terrorisme et autres crimes graves dans la région;

CONCERNÉS par l'approvisionnement d'ALPC dans la région et conscients des besoins d'un contrôle efficace des transferts d'armes par les fournisseurs et les courtiers en dehors de la région (incluant des mesures pour contrer les transferts d'armes en surplus) pour prévenir le problème des ALPC illicites;

CONSCIENTS du besoin urgent de prévenir, combattre et éradiquer la production illicite de, l'accumulation excessive et déstabilisatrice de, le trafic de, la possession et l'utilisation illicite d'ALPC, de munitions et autres matériels annexes, dû aux effets nocifs de ces activités sur la sécu-

rité de chaque Etat et de la sous-région et au danger qu'elles représentent pour le bien être des populations de la sous-région, leur développement social et économique et leur droit de vivre en paix;

RECONNAISSANT que le problème de la prolifération du trafic illicite d'ALPC dans la région a été exacerbé par les luttes politiques internes, les activités terroristes et l'extrême pauvreté, et qu'une stratégie complète pour arrêter et se confronter avec le problème doit inclure la mise en place de structures et processus promouvant la démocratie, le respect des droits humains, les règles du droit et de la bonne gouvernance, ainsi que le redressement et la croissance économique;

RECONNAISSANT également que la capacité inadéquate des pays de la région de contrôler et surveiller efficacement leurs frontières, les contrôles insuffisants de la douane et des immigrations parfois libres, ainsi que les mouvements de réfugiés armés à travers les frontières nationales de certains pays, ont grandement contribué à la prolifération d'ALPC,

RECOMMANDANT aux Etats Parties qu'ils devraient envisager d'adhérer aux instruments internationaux relatifs à la prévention, au combat et à l'éradication de la production illicite de, à l'accumulation excessive et déstabilisatrice de, au trafic de, à la possession et à l'utilisation illicites d'ALPC et de mettre en œuvre de tels instruments dans le cadre de leur législation,

RECONNAISSANT le travail des Nations unies, de l'Union africaine, de l'Union européenne, l'Organisation des Etats américains, ainsi que les efforts menés en Afrique pour s'attaquer aux problèmes associés aux ALPC illicites,

ACCEPTANT qu'ils devront remplir leurs obligations et exercer leurs droits sous ce Protocole d'une manière cohérente avec les principes d'égalité souveraine, d'intégrité territoriale des Etats et de non-intervention dans les affaires internes des Etats Parties;

Avec l'objectif de réaffirmer les buts de, et mettre en œuvre, la Déclaration de Nairobi et le Programme d'action coordonné,

ACCEPTONS par le présent ce qui suit:

#### **Article 1**

##### **Définitions**

Dans ce protocole, à moins que le contexte n'en dispose autrement:

« **Courtier** » est une personne qui agit:

- a) pour une commission, un avantage ou une cause, soient-ils pécuniaires ou autre;
- b) pour faciliter le transfert, documentation et/ou le paiement à l'égard de chaque transaction relative à l'achat ou à la vente d'ALPC; ou
- c) comme un intermédiaire entre tout producteur, ou fournisseur de, ou commerçant d'ALPC et tout acheteur ou destinataire.

115

« **Mener des activités de courtage en armes** » signifie agir:

- a) pour une commission, un avantage ou une cause, soient-ils pécuniaires ou autre;
- b) pour faciliter le transfert, documentation et/ou le paiement à l'égard de chaque transaction relative à l'achat ou à la vente d'ALPC; ou
- c) comme un intermédiaire entre tout producteur, ou fournisseur de, ou commerçant d'ALPC et tout acheteur ou destinataire.

« **Production illicite** » signifie la production ou l'assemblage d'ALPC:

- a) à partir de parties ou de composants trafiqués illégalement;
- b) sans licence ou autorisation obtenue auprès d'une autorité compétente de l'Etat Partie où la production ou l'assemblage sont réalisés, ou
- c) sans que les ALPC ne soient marquées au moment de la production, en accord avec l'article 7 de ce protocole.

« **Trafic illicite** » signifie l'importation, l'exportation, l'acquisition, la vente, la livraison, le déplacement ou transfert d'ALPC depuis ou à travers le territoire d'un Etat Partie vers celui d'un autre Etat Partie si l'un des Etats Parties concerné ne les autorise pas conformément aux dispositions du présent protocole ou si les ALPC ne sont pas marquées en accord avec l'article 7 du protocole;

« **Armes légères** » inclura les armes portables suivantes, conçues pour une utilisation de la part de plusieurs individus agissant au sein d'une troupe: mitrailleuses lourdes, canons automatiques, obusiers, mortiers d'un calibre inférieur à 100mm, lance-grenades, armes et lanceurs anti-tank, canons sans recul, lance-roquettes d'épaule, armes et lanceurs anti-aériens et armes de défense aérienne;

« **Armes de petit calibre** » sont des armes conçues pour un usage personnel et incluront: mitrailleuses légères, mitraillettes, incluant les pistolets-mitrailleurs, fusils automatiques et d'assaut, et fusils semi-automatiques.

« **Armes de petit calibre** » incluront également:

« **Armes à feu** », signifient:

- a) toute arme à canon portative qui propulse, ou est conçue pour propulser ou peut être aisément convertie pour propulser des plombs, une balle ou un projectile par l'action d'un explosif, excluant les armes à feu d'antiquité ou leurs répliques. Les armes à feu d'antiquité et leurs répliques devront être définies en accord avec la législation nationale. En aucun cas, la catégorie d'armes d'antiquité ne comprendra des armes à feu produites après 1899;

- b) n'importe quelle autre arme ou dispositif destructeur telle qu'une grenade explosive, grenade incendiaire ou à gaz, un lance-roquette, un missile, un système de missiles ou une mine.

« **Munitions** », signifient l'ensemble de la cartouche ou ses éléments, incluant les douilles, les amorces, la poudre propulsive, les balles ou les projectiles, qui sont utilisées pour des ALPC, à condition que lesdits éléments soient eux-même soumis à autorisation dans l'Etat Partie considéré;

et « **autre matériel annexe** », signifient tout composant, partie ou pièce de remplacement d'une ALPC essentielle à son fonctionnement.

« **Traçage** » signifiera le suivi systématique des ALPC depuis le fabricant jusqu'à l'acheteur en vue d'assister les autorités compétentes des Etats Parties à déceler et analyser la fabrication et le trafic illicites, et à mener des enquêtes.

## Article 2

### Objectifs

Les objectifs de ce protocole sont de:

- a) Prévenir, combattre et éradiquer la production, le trafic, la détention et l'utilisation illicites d'ALPC dans la sous-région.
- b) Prévenir l'accumulation excessive et déstabilisatrice des ALPC dans la sous-région.
- c) Promouvoir et faciliter l'échange d'informations et la coopération entre les gouvernements dans la sous-région, aussi bien qu'entre gouvernements, organisations inter-gouvernementales et la société civile, dans tous les domaines relatifs au trafic et à la prolifération illicite des ALPC.
- d) Promouvoir la coopération à un niveau sous-régional aussi bien que dans les forums internationaux afin de combattre efficacement le problème des ALPC, en collaboration avec les partenaires appropriés.
- e) Favoriser la responsabilité, l'exécution de la loi, le contrôle efficace et la gestion des ALPC tenues par les Etats Parties et les civils.

## Article 3

### Mesures législatives

- a) Chaque Etat Partie devra adopter les mesures législatives et autres nécessaires afin de conférer le caractère d'infraction pénale au sens de sa législation nationale lorsque les actes suivants ont été commis intentionnellement:
  - i) Trafic illicite d'ALPC
  - ii) Production illicite d'ALPC
  - iii) Détention et utilisation illicite d'ALPC
  - iv) Falsification ou effacement, suppression ou altération illicite du

marquage des ALPC comme requis par ce protocole

b) Les Etats Parties n'ayant pas encore fait de la sorte devront adopter la législation nécessaire ou d'autres mesures pour sanctionner pénalement, civilement ou administrativement, au sens de leurs lois nationales, les violations d'embargos sur les fournitures en armes déclarées par le Conseil de sécurité des Nations unies et/ou par des organisations régionales.

c) Les Etats Parties se chargent d'incorporer dans leur droit national:

i) la prohibition d'une possession sans restrictions d'ALPC par des civils

ii) la prohibition totale de la détention et de l'utilisation par des civils d'armes légères, de fusils automatiques et semi-automatiques et mitrailleuses.

iii) la réglementation et l'enregistrement centralisé de toutes les armes de petit calibre détenues par des civils sur leur territoire (sans préjudice de l'article 3 c (ii) ) ;

iv) des mesures assurant que des contrôles appropriés seront menés sur la production d'ALPC;

v) des clauses favorisant une uniformité légale et des normes minimales concernant la production, le contrôle, la détention, l'importation, l'exportation, la ré-exportation, le transit, le transport et le transfert d'ALPC;

vi) des clauses garantissant le marquage normalisé et l'identification d'ALPC;

vii) des clauses qui prévoient de manière adéquate la saisie, la confiscation et la renonciation au profit de l'Etat de toutes les ALPC produites ou transférées sans, ou en violations des licences, des permis, ou des autorisations écrites;

viii) des clauses pour le contrôle efficace des ALPC, incluant l'entreposage et l'utilisation de celles-ci, des tests des capacités des futurs possesseurs des armes de petits calibres et des restrictions aux droits des propriétaires de renoncer au contrôle, à l'utilisation et à la possession de armes de petits calibres;

ix) le suivi et la vérification des licences en possession des personnes, ainsi que des restrictions sur le nombre d'armes de petit calibre qui peuvent être détenues;

x) des clauses interdisant la mise en gage et en nantissement des ALPC;

xi) des clauses interdisant les fausses déclarations ou la rétention d'informations en vue de l'obtention de licence ou de permis;

xii) des clauses réglementant les activités de courtage en armes dans les Etats Parties individuels; et

xiii) des clauses promouvant l'uniformité légale dans le domaine des peines.

#### Article 4

##### Capacité opérationnelle

Les Etats Parties devront:

a) Renforcer la coopération sous-régionale entre les corps de police, de renseignement, des douanes et du contrôle des frontières dans la lutte contre la circulation et le trafic illicites des ALPC et dans la répression des activités criminelles relatives à l'utilisation de ces armes;

b) Accroître la capacité des forces de l'ordre et de sécurité nationale, incluant des entraînements appropriés sur les procédures d'enquêtes, les techniques de contrôle des frontières et d'application de la loi, ainsi que la modernisation de l'équipement et des ressources;

c) Établir et améliorer les bases de données nationales et les systèmes de communication et acquérir de l'équipement pour suivre et contrôler les mouvements des ALPC à travers les frontières;

d) Établir ou améliorer des groupes inter-agences, impliquant policiers, militaires, douaniers, personnel des Affaires intérieures et autres corps pertinents pour perfectionner la coordination policière, le partage d'information et d'analyse au niveau national;

e) Développer ou améliorer des programmes nationaux de formation pour optimiser les capacités des forces de l'ordre à remplir leur rôle dans la mise en œuvre du Programme d'action coordonné.

#### Article 5

##### Contrôle de la détention des ALPC par les civils

a) Les Etats Parties se chargent d'élaborer un processus de révision coordonnée des procédures et des critères nationaux pour l'émission et le retrait des licences concernant les ALPC, ainsi que d'établir et de conserver des bases de données nationales sur les ALPC couvertes par une licence, les propriétaires des ALPC et les commerçants d'armes en activité sur leurs territoires.

b) Les Etats Parties se chargent de:

i) introduire des peines minimales lourdes pour les crimes concernant les ALPC et le transport des ALPC non couvertes par une licence

ii) enregistrer et garantir un cadre de responsabilité rigoureux et un contrôle efficace de toutes les ALPC détenues par des compagnies de sécurité privées;

iii) interdire la détention par des civils de fusils automatiques ou semi-automatiques, de mitrailleuses et toutes les armes légères.

#### Article 6

##### Contrôle et responsabilité pour les ALPC détenues par l'Etat

Les Etats Parties se chargent de:

a) établir et de conserver un inventaire national complet des ALPC détenues par les forces de sécurité et les autres corps de l'Etat et d'améliorer

rer leur capacité à gérer et maintenir des entrepôts sécurisés pour les ALPC détenues par l'Etat;

b) garantir un cadre rigoureux de responsabilité nationale et le traçage efficace de toutes les ALPC détenues et distribuées par l'Etat.

#### **Article 7**

##### **Marquage, enregistrement et traçage des ALPC**

Les Etats Parties se chargent de:

a) Marquer chaque ALPC au moment de la production, avec un marquage unique fournissant le nom du producteur, le pays ou le lieu de production et le numéro de série de l'arme. Le marquage se trouvera sur le canon, sur la carcasse et, lorsque applicable, sur les pièces coulissantes.

b) Marquer chaque ALPC au moment de l'importation, avec un marquage simple permettant l'identification du pays d'origine et l'année d'importation, ainsi qu'un numéro de série individuel, si l'ALPC n'en présente pas un au moment de l'importation, de telle sorte que l'origine de l'ALPC puisse être identifiée.

c) S'assurer que toutes les ALPC en possession de l'Etat sont marquées avec un marquage unique.

d) S'assurer de la conservation, pour une période non inférieure à 10 ans, des informations en rapport avec les ALPC qui sont nécessaires pour tracer et identifier ces ALPC qui sont produites ou transférées de manière illicite, ainsi que pour prévenir et détecter de telles activités. De telles informations devront inclure:

i) les marquages appropriés requis par cet Article;

ii) dans le cas de transactions internationales des ALPC, les dates d'émissions et d'expirations des licences ou autorisations opportunes, le pays d'exportation, le pays d'importation, les pays de transit, quand opportun, et le destinataire final ainsi que la description et la quantité des marchandises couvertes par lesdites autorisations.

#### **Article 8**

##### **Disposition concernant les ALPC détenues par l'Etat**

Les Etats Parties se chargeront d'identifier et adopter des programmes efficaces, en accord avec la législation nationale, pour la collecte, l'entreposage sécurisé, la destruction et l'écoulement responsable des ALPC excédentaires, superflues ou obsolètes à la suite, entre autre, des accords de paix, de démobilisation ou (ré-)intégration des ex-combattants, ou du ré-équipement des forces armées ou des autres corps armés de l'Etat.

Les Etats Parties devront en conséquence:

a) Développer et mettre an œuvre, lorsque inexistant, des programmes nationaux pour l'identification des surplus, des stocks saisis ou des ALPC obsolètes en possession de l'Etat;

b) S'assurer que les ALPC rendues excédentaires, superflues ou obsolètes par la mise en application d'un processus de paix, le ré-équipement ou la ré-organisation de forces armées et/ou d'autres corps de l'Etat sont entreposées de façon sécurisée, détruites ou écoulées d'une manière qui les empêche d'entrer dans le marché illicite ou d'affluer vers des régions en conflit ou n'importe quelle autre destination qui n'est pas pleinement en accord avec les critères de restrictions retenus.

#### **Article 9**

##### **Disposition concernant les ALPC confisquées ou non couvertes par une licence**

Les Etats Parties se chargent de:

a) adopter dans leur législation nationale des mesures pouvant être nécessaires pour permettre la confiscation des ALPC qui ont été produites ou transférées de façon illicite;

b) maintenir et développer d'avantage les opérations conjointes et combinées à travers les frontières des Etats Parties afin de localiser, saisir et détruire les caches de ALPC laissées suite aux conflits ou aux guerres civiles;

c) encourager les agences de sécurité à travailler avec les communautés pour identifier les caches des ALPC et les supprimer;

d. établir un mécanisme efficace pour entreposer les ALPC illicites saisies, récupérées ou non couvertes par une licence, au cours des enquêtes qui les destineront à la destruction.

#### **Article 10**

##### **Importation, exportation, transfert et transit d'ALPC**

a) Chaque Etat Partie devra établir et entretenir un système efficace d'autorisation ou de licence à l'exportation ou à l'importation, ainsi que des mesures concernant le transit international, pour le transfert d'ALPC.

b) Avant d'émettre des licences d'exportations ou des autorisations pour l'expédition d'ALPC, chaque Etat Partie devra vérifier:

i) que les Etats importateurs ont émis des licences d'importation ou des autorisations; et

ii) que, sans préjudice des arrangements bilatéraux ou multilatéraux ou des arrangements favorables aux pays enclavés, les Etats ont, au minimum, donné notification par écrit, préalablement à l'expédition, qu'ils n'ont pas d'objections relatives au transit.

c) les licences ou autorisations d'exportations et d'importations et la documentation qui l'accompagne devront contenir des informations qui, au minimum, incluront le lieux et la date d'émission, la date d'expiration, le pays exportateur, le pays importateur, le destinataire final, une description et la quantité des ALPC et, lorsqu'il y a transit, les pays de transit. Les informations contenues dans la licence d'importation doivent être

fournies à l'avance aux Etats de transit.

d) L'Etat Partie importateur informera l'Etat Partie exportateur de la réception de la cargaison des ALPC expédiées.

e) Chaque Etat Partie devra, dans les limites de ses moyens, prendre les mesures nécessaires pour s'assurer que les procédures d'autorisation ou d'octroi de licence sont sécurisées et que l'authenticité des documents de licences ou d'autorisation puisse être validée ou vérifiée.

f) Les Etats Parties pourront adopter des procédures simplifiées pour l'importation et l'exportation temporaire et le transit des ALPC à des fins légales vérifiables telles que la chasse, le tir sportif, l'évaluation, l'exposition ou la réparation.

#### **Article 11**

##### **Commerçants, courtiers et activités de courtage en armes**

Les Etats Parties, qui ne l'ont pas encore fait, devront établir un système national pour réglementer les activités des commerçants et de courtiers d'ALPC. Un tel système de contrôle devra:

i) Réguler tous les producteurs, marchands, négociants, financiers et transporteurs d'ALPC par l'octroi de licences;

ii) Enregistrer tous les courtiers en armes opérant dans le territoire national;

iii) S'assurer que tous les courtiers enregistrés demandent et obtiennent une autorisation pour chaque transaction individuelle menée ;

iv) S'assurer que toutes les transactions de courtage fournissent les informations complètes sur les licences ou autorisations d'exportation ou d'importation et les documents les accompagnant, mentionnant les noms et adresses de tout les courtiers impliqués dans la transaction; et

v) Conditionner à des licences, enregistrer et vérifier régulièrement et de manière aléatoire tous les producteurs indépendants, les marchands, les négociants et les courtiers.

#### **Article 12**

##### **Restitution volontaire**

Les Etats Parties devront introduire des programmes pour encourager:

a) les civils détenant légalement des ALPC à les livrer pour qu'elles soient détruites/mises hors service par l'Etat en accord avec leur législation interne;

b) les détenteurs illégaux d'ALPC à les livrer pour destruction. Dans de tels cas, l'Etat peut envisager d'accorder une immunité par rapport aux poursuites.

#### **Article 13**

##### **Programmes d'éducation et de conscientisation du public/communautaire**

Les Etats Parties se chargent de développer des programmes locaux, nationaux et régionaux d'éducation et de conscientisation publics/communautaires afin d'accroître l'implication du public et des communautés à soutenir les efforts pour s'attaquer à la prolifération et au trafic illicite d'ALPC et d'encourager la détention et la gestion responsable des ALPC. Ces programmes devront:

a) Promouvoir une culture de paix

b) Impliquer, et coopérer avec, tous les secteurs de la société.

#### **Article 14**

##### **Assistance judiciaire mutuelle**

a) Les Etats Parties devront s'engager dans la création d'un système d'assistance judiciaire mutuelle de façon à coopérer entre eux pour fournir une assistance judiciaire réciproque dans le cadre des efforts concertés, afin d'éradiquer la production et le trafic illicites des ALPC et de contrôler leur détention et utilisation. L'assistance judiciaire réciproque devra, entre autre, inclure les domaines suivants:

i) Enquête et détection des infractions;

ii) Obtention de preuves et/ou dépositions;

iii) Exécution de perquisitions et de saisies;

iv) Communication d'informations et transfert des preuves;

v) Inspection des sites ou examen d'objets et/ou documents;

vi) Requête de documents judiciaires;

vii) Notification de documents judiciaires;

viii) Communication des documents et enregistrements pertinents ;

ix) Identification ou traçage de suspects ou du produit d'opérations criminelles; et

x) Application de techniques spéciales d'enquête, telles que les expertises médico-légales, balistiques et d'empreintes digitales.

b) Les Etats Parties peuvent s'accorder d'avantage sur n'importe quelle autre forme d'assistance judiciaire compatible avec leur législation nationale.

c) Les Etats Parties désigneront une autorité compétente qui aura la responsabilité et la compétence d'exécuter et de suivre les demandes d'assistance judiciaires réciproques.

d) Les requêtes d'assistance judiciaire seront adressées par écrit à l'autorité compétente et devront contenir:

i) l'identité de l'autorité introduisant la demande;

ii) le contenu et la nature de l'enquête ou des poursuites à laquelle la demande fait référence;

iii) la description des objectifs de l'assistance;

- iv) le but pour lequel la preuve, l'information ou l'action est demandée; et
  - v) toutes les informations pertinentes en possession de l'Etat Partie requérant et qui seraient utiles à l'Etat Partie requis.
- e) Un Etat Partie peut rechercher toute autre information additionnelle de ce type qui puisse être nécessaire pour l'exécution de la requête, en accord avec sa législation.

#### **Article 15**

##### **Application de la loi**

- a) Les Etats Parties devront établir des mécanismes appropriés permettant la coopération entre les agences du secteur sécuritaire afin de promouvoir une application efficace des dispositions légales, ce qui inclut :
- i) renforcer la coopération régionale et continentale entre la police, les douanes et les service de contrôle des frontières concernés par la prolifération, la circulation et le trafic illicites d'ALPC. Ces efforts devront inclure, mais sans y être limités, la formation, l'échange d'informations pour soutenir les actions communes visant à contenir et réduire le trafic d'ALPC à travers les frontières, ainsi que la conclusion des accords nécessaires à la réalisation de ce but;
  - ii) établir des systèmes de communication directe pour faciliter un transfert d'informations libre et rapide à travers les services des forces de l'ordre dans la sous-région;
  - iii) établir des unités de maintien de l'ordre multidisciplinaires/spécialisées pour combattre la production, le trafic, la possession et l'usage illicites des ALPC;
  - iv) promouvoir la coopération avec les organisations internationales telles que l'Organisation Internationale de Police Criminelle (INTERPOL) et l'Organisation Mondiale des Douanes (WCO) et utiliser les bases de données existantes telle que l'Interpol Weapons and Explosives Tracing System (IWETS);
  - v) introduire des accords d'extradition efficaces.

#### **Article 16**

##### **Transparence, échange d'informations et harmonisation**

Les Etats Parties se chargent de:

- a) Etablir des points focaux nationaux pour, entre autre, faciliter l'échange rapide des informations afin de combattre le trafic transfrontalier d'ALPC;
- b) Développer et améliorer la transparence sur l'accumulation, les flux et les politiques relatives à la détention des ALPC par les civils, incluant la prise en considération sérieuse du développement d'un registre sous-régional des ALPC détenues par les civils ;
- c) Encourager l'échange d'informations entre les forces de sécurité au

sujet des groupes criminels et leurs associés, sur le type de ALPC détenues par ceux-ci, leur origine, leurs routes d'approvisionnements, leurs destinations, leurs méthodes de transport et les supports financiers de tels groupe;

- d) Etablir des bases de données nationales d'ALPC de telle façon à faciliter les échanges d'information sur les importations, les exportations et les transferts des ALPC;
- e) Etablir des systèmes de vérification de la validité des documents émis par les autorités octroyant les licences dans les sous-régions;
- f) Etablir un système sous-régional facilitant les échanges d'information au sein des services de renseignement et concernant les violations et trafics d'ALPC;
- g) Etablir un système sous-régional pour harmoniser les documents opportuns pour l'importation, l'exportation et le transfert ainsi que les certificats d'utilisateur final.

#### **Article 17**

##### **Corruption**

Les Etats Parties constitueront des mesures opportunes et efficaces pour la coopération entre les services de sécurité afin de mettre un frein à la corruption associé à la production, au trafic, à la détention et à l'utilisation illicites d'ALPC.

#### **Article 18**

##### **Dispositions institutionnelles**

- a) Les Etats Parties mandatent le Secrétariat de Nairobi pour superviser la mise en œuvre de ce protocole.
- b) Dans ce but, le Secrétariat de Nairobi sera responsable:
  - i) du développement et l'émission de lignes de conduites et d'instructions pour la mise en application de, le suivi de la mise en application de, de l'exécution de, et de l'évaluation de ce protocole, en liaison avec les agences du secteur sécuritaire, de s'assurer de l'adhésion aux normes exposées ici, et d'informer régulièrement les Ministres au sujet des progrès réalisés dans ces domaines ;
  - ii) de prêter attention aux difficultés rencontrées lors de l'application de ce protocole.

#### **Article 19**

##### **Règlement des contestations**

Les contestations surgissant sur l'interprétation ou l'application de ce Protocole, qui ne sont pas résolues à l'amiable, devront être réglées en accord avec les principes de droit international public.

**Article 20****Amendement**

Tout amendement à ce protocole ne pourra être adopté que par une décision prise par les trois quarts des membres des Etats Parties.

**Article 21****Signature**

Ce Protocole sera signé par les représentants des Etats Membres dûment autorisés.

**Article 22****Ratification**

Ce Protocole sera ratifié par les Etats Signataires en accord avec leurs procédures constitutionnelles.

**Article 23****Entré en application**

Ce Protocole entrera en vigueur trente (30) jours après le dépôt des instruments de ratification par deux tiers des Etats Membres.

**Article 24****Adhésion**

Ce Protocole est ouvert à l'adhésion de tout Etat.

**Article 25****Dépositaire et langages**

a) L'original du présent Protocole sera en anglais, français et arabe; ces trois textes faisant également foi.

b) Les instruments de ratification et d'adhésion seront déposés au Secrétariat de Nairobi, qui transmettra des copies certifiées à tous les Etats Membres.

EN FOI DE QUOI, NOUS, les Ministres des Affaires Etrangères et autres plénipotentiaires des Etats Parties, avons signés ce protocole.

Fait à Nairobi ce 21avril 2004.

*Annex*

## *5b The Nairobi Protocol for the Prevention, Control and Reduction of Small Arms and light Weapons in the Great Lakes Region and the Horn of Africa*

**Preamble**

We, the Ministers of Foreign Affairs and other plenipotentiaries of  
 Republic of Burundi  
 Democratic Republic of Congo  
 Republic of Djibouti  
 Federal Democratic Republic of Ethiopia  
 State of Eritrea  
 Republic of Kenya  
 Republic of Rwanda  
 Republic of Seychelles  
 Republic of the Sudan  
 United Republic of Tanzania  
 Republic of Uganda  
 (Hereafter referred to as the States Parties);

REAFFIRMING the inherent right of states to individual or collective self-defence as recognized in Article 51 of the United Nations Charter;

GRAVELY CONCERNED with the problem of the proliferation of illicit small arms and light weapons in the Great Lakes Region and the Horn of Africa and the devastating consequences they have had in sustaining armed conflict and armed crime, degrading the environment, fuelling the illegal exploitation of natural resources and abetting terrorism and other serious crimes in the region;

CONCERNED about the supply of small arms and light weapons into the region and conscious of the need for effective controls of arms transfers by suppliers and brokers outside the region (including measures against transfer of surplus arms) to prevent the problem of illicit small arms and light weapons;

AWARE of the urgent need to prevent, combat and eradicate the illicit manufacturing of, excessive and destabilising accumulation of, trafficking in, illicit possession and use of small arms and light weapons, ammunition, and other related materials, owing to the harmful effects of those activities on the security of each state and the sub-region and the danger they pose to the well-being of the population in the sub-region, their social and economic development and their right to live in peace;



ACKNOWLEDGING that the problem of proliferation of illicit small arms and light weapons in the region has been exacerbated by internal political strife, terrorist activities and extreme poverty, and that a comprehensive strategy to arrest and deal with the problem must include putting in place structures and processes to promote democracy, the observance of human rights, the rule of law and good governance, as well as economic recovery and growth;

RECOGNISING also that the inadequate capacity of states in the region to effectively control and monitor their borders, poor and sometimes open immigration and customs controls, as well as movement of armed refugees across national borders in certain countries, have greatly contributed to the proliferation of illicit small arms and light weapons;

RECOMMENDING that States Parties should consider becoming parties to international instruments relating to the prevention, combating and eradication of illicit manufacturing of, excessive and destabilising accumulation of, trafficking in, illicit possession and use of small arms and light weapons and to implement such instruments within their jurisdiction;

ACKNOWLEDGING the work of the United Nations, the African Union, the European Union, the Organisation of American States, as well as the efforts in Africa to address problems associated with illicit small arms and light weapons;

AGREEING that they shall fulfil their obligations and exercise their rights under this Protocol in a manner consistent with the principles of sovereign equality, territorial integrity of States and non-intervention in the domestic affairs of States Parties;

With the purpose of reaffirming the goals of, and implementing, the Nairobi Declaration and the Coordinating Agenda for Action,

HEREBY AGREE as follows:

## Article 1

### Definitions

In this Protocol, unless the context otherwise indicates:

“**broker**” is a person who acts:

- a) for a commission, advantage or cause, whether pecuniary or otherwise;
- b) to facilitate the transfer, documentation and/or payment in respect of any transaction relating to the buying or selling of small arms and light weapons; or
- c) as an intermediary between any manufacturer, or supplier of, or dealer in small arms and light weapons and any buyer or recipient thereof.

“**brokering**” means acting:

- a) for a commission, advantage or cause, whether pecuniary or otherwise;

b) to facilitate the transfer, documentation and/or payment in respect of any transaction relating to the buying or selling of small arms and light weapons; or

c) thereby acting as intermediary between any manufacturer, or supplier of, or dealer in small arms and light weapons and any buyer or recipient thereof.

“**illicit manufacturing**” shall mean the manufacturing or assembly of small arms and light weapons:

- a) from parts and components illicitly trafficked;
- b) without a licence or authorisation from a competent authority of the State Party where the manufacture or assembly takes place; or
- c) without marking the small arms and light weapons at the time of manufacture, in accordance with Article 7 of this Protocol.

“**illicit trafficking**” means the import, export, acquisition, sale, delivery, movement or transfer of small arms and light weapons from or across the territory of one State Party to that of another State Party if any one of the State Parties concerned does not authorise it in accordance with the terms of this Protocol or if the small arms and light weapons are not marked in accordance with Article 7 of this Protocol;

“**light weapons**” shall include the following portable weapons designed for use by several persons serving as a crew: heavy machine guns, automatic cannons, howitzers, mortars of less than 100 mm calibre, grenade launchers, anti-tank weapons and launchers, recoilless guns, shoulder-fired rockets, anti-aircraft weapons and launchers, and air defence weapons;

“**small arms**” are weapons designed for personal use and shall include: light machine guns, sub-machine guns, including machine pistols, fully automatic rifles and assault rifles, and semi-automatic rifles.

“**small arms**” shall also include:

“**firearms**”, meaning:

- a) any portable barrelled weapon that expels, is designed to expel or may be readily converted to expel a shot, bullet or projectile by the action of an explosive, excluding antique firearms or their replicas. Antique firearms and their replicas shall be defined in accordance with domestic law. In no case, however, shall antique firearms include firearms manufactured after 1899;
- b) any other weapon or destructive device such as an explosive bomb, incendiary bomb or gas bomb, grenade, rocket launcher, missile, missile system or mine

“**ammunition**”, meaning the complete round or its components, including cartridge cases, primers, propellant powder, bullets or projectiles, that are used in a small arm or light weapon, provided that those components are themselves subject to authorisation in the respective State Party;

and “**other related materials**”, meaning any components, parts or replacement parts of a small arm or light weapon, that are essential to its operation.

“**tracing**” shall mean the systematic tracking of small arms and light weapons from manufacturer to purchaser for the purpose of assisting the competent authorities of States Parties in detecting, investigating and analyzing illicit manufacturing and illicit trafficking.

## **Article 2**

### **Objectives**

The objectives of this Protocol are to

- a) prevent, combat and eradicate the illicit manufacturing of, trafficking in, possession and use of small arms and light weapons in the sub-region.
- b) prevent the excessive and destabilising accumulation of small arms and light weapons in the sub-region.
- c) promote and facilitate information sharing and cooperation between the governments in the sub-region, as well as between governments, inter-governmental organisations and civil society, in all matters relating to the illicit trafficking and proliferation of small arms and light weapons.
- d) promote cooperation at the sub-regional level as well as in international fora to effectively combat the small arms and light weapons problem, in collaboration with relevant partners.
- e) encourage accountability, law enforcement and efficient control and management of small arms and light weapons held by States Parties and civilians.

## **Article 3**

### **Legislative Measures**

- a) Each State Party shall adopt such legislative and other measures as may be necessary to establish as criminal offences under its national law the following conduct, when committed intentionally:
  - i) Illicit trafficking in small arms and light weapons.
  - ii) Illicit manufacturing of small arms and light weapons.
  - iii) Illicit possession and misuse of small arms and light weapons.
  - iv) Falsifying or illicitly obliterating, removing or altering the markings on small arms and light weapons as required by this Protocol.
- b) States Parties that have not yet done so shall adopt the necessary legislative or other measures to sanction criminally, civilly or administrative-

ly under their national law the violation of arms embargoes mandated by the Security Council of the United Nations and/or regional organisations.

- c) States Parties undertake to incorporate in their national laws:
  - i) the prohibition of unrestricted civilian possession of small arms;
  - ii) the total prohibition of the civilian possession and use of all light weapons and automatic and semi-automatic rifles and machine guns;
  - iii) the regulation and centralised registration of all civilian-owned small arms in their territories (without prejudice to Article 3 c (ii));
  - iv) measures ensuring that proper controls be exercised over the manufacturing of small arms and light weapons;
  - v) provisions promoting legal uniformity and minimum standards regarding the manufacture, control, possession, import, export, re-export, transit, transport and transfer of small arms and light weapons;
  - vi) provisions ensuring the standardised marking and identification of small arms and light weapons;
  - vii) provisions that adequately provide for the seizure, confiscation, and forfeiture to the State of all small arms and light weapons manufactured or conveyed in transit without or in contravention of licenses, permits, or written authority;
  - viii) provisions for effective control of small arms and light weapons including the storage and usage thereof, competency testing of prospective small arms owners and restriction on owners’ rights to relinquish control, use, and possession of small arms;
  - ix) the monitoring and auditing of licenses held in a person’s possession, and the restriction on the number of small arms that may be owned;
  - x) provisions prohibiting the pawning and pledging of small arms and light weapons;
  - xi) provisions prohibiting the misrepresentation or withholding of any information given with a view to obtain any license or permit;
  - xii) provisions regulating brokering in the individual State Parties; and
  - xiii) provisions promoting legal uniformity in the sphere of sentencing.

## **Article 4**

### **Operational Capacity**

States Parties shall:

- a) strengthen sub-regional co-operation among police, intelligence, customs and border control officials in combating the illicit circulation and trafficking in small arms and light weapons and suppressing criminal activities relating to the use of these weapons;
- b) enhance the capacity of national law enforcement and security agencies, including appropriate training on investigative procedures, border

control and law enforcement techniques, and upgrading of equipment and resources;

c) establish and improve national databases, communication systems and acquire equipment for monitoring and controlling small arms and light weapons movements across borders;

d) establish or enhance inter-agency groups, involving police, military, customs, home affairs and other relevant bodies, to improve policy coordination, information sharing and analysis at national level;

e) develop or improve national training programmes to enhance the capacity of law enforcement agencies to fulfil their roles in the implementation of the agenda for action.

#### **Article 5**

##### **Control of Civilian Possession of Small Arms and Light Weapons**

a) States Parties undertake to consider a co-ordinated review of national procedures and criteria for issuing and withdrawing of small arms and light weapons licenses, and establishing and maintaining national databases of licensed small arms and light weapons, small arms and light weapons owners, and commercial small arms and light weapons traders within their territories.

b) State Parties undertake to :

- i) introduce harmonised, heavy minimum sentences for small arms and light weapons crimes and the carrying of unlicensed small arms and light weapons;
- ii) register and ensure strict accountability and effective control of all small arms and light weapons owned by private security companies;
- iii) prohibit the civilian possession of semi-automatic and automatic rifles and machine guns and all light weapons.

#### **Article 6**

##### **Control and Accountability of State-owned Small Arms and Light Weapons**

States Parties undertake to:

a) establish and maintain complete national inventories of small arms and light weapons held by security forces and other state bodies, to enhance their capacity to manage and maintain secure storage of state-owned small arms and light weapons;

b) ensure strict national accountability and the effective tracing of all small arms and light weapons owned and distributed by the state.

#### **Article 7**

##### **Marking and Tracing of Small Arms and Light Weapons and Record-keeping**

States Parties undertake to:

a) mark each small arm or light weapon at the time of manufacture, with a unique marking providing the name of the manufacturer, the country or place of manufacture and the serial number. The marking should be on the barrel, frame and, where applicable, the slide.

b) mark each small arm or light weapon at the time of import, with a simple marking permitting identification of the country of import and the year of import, and an individual serial number if the small arm or light weapon does not bear one at the time of import so that the source of the small arm or light weapon can be traced.

c) ensure that all small arms and light weapons in the possession of the state are marked with a unique mark.

d) ensure the maintenance, for not less than ten years, of information in relation to small arms and light weapons that is necessary to trace and identify those small arms and light weapons which are illicitly manufactured or trafficked and to prevent and detect such activities. Such information shall include:

- i) the appropriate markings required by this Article;
- ii) in cases involving international transactions in small arms and light weapons, the issuance and expiration dates of the appropriate licenses or authorisations, the country of export, the country of import, the transit countries, where appropriate, and the final recipient and the description and quantity of the articles.

#### **Article 8**

##### **Disposal of State-owned Small Arms and Light Weapons**

States Parties undertake to identify and adopt effective programmes for the collection, safe-storage, destruction and responsible disposal of small arms and light weapons rendered surplus, redundant or obsolete, in accordance with domestic laws, through, inter alia, peace agreements, demobilisation or (re-)integration of ex-combatants, or re-equipment of armed forces or other armed state bodies. States Parties shall accordingly:

a) develop and implement, where they do not exist, national programmes for the identification of surplus, obsolete and seized stocks of small arms and light weapons in possession of the state;

b) ensure that small arms and light weapons rendered surplus, redundant or obsolete through the implementation of a peace process, the re-equipment or re-organisation of armed forces and/ or other state bodies are securely stored, destroyed or disposed of in a way that prevents them from entering the illicit market or flowing into regions in conflict or any other destination that is not fully consistent with agreed criteria for restraint.

#### **Article 9**

##### **Disposal of Confiscated or Unlicensed Small Arms and Light Weapons**

States Parties undertake to:

- a) adopt within their domestic legal systems, such measures as may be necessary to enable confiscation of small arms and light weapons that have been illicitly manufactured or trafficked;
- b) maintain and further develop joint and combined operations across the borders of States Parties to locate, seize and destroy caches of small arms and light weapons left over after conflicts and civil wars;
- c) encourage law enforcement agencies to work with communities to identify small arms and light weapons caches and remove them from society;
- d) establish an effective mechanism for storing impounded, recovered or unlicensed illicit small arms and light weapons pending the investigations that will release them for destruction.

#### **Article 10**

##### **Import, Export, Transfer and Transit of Small Arms and Light Weapons**

- a) Each State Party shall establish and maintain an effective system of export and import licensing or authorisation, as well as of measures on international transit, for the transfer of small arms and light weapons.
- b) Before issuing export licences or authorisations for shipments of small arms and light weapons, each State Party shall verify:
  - i) that the importing States have issued import licences or authorisations; and
  - ii) that, without prejudice to bilateral or multilateral agreements or arrangements favouring landlocked States, the States have, at a minimum, given notice in writing, prior to shipment, that they have no objection to the transit.
- c) The export and import licence or authorisation and accompanying documentation together shall contain information that, at a minimum, shall include the place and the date of issuance, the date of expiration, the country of export, the country of import, the final recipient, a description and the quantity of the small arms and light weapons and, whenever there is transit, the countries of transit. The information contained in the import licence must be provided in advance to the transit States.
- d) The importing State Party shall inform the exporting State Party of the receipt of the dispatched shipment of small arms and light weapons.
- e) Each State Party shall, within available means, take such measures as may be necessary to ensure that licensing or authorisation procedures are secure and that the authenticity of licensing or authorisation documents can be verified or validated.
- f) States Parties may adopt simplified procedures for the temporary import and export and the transit of small arms and light weapons for verifiable lawful purposes such as hunting, sport shooting, evaluation, exhibitions or repairs.

#### **Article 11**

##### **Dealers, Brokers and Brokering**

- State Parties, that have not yet done so, shall establish a national system for regulating dealers and brokers of small arms and light weapons. Such a system of control shall include:
- i) regulating all manufacturers, dealers, traders, financiers and transporters of small arms and light weapons through licensing;
  - ii) registering all brokers operating within their territory;
  - iii) ensuring that all registered brokers seek and obtain authorisation for each individual transaction taking place;
  - iv) ensuring that all brokering transactions provide full disclosure on import and export licenses or authorisation and accompanying documents of the names and locations of all brokers involved in the transaction; and
  - v) licensing, registering and checking regularly and randomly all independent manufacturers, dealers, traders and brokers.

#### **Article 12**

##### **Voluntary Surrender**

States Parties shall introduce programmes to encourage :

- a) small arms and light weapons in lawful civilian possession may be voluntarily surrender their small arms and light weapons for destruction/disposal by the State in accordance with its domestic laws;
- b) illegal small arms and light weapons holders shall surrender their small arms and light weapons for destruction. In such cases, the State may consider granting immunity from prosecution.

#### **Article 13**

##### **Public/Community Education and Awareness Programmes**

- States Parties undertake to develop local, national and regional public/community education and awareness programmes to enhance the involvement of the public and communities and support for efforts to tackle the proliferation and illicit trafficking of small arms and light weapons, and to encourage responsible ownership and management of small arms and light weapons. These programmes shall:
- a) Promote a culture of peace;
  - b) Involve, and cooperate with, all sectors of society.

#### **Article 14**

##### **Mutual Legal Assistance**

- a) States Parties shall engage in the creation of a mutual legal assistance system in order to cooperate with each other to afford mutual legal assistance in a concerted effort to eradicate the illicit manufacturing and trafficking of, and control the possession and use of, small arms and light weapons. Mutual legal assistance shall, inter alia, include the following:

- i) investigation and detection of offences;
  - ii) obtaining evidence and/or statements;
  - iii) execution of searches and seizures;
  - iv) communication of information and transfer of exhibits;
  - v) inspection of sites or examination of objects and/or documents;
  - vi) request for judicial documents;
  - vii) service of judicial documents;
  - viii) communication of relevant documents and records;
  - ix) identification or tracing of suspects or proceeds of crime; and
  - x) application of special investigative techniques, such as forensics, ballistics and fingerprinting.
- b) States Parties may further agree upon any other form of mutual assistance consistent with their national laws.
- c) States Parties shall designate a competent authority which shall have the responsibility and power to execute and monitor requests for mutual legal assistance.
- d) Requests for mutual legal assistance shall be made in writing to the competent authority and shall contain :
- i) the identity of the authority making the request;
  - ii) the subject matter and nature of the investigation or prosecution to which the request relates;
  - iii) the description of the assistance sought;
  - iv) the purpose for which the evidence, information or action is sought; and
  - v) all relevant information available to the requesting State Party and which may be of use to the requested State Party.
- e) A State Party may seek any such additional information, which might be necessary for the execution of the request in accordance with its national laws.

#### **Article 15**

##### **Law Enforcement**

- a) States Parties shall establish appropriate mechanisms for cooperation among law enforcement agencies to promote effective law enforcement including :
- i) strengthening regional and continental cooperation among police, customs and border control services to address the illicit proliferation, circulation and trafficking of small arms and light weapons. These efforts should include, but not be limited to, training, the exchange of information to support common action to contain and reduce illicit small arms and light weapons trafficking across borders, and the conclusion of necessary agreements in this regard;
  - ii) establishing direct communication systems to facilitate free and fast flow of information among the law enforcement agencies in the

- sub-region;
- iii) establishing multi-disciplinary/specialized law enforcement units for combating the illicit manufacturing of and trafficking in, possession and use of small arms and light weapons;
- iv) promoting cooperation with international organisations such as the International Criminal Police Organisation (INTERPOL) and the World Customs Organisation (WCO) and to utilise existing data bases such as the Interpol Weapons and Explosives Tracing System (IWETS);
- v) introducing effective extradition arrangements.

#### **Article 16**

##### **Transparency, Information Exchange and Harmonisation**

States Parties undertake to :

- a) establish National Focal Points to, inter alia, facilitate the rapid information exchange to combat cross-border small arms and light weapons trafficking;
- b) develop and improve transparency in small arms and light weapons accumulations, flows and policies relating to civilian-owned small arms and light weapons, including serious consideration to the development of a sub-regional small arms and light weapons register on civilian possession;
- c) encourage the exchange of information among law enforcement agencies on criminal groups and their associates, types of small arms and light weapons, sources, supply routes, destinations, methods of transportation and financial support of these groups;
- d) establish national small arms and light weapons databases so as to facilitate the exchange of information on small arms and light weapons imports, exports and transfers;
- e) establish systems to verify the validity of documents issued by licensing authorities in the sub-region;
- f) establish a sub-regional system to facilitate intelligence exchange on small arms and light weapons violations and trafficking;
- g) establish a sub-regional system to harmonise relevant import, export and transfer documents and end-user certificates.

#### **Article 17**

##### **Corruption**

States Parties shall institute appropriate and effective measures for cooperation between law enforcement agencies to curb corruption associated with the illicit manufacturing of, trafficking in, illicit possession and use of small arms and light weapons.

**Article 18****Institutional Arrangement**

- a) States Parties mandate the Nairobi Secretariat to oversee the implementation of this Protocol.
- b) In this regard the Nairobi Secretariat shall be responsible for :
- i) development and issuance of guidelines and instructions for the implementation of, monitoring the implementation of, the execution of, and the evaluation of this Protocol, in liaison with law enforcement agencies, and ensuring adherence to the standards set out therein informing Ministers on a regular basis of progress thereof;
  - ii) attending to the difficulties experienced in the application of this Protocol.

**Article 19****Settlement of Disputes**

Disputes arising out of the interpretation or application of this Protocol, which are not settled amicably, shall be settled in accordance with the principles of public international law.

**Article 20****Amendments**

An amendment to this Protocol shall be adopted by a decision of three quarters of the members of the States Parties.

**Article 21****Signature**

This Protocol shall be signed by duly authorised representatives of Member States.

**Article 22****Ratification**

This Protocol shall be ratified by the Signatory States in accordance with their constitutional procedures.

**Article 23****Entry Into Force**

This Protocol shall enter into force thirty (30) days after the deposit of the instruments of ratification by two thirds of the Member States.

**Article 24****Accession**

This Protocol shall remain open for accession by any Member State.

**Article 25****Depositary and Languages**

- a) The original text of this Protocol will be in English, French and Arabic; the three texts being equally authentic
- b) Instruments of ratification and accession shall be deposited with the Nairobi Secretariat, who shall transmit certified copies to all Member States.

IN WITNESSES WHEREOF, WE, the Ministers of Foreign Affairs and other plenipotentiaries of the States Parties have signed this Protocol.

Done at Nairobi this 21st day of April 2004.

For the Government of  
Republic of Burundi

For the Government of  
Democratic Republic of  
Congo

For the Government of  
Republic of Djibouti

For the Government of  
Federal Democratic  
Republic of Ethiopia

For the Government of  
State of Eritrea

For the Government of  
Republic of Kenya

For the Government of  
Republic of Rwanda

For the Government of  
Republic of Seychelles

For the Government of  
Republic of the Sudan

For the Government of  
the Republic of Uganda

For the Government of  
United Republic of Tanzania

## *Annex*

### *5c Ministerial Declaration*

140

**The Second Ministerial Review Conference of The Nairobi Declaration on the problem of the proliferation of illicit small arms and light weapons in the Great Lakes Region and the Horn of Africa, Nairobi, April 20<sup>th</sup> and 21<sup>st</sup>, 2004**

**Ministerial Declaration for Improved Capacity for Action on SALW in the Great Lakes Region and the Horn of Africa**

We, the Ministers for Foreign Affairs and other plenipotentiaries of the countries of the Great Lakes Region and the Horn of Africa namely, Burundi, Democratic Republic of the Congo, Djibouti, Ethiopia, Eritrea, Kenya, Rwanda, Sudan, Uganda and the United Republic of Tanzania, meeting at Nairobi on 20<sup>th</sup> and 21<sup>st</sup> of April 2004 on the occasion of *The Second Ministerial Review Conference of the Nairobi Declaration on the Problem of the Proliferation of Illicit Small Arms and Light Weapons in the Great Lakes Region and the Horn of Africa*;

REAFFIRMING the inherent right of states to individual or collective self-defence as recognised in Article 51 of the United Nations Charter;

GRAVELY CONCERNED with the problem of the proliferation of illicit small arms and light weapons in the Great Lakes Region and the Horn of Africa and the devastating consequences they have had in sustaining armed conflict and armed crime, degrading the environment, fueling the illicit exploitation of natural resources and abetting terrorism and other serious crimes in the region;

CONCERNED about the supply of small arms and light weapons into the region and conscious of the need for effective controls of arms transfers by suppliers and brokers outside the region (including measures against transfer of surplus arms) to prevent the problem of illicit small arms and light weapons;

AWARE of the urgent need to prevent, combat and eradicate the illicit manufacturing of, excessive and destabilising accumulation of, trafficking in, illicit possession and use of small arms and light weapons, ammunition and other related materials, owing to the harmful effects of those activities on the security of each state and the sub-region, their social and economic development and their right to live in peace;

ACKNOWLEDGING that the problem of proliferation of illicit small arms and light weapons in the region has been exacerbated by internal political strife, terrorist activities and extreme poverty, and that a comprehensive strategy to arrest and deal with the problem must include putting in place

structures and processes to promote democracy, the observance of human rights, the rule of law and good governance, as well as economic recovery and growth, and practical measures to ensure peace and security in Africa as expressed in the New Partnership for Africa's Development (NEPAD) initiative and the African Union (AU) Protocols and structures agreed in the Durban and Maputo Summits of 2002 and 2003 respectively;

NOTING that in Africa, preventing, combating and eradicating the proliferation of illicit small arms and light weapons is a key element to promoting long-term security and creating conditions for sustainable development which is a cornerstone of NEPAD and one of the eight agreed priorities of the African Peace and Security Agenda (APSA) agreed upon in Addis Ababa on February 18, 2003.

REAFFIRMING the commitment undertaken by our governments in support of:

- The United Nations' Programme of Action to Prevent, Combat and Eradicate the Illicit Trade in Small Arms and Light Weapons in All its Aspects of July 2001, and the discussions on its implementation in Africa (2002) and at the United Nations First Biannual Meeting of States to consider progress made in implementing the United Nations Programme of Action in New York (2003);
- The Protocol against the Illicit Manufacturing of, and Trafficking in Firearms, their Parts and Components and Ammunition, supplementing the United Nations Convention against Transnational Organised Crime of June 2001, and taking into account the compatible elements thereof in the African Convention on the Prevention and Combating of Terrorism;
- The OAU Bamako Declaration on the Common African Position on the Illicit Proliferation, Circulation and Trafficking of Small Arms and Light Weapons, of December 2000;
- The Nairobi Declaration on the Problem of the Proliferation of Illicit Small Arms and Light Weapons in the Great Lakes Region and the Horn of Africa of March 2000; its Coordinated Agenda for Action on the Problem of the Proliferation of Small Arms and Light Weapons in the Great Lakes Region and the Horn of Africa SAEM/GLR.HOA/1 of November 2000 and its Implementation Plan SAEM/GLR.HOA/2 of November 2000; and,
- The recommendations for Continued Concerted Action of the First Ministerial Review Conference of the Nairobi Declaration on the Problem of the Proliferation of Illicit Small Arms and Light weapons in the Great Lakes Region and the Horn of Africa, including its annexes on the operational guidelines for the improvement of the Nairobi Secretariat, of August 2002.

SUPPORTING similar African initiatives such as those conducted by the Central African States, the Economic Community of West African States

141

(ECOWAS), and the Southern African Development Community (SADC) States, including the holding of the African Conference on the Implementation of the United Nations' Programme of Action on Small Arms: Needs and Partnerships between African countries and Organisation for Economic Cooperation and Development (OECD) countries of March 2002;

WELCOMING the initiative to undertake an international conference on the implementation of the United Nations Programme of Action for North African and Arab countries in Cairo, Egypt during December 2003;

CONGRATULATING, the SADC States for having signed and ratified a legally binding Protocol on the Control of Firearms, Ammunition and other Related Materials that has entered into force in 2004;

COMMENDING those States Parties to the Nairobi Declaration who have established and made operative their National Focal Points and initiated national assessments, leading to the establishment of National Action Plans for Arms Management and Disarmament,

FURTHER COMMENDING the work undertaken by the Nairobi Secretariat in charge of the regional coordination for the implementation of the above-mentioned commitments, the restructuring and strengthening of its Secretariat, the development of coordinating and training tools for effective assistance to National Focal Points, the engagement with experts and with civil society, and the preparation of this Second Ministerial Review Conference;

THANKING the Police Chiefs of the region for having adopted the Nairobi Protocol for the Prevention, Control and Reduction of Small Arms and Light Weapons in the Great Lakes Region and the Horn of Africa as developed by the Eastern African Police Chiefs Cooperation Organisation (EAPCCO) legal sub-committee in 2001 and mandated in the First Ministerial Review Conference of the Nairobi Declaration of 2002;

WELCOMING the contribution of civil society organisations in supporting the implementation of the Nairobi Declaration and sensitising society as to the dangers of the proliferation and trafficking of small arms and light weapons and, in particular, for providing technical assistance and support to the Nairobi Secretariat;

THANKING the international community in general, and the UK Government through the Department for International Development (DFID) in particular, for its continued support for the implementation of the Nairobi Declaration through their support to the Nairobi Secretariat and States Parties engaged in National Action Plans; and

WELCOMING the establishment of the Friends of the Nairobi Declaration initiative in support of approved coordination mechanisms and activities.

**We do hereby declare** our commitment to continue to take all necessary steps to prevent, combat and eradicate the trafficking in, and the

proliferation of small arms, light weapons, ammunition and other related materials in the region.

To this end, our governments will, *inter alia*, undertake to:

**1) Implement the Nairobi Protocol for the Prevention, Control and Reduction of Small Arms and Light Weapons in the Great Lakes Region and Horn of Africa by:**

- a) UNDERTAKING to ratify the Nairobi Protocol (see Annex A) as signed at this meeting by 31 December 2004;
- b) CONFIRMING the Nairobi Secretariat as the coordinating agency for the ratification and implementation of the Protocol; and
- c). MANDATING the Nairobi Secretariat to:
  - i) develop and implement the work plan for the implementation of the Protocol.
  - ii) Promote the rapid ratification of the Protocol by the States Parties.
  - iii) Report back in writing to Ministers on the progress of ratification and implementation on a six monthly basis.
- d) MANDATING the National Focal Points to be responsible for monitoring the ratification, the implementation, the execution and evaluation of this protocol on the national level, in liaison with law enforcement agencies, and ensuring adherence to the standards set out therein and informing Secretariat on a regular basis of progress thereof.
- e) APPOINTING the National Focal Point Coordinator in each Signatory State as the liaison between the Nairobi Secretariat and the relevant agencies in each Signatory State on all matters relating to the ratification and implementation of the Protocol.
- f) REQUESTING the National Focal Point Coordinators of each Signatory State to forward a ratification schedule to the Nairobi Secretariat in accordance with Article 22 of the Protocol, within 30 days of signature of the Protocol that will indicate the following:
  - i) Steps for ratification as required by the Constitutional Procedure of the Signatory State .
  - ii) Proposed timeframe for ratification of the Protocol with the completion date no later than 31 December 2004.
- g) MANDATING the Coordinator of the Nairobi Secretariat to facilitate an information exchange and coordination process on ratification as a matter of urgency.

**2) Consolidate the Nairobi Secretariat as the coordinating agency of the implementation of the Nairobi Declaration and the Nairobi Protocol as well as the leading sub-regional body for small arms and light weapons action in the Great Lakes Region and the Horn of Africa by:**

- a) CALLING on sub-regional, regional and international organisations to work with the Nairobi Secretariat in co-ordinating their activities on small



arms and light weapons in the Great Lakes Region and the Horn of Africa to ensure compatibility with the objectives of the Nairobi Declaration.

b) CALLING on the Commission of the AU to support the implementation of the Nairobi Declaration and other existing regional and national programmes of action by acknowledging that these existing regional and national plans of action have been developed in direct response to the Bamako Declaration of 2000 and are aligned to its recommendations; and promoting support to these initiatives in all meetings relating to the financial support to APSA priorities within the G8/NEPAD partnership and similar initiatives.

c) CALLING on States Parties to the Declaration to ensure the effectiveness and sustainability of the Nairobi Secretariat by working to identify and activate alternative sources of funding in the sub-region.

d) CALLING on the Friends of the Nairobi Declaration to pursue their efforts as laid out in the approved Terms of Reference (see Annex B), and continue to provide support to the Nairobi Declaration and the Secretariat while State Parties are working to identify and activate alternative sources of funding in the sub-region.

e) WELCOMING the proposal from the Republic of Kenya to establish a Committee of Experts to draft an Agreement relating to the establishment of an inter-governmental entity with the legal personality of a body corporate – the Regional Centre on Small Arms (RECSA) – to ensure a co-ordinated implementation of the Nairobi Declaration and the Nairobi Protocol (See Annex E).

f) MANDATING the Nairobi Secretariat to constitute a Committee of Experts drawn for all States Signatories from the Nairobi Declaration and the Nairobi Protocol. This Committee shall submit a final draft of the Agreement to establish RECSA to the 3<sup>rd</sup> Ministerial Review Conference in 2005.

g) REQUESTING the Nairobi Secretariat to organise and hold a Ministerial Review Conference in 2005 to assist Signatory States in their preparation for the United Nations Biannual Meeting in 2006 and review progress with the implementation of the Nairobi Declaration and the Nairobi Protocol.

**3) Improve the sub-regional and national capacity to prevent, control and reduce the problem of small arms and light weapons in the region by:**

a) URGING States Parties, that have not yet done so, to establish and operationalise National Focal Points and develop and implement sustainable and comprehensive National Action Plans for Arms Management.

b) ENHANCING the capacity of law enforcement agencies to prevent, combat and reduce the illicit proliferation of small arms and light weapons by mandating the Nairobi Secretariat and National Focal Points to:

i) IMPLEMENT the approved training curricula for law enforcement offi-

cials (see Annex C).

ii) DEVELOP AND IMPLEMENT standard operating procedures for joint operations for small arms control and reduction.

iii) DEVELOP AND IMPLEMENT a reference and operational manual (ROM) for interaction and co-ordination between National Focal Points and between National Focal Points and the Nairobi Secretariat.

c) IMPROVING the capacity of civil society to support the National Focal Points and the Nairobi Secretariat in the implementation of the Nairobi Declaration and the Nairobi Protocol by encouraging the implementation of the approved training curricula for organised civil society (see Annex D).

**4) Build broader support for the Nairobi Declaration by:**

a) INVITING other states bordering the Great Lakes Region and the Horn of Africa, that are not yet members of similar initiatives, to sign the Nairobi Declaration and its ensuing documents and the Nairobi Protocol and join States Parties in the prevention, control and reduction of small arms and light weapons in the sub-region.

b) INVITING the Republic of Seychelles to sign this Ministerial Declaration and the Nairobi Protocol for the Prevention, Control and Reduction of Small Arms and Light Weapons in the Great Lakes Region and Horn of Africa. Further inviting the Republic of the Seychelles to sign the Nairobi Declaration on the Problem of the Proliferation of Illicit Small Arms and Light Weapons in the Great Lakes Region and the Horn of Africa.

c) FURTHER INVITING other like-minded states and organisations to join the Friends of the Nairobi Declaration and provide support to the Nairobi Secretariat in its endeavour to implement the Nairobi Declaration.

d) ENCOURAGING the Nairobi Secretariat to develop region to region interaction for exchange of information and lessons learned.

e) RECOGNISING the important role that civil society organisations have played in support of the Nairobi Declaration and hereby Mandating the Nairobi Secretariat to establish and support a sub-regional Civil Society Dialogue Forum for:

i) Inter-action and exchange of information between civil society, National Focal Points and the Nairobi Secretariat.

ii) Co-ordination of civil society activities in support of the Nairobi Declaration.

iii) Providing training and support for civil society activities in support of the implementation of the Nairobi Declaration.

**We firmly believe** that these measures will contribute towards preventing, combating and eradicating the stockpiling and illicit trafficking in small arms and light weapons, ammunition and related material, as well as guide effective implementation of the Declaration in the Great Lakes Region and the Horn of Africa.

Furthermore,

We continue to appeal for financial, technical and political support from other sub-regions and organisations on the continent, and from the international community for the effective implementation of this Ministerial Declaration for Improved Capacity for Action in the Great Lakes Region and the Horn of Africa; and

We mandate the Nairobi Secretariat to assist the region to prepare for the UN Interim Ministerial Meeting of 2005 leading to the UN Review Conference of 2006 and to hold a further Ministerial Review Conference to oversee the implementation and development of this Declaration in the year 2005.

In witness thereof, We the Ministers for Foreign Affairs and other plenipotentiaries of the countries of the Great Lakes Region and the Horn of Africa have signed this Declaration.

Done at Nairobi on this 21 st of April 2004, in three original texts, in the English, French and Arabic languages, all three texts being equally authentic.

For the republic of Burundi

For the democratic republic of the Congo

For the republic of Djibouti

For the state of Eritrea

For the federal democratic republic of Ethiopia

For the republic of Kenya

For the republic of Rwanda

For the republic of Seychelles

For the republic of Sudan

For the republic of Uganda

For the united republic of Tanzania

## Annexe

### 6 Code de conduite de l'UE en matière d'exportation d'armements

#### Le Conseil de l'Union européenne :

SE FONDANT sur les critères communs adoptés lors des Conseils européens de Luxembourg et de Lisbonne en 1991 et 1992,

RECONNAISSANT la responsabilité particulière qui incombe aux Etats exportateurs d'armements,

RESOLUS à instaurer pour tous les Etats membres de l'UE des normes communes élevées, qui devraient être considérées comme des normes minimales, en matière de gestion et de modération dans le domaine des transferts d'armes conventionnelles et à renforcer l'échange d'informations dans ce domaine en vue d'assurer une plus grande transparence,

RESOLUS à empêcher les exportations d'équipements qui pourraient être utilisés à des fins de répression interne ou d'agression internationale, ou contribuer à l'instabilité régionale,

DESIREUX, dans le cadre de la PESC, de renforcer leur coopération et de promouvoir leur convergence dans le domaine des exportations d'armes conventionnelles,

PRENANT ACTE des mesures complémentaires prises par l'UE contre les transferts illicites sous la forme du programme de l'UE pour la prévention du trafic illicite d'armes conventionnelles et la lutte contre ce trafic,

CONSTATANT que les Etats membres de l'UE souhaitent conserver une industrie de l'armement dans le cadre de leur base industrielle ainsi que de leur politique de défense,

RECONNAISSANT que les Etats ont le droit de transférer à d'autres les moyens d'assurer leur défense, eu égard au droit naturel de légitime défense reconnu par la Charte des Nations Unies,

a adopté le code de conduite et le dispositif ci-après :

#### PREMIER CRITERE

**Respect des engagements internationaux des Etats membres de l'UE, en particulier des sanctions décrétées par le Conseil de sécurité des Nations Unies et de celles décrétées par la Communauté, des accords en matière, notamment, de non-prolifération, ainsi que des autres obligations internationales**

Une autorisation d'exportation doit être refusée si elle est incompatible avec, notamment :

a) les obligations internationales des Etats membres et les engagements

qu'ils ont pris d'appliquer les embargos sur les armes décrétés par l'ONU, l'OSCE et l'UE ;

b) les obligations internationales incombant aux Etats membres au titre du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, de la Convention sur les armes biologiques et à toxines et de la Convention sur les armes chimiques ;

c) les engagements qu'ils ont pris dans le cadre du Groupe Australie, du Régime de contrôle de la technologie des missiles (RCTM), du Groupe des fournisseurs nucléaires et de l'Arrangement de Wassenaar ;

d) leur engagement de n'exporter aucun type de mines terrestres antipersonnel.

## DEUXIEME CRITERE

### Respect des droits de l'homme dans le pays de destination finale

Après avoir évalué l'attitude du pays destinataire à l'égard des principes énoncés en la matière dans les instruments internationaux concernant les droits de l'homme, les Etats membres:

a) ne délivreront pas d'autorisation d'exportation s'il existe un risque manifeste que le bien dont l'exportation est envisagée serve à la répression interne ;

b) feront preuve, dans chaque cas et en tenant compte de la nature de l'équipement en question, d'une prudence et d'une vigilance particulières en ce qui concerne la délivrance d'autorisations pour des pays où de graves violations des droits de l'homme ont été constatées par les organismes compétents des Nations Unies, le Conseil de l'Europe ou par l'UE ;

A cette fin, les équipements susceptibles de servir à la répression interne comprennent, notamment, les équipements pour lesquels il existe des preuves d'utilisation récente, par l'utilisateur final envisagé, de ces équipements ou d'équipements similaires à des fins de répression interne ou pour lesquels il existe des raisons de penser que ces équipements seront détournés de leur utilisation finale déclarée ou de leur utilisateur final déclaré pour servir à la répression interne. Conformément au point 1 du dispositif du présent code, la nature des équipements sera examinée avec attention, en particulier si ces derniers sont

destinés à des fins de sécurité interne. La répression interne comprend, notamment, la torture et autres traitements ou châtiments cruels, inhumains et dégradants, les exécutions sommaires ou arbitraires, les disparitions, les détentions arbitraires et les autres violations graves des droits de l'homme et des libertés fondamentales que mentionnent les instruments internationaux pertinents en matière de droits de l'homme, notamment la Déclaration universelle des droits de l'homme et le Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

## TROISIEME CRITERE

### Situation intérieure dans le pays de destination finale (existence de tensions ou de conflits armés)

Les Etats membres n'autoriseront pas les exportations susceptibles de provoquer ou de prolonger des conflits armés ou d'aggraver des tensions ou des conflits existants dans le pays de destination finale.

## QUATRIEME CRITERE

### Préservation de la paix, de la sécurité et de la stabilité régionales

Les Etats membres ne délivreront pas d'autorisation d'exportation s'il existe un risque manifeste que le destinataire envisagé utilise le bien en question de manière agressive contre un autre pays ou pour faire valoir par la force une revendication territoriale.

Lorsqu'ils examineront ces risques, les Etats membres de l'UE tiendront compte notamment des éléments suivants:

a) l'existence ou la probabilité d'un conflit armé entre le destinataire et un autre pays ;

b) une revendication sur le territoire d'un pays voisin que le destinataire a, par le passé, tenté ou menacé de faire valoir par la force ;

c) la probabilité que l'équipement serve à des fins autres que la sécurité et la défense nationales légitimes du destinataire ;

d) la nécessité de ne pas porter atteinte de manière significative à la stabilité régionale.

## CINQUIEME CRITERE

### Sécurité nationale des Etats membres et des territoires dont les relations extérieures relèvent de la responsabilité d'un Etat membre, ainsi que celle des pays amis ou alliés

Les Etats membres tiendront compte des éléments suivants :

a) l'incidence potentielle de l'exportation envisagée sur leurs intérêts en matière de défense et de sécurité et ceux d'amis, d'alliés et d'autres Etats membres, tout en reconnaissant que ce facteur ne saurait empêcher la prise en compte des critères relatifs au respect des droits de l'homme ainsi qu'à la paix, la sécurité et la stabilité régionales ;

b) le risque de voir les biens concernés employés contre leurs forces ou celles d'amis, d'alliés ou d'autres Etats membres ;

c) le risque de rétrotechnique et de transfert de technologie non intentionnel.

## SIXIEME CRITERE

### Comportement du pays acheteur à l'égard de la communauté internationale, et notamment son attitude envers le terrorisme, la nature de ses alliances et le respect du droit international

Les Etats membres tiendront notamment compte des antécédents du pays

acheteur dans les domaines suivants :

- a) le soutien ou l'encouragement qu'il apporte au terrorisme et à la criminalité organisée internationale ;
- b) son respect de ses engagements internationaux, notamment en ce qui concerne le non-recours à la force, y compris dans le domaine du droit humanitaire international applicable aux conflits internationaux et non internationaux ;
- c) son engagement en faveur de la non-prolifération et d'autres domaines relevant de la maîtrise des armements et du désarmement, notamment la signature, la ratification et la mise en oeuvre des conventions en matière de maîtrise des armements et de désarmement visées au point b) du premier critère.

#### **SEPTIEME CRITERE**

##### **Existence d'un risque de détournement de l'équipement à l'intérieur du pays acheteur ou de réexportation de celui-ci dans des conditions non souhaitées**

Lors de l'évaluation de l'incidence de l'exportation envisagée sur le pays importateur et du risque de voir les biens exportés détournés vers un utilisateur final non souhaité, on tiendra compte des éléments ci-après :

- a) les intérêts légitimes de défense et de sécurité nationale du pays destinataire, y compris sa participation éventuelle à des opérations de maintien de la paix des Nations Unies ou d'autres organisations ;
- b) la capacité technique du pays destinataire d'utiliser l'équipement ;
- c) la capacité du pays destinataire d'exercer un contrôle effectif sur les exportations ;
- d) le risque que les armes soient réexportées ou détournées vers des organisations terroristes (l'équipement de lutte contre le terrorisme devra faire l'objet d'un examen particulièrement attentif dans ce contexte).

#### **HUITIEME CRITERE**

##### **Compatibilité des exportations d'armements avec la capacité technique et économique du pays destinataire, compte tenu du fait qu'il est souhaitable que les Etats répondent à leurs besoins légitimes de sécurité et de défense en consacrant un minimum de ressources humaines et économiques aux armements**

Les Etats membres examineront, à la lumière des informations provenant de sources autorisées telles que les rapports du PNUD, de la Banque mondiale, du FMI et de l'OCDE, si le projet d'exportation risque de compromettre sérieusement le développement durable du pays destinataire. A cet égard, ils examineront en particulier les niveaux comparatifs des dépenses militaires et sociales du pays destinataire, en tenant également compte d'une éventuelle aide de l'UE ou d'une éventuelle aide bilatérale.

#### **DISPOSITIF**

- 1) Chaque Etat membre de l'UE évaluera, au cas par cas, eu égard aux dispositions du code de conduite, les demandes d'autorisation d'exportation d'équipements militaires qui lui sont adressées.
- 2) Le présent code ne portera pas atteinte au droit des Etats membres de mener une politique nationale plus restrictive.
- 3) Les Etats membres de l'UE diffuseront, par la voie diplomatique, des précisions sur les autorisations refusées conformément au code de conduite pour des équipements militaires, en indiquant les motifs du refus. Les précisions à communiquer figurent à l'annexe A sous la forme d'un projet de formulaire. Avant qu'un Etat membre n'accorde une autorisation pour une transaction globalement identique à celle qui a été refusée par un ou plusieurs autres Etats membres au cours des trois dernières années, il consultera ce(s) dernier(s) au préalable. Si, après consultation, l'Etat membre décide néanmoins d'accorder une autorisation, il en informera l'Etat membre ou les Etats membres ayant refusé l'exportation, en fournissant une argumentation détaillée.

La décision de transférer ou de refuser le transfert d'un article militaire sera laissée à l'appréciation de chaque Etat membre. Par "refus d'autorisation", on entend le refus d'autoriser la vente effective ou l'exportation physique de l'article militaire concerné, faute de quoi une vente serait normalement intervenue ou le contrat concerné aurait été conclu. A cette fin, les refus susceptibles d'être notifiés peuvent, selon les procédures nationales, comprendre le refus d'autoriser que des négociations soient entamées ou une réponse négative à une demande d'enquête officielle préalable concernant une commande particulière.

- 4) Les Etats membres de l'UE préserveront le caractère confidentiel de ces refus et ne chercheront pas à en tirer des bénéfices commerciaux.
- 5) Les Etats membres de l'UE oeuvreront à l'adoption à bref délai d'une liste commune d'équipements militaires couverts par le code, fondée sur des listes nationales ou internationales similaires. Entre-temps, le code fonctionnera sur la base de listes nationales de contrôle, auxquelles seront ajoutés, le cas échéant, des éléments provenant de listes internationales en la matière.
- 6) Les critères figurant dans le présent code et la procédure de consultation prévue au point 3 du dispositif s'appliqueront également aux biens à double usage énumérés à l'annexe 1 de la décision du Conseil 94/942/PESC, dans sa version modifiée, lorsqu'il existe des raisons de penser que ce seront les forces armées ou les forces de sécurité intérieure ou des entités similaires du pays destinataire qui constitueront l'utilisateur final de ces biens.
- 7) Afin de donner au présent code une efficacité maximale, les Etats membres de l'UE oeuvreront dans le cadre de la PESC pour renforcer leur coopération et promouvoir leur convergence dans le domaine des expor-

tations d'armes conventionnelles.

8) Chaque Etat membre de l'UE communiquera à ses autres partenaires de l'UE, à titre confidentiel, un rapport annuel concernant ses exportations de produits liés à la défense et sur la façon dont il a appliqué le code. Ces rapports feront l'objet d'un examen lors d'une réunion annuelle, qui se tiendra dans le cadre de la PESC. Cette réunion permettra également de faire le point sur le fonctionnement du code, de définir les éventuelles améliorations à y apporter et de soumettre au Conseil un rapport de synthèse, élaboré sur la base des contributions des Etats membres.

9) Si nécessaire, les Etats membres de l'UE évalueront conjointement, dans le cadre de la PESC, la situation des destinataires potentiels ou effectifs des exportations d'armes en provenance des Etats membres de l'UE, à la lumière des principes et des critères du code de conduite.

10) Il est reconnu que les Etats membres peuvent également, le cas échéant, prendre en compte les incidences des exportations envisagées sur leurs intérêts économiques, sociaux, commerciaux et industriels, mais que ces facteurs n'affecteront pas l'application des critères susmentionnés.

11) Les Etats membres feront tout ce qui est en leur pouvoir pour encourager les autres Etats exportateurs d'armements à adhérer aux principes du présent code de conduite.

12) Le présent code de conduite et le présent dispositif remplacent toutes les versions précédentes développant les critères communs de 1991 et 1992.

## *Annex*

### *6 EU Code of Conduct for Arms Exports, 8 June 1998*

#### **The Council of the European Union,**

BUILDING on the Common Criteria agreed at the Luxembourg and Lisbon European Councils in 1991 and 1992,

RECOGNISING the special responsibility of arms exporting states, DETERMINED to set high common standards which should be regarded as the minimum for the management of, and restraint in, conventional arms transfers by all EU Member States, and to strengthen the exchange of relevant information with a view to achieving greater transparency, DETERMINED to prevent the export of equipment which might be used for internal repression or international aggression, or contribute to regional instability,

WISHING within the framework of the CFSP to reinforce their cooperation and to promote their convergence in the field of conventional arms exports,

NOTING complementary measures taken by the EU against illicit transfers, in the form of the EU Programme for Preventing and Combating Illicit Trafficking in Conventional Arms,

ACKNOWLEDGING the wish of EU Member States to maintain a defence industry as part of their industrial base as well as their defence effort, RECOGNISING that states have a right to transfer the means of self-defence, consistent with the right of self-defence recognised by the UN Charter,

have adopted the following Code of Conduct and operative provisions:

#### **CRITERION ONE**

**Respect for the international commitments of EU member states, in particular the sanctions decreed by the UN Security Council and those decreed by the Community, agreements on non-proliferation and other subjects, as well as other international obligations**

An export licence should be refused if approval would be inconsistent with, inter alia:

- a) the international obligations of member states and their commitments to enforce UN, OSCE and EU arms embargoes;
- b) the international obligations of member states under the Nuclear Non-Proliferation Treaty, the Biological and Toxin Weapons Convention and the Chemical Weapons Convention;
- c) their commitments in the frameworks of the Australia Group, the Missile Technology Control Regime, the Nuclear Suppliers Group and the Wassenaar Arrangement;
- d) their commitment not to export any form of anti-personnel landmine.

#### **CRITERION TWO**

**The respect of human rights in the country of final destination**

Having assessed the recipient country's attitude towards relevant principles established by international human rights instruments, Member States will:

- a) not issue an export licence if there is a clear risk that the proposed export might be used for internal repression;
- b) exercise special caution and vigilance in issuing licences, on a case-by-case basis and taking account of the nature of the equipment, to countries where serious violations of human rights have been established by the competent bodies of the UN, the Council of Europe or by the EU.

For these purposes, equipment which might be used for internal repression will include, inter alia, equipment where there is evidence of the use of this or similar equipment for internal repression by the proposed end-user, or where there is reason to believe that the equipment will be diverted from its stated end-use or end-user and used for internal repression. In line with operative paragraph 1 of this Code, the nature of

the equipment will be considered carefully, particularly if it is intended for internal security purposes. Internal repression includes, inter alia, torture and other cruel, inhuman and degrading treatment or punishment, summary or arbitrary executions, disappearances, arbitrary detentions and other major violations of human rights and fundamental freedoms as set out in relevant international human rights instruments, including the Universal Declaration on Human Rights and the International Covenant on Civil and Political Rights.

### **CRITERION THREE**

#### **The internal situation in the country of final destination, as a function of the existence of tensions or armed conflicts**

Member States will not allow exports which would provoke or prolong armed conflicts or aggravate existing tensions or conflicts in the country of final destination.

### **CRITERION FOUR**

#### **Preservation of regional peace, security and stability**

Member States will not issue an export licence if there is a clear risk that the intended recipient would use the proposed export aggressively against another country or to assert by force a territorial claim.

When considering these risks, EU Member States will take into account inter alia:

- a) the existence or likelihood of armed conflict between the recipient and another country;
- b) a claim against the territory of a neighbouring country which the recipient has in the past tried or threatened to pursue by means of force;
- c) whether the equipment would be likely to be used other than for the legitimate national security and defence of the recipient;
- d) the need not to affect adversely regional stability in any significant way.

### **CRITERION FIVE**

#### **The national security of the member states and of territories whose external relations are the responsibility of a Member State, as well as that of friendly and allied countries**

Member States will take into account:

- a) the potential effect of the proposed export on their defence and security interests and those of friends, allies and other member states, while recognising that this factor cannot affect consideration of the criteria on respect of human rights and on regional peace, security and stability;
- b) the risk of use of the goods concerned against their forces or those of friends, allies or other member states;
- c) the risk of reverse engineering or unintended technology transfer.

### **CRITERION SIX**

#### **The behaviour of the buyer country with regard to the international community, as regards in particular to its attitude to terrorism, the nature of its alliances and respect for international law**

Member States will take into account inter alia the record of the buyer country with regard to:

- a) its support or encouragement of terrorism and international organised crime;
- b) its compliance with its international commitments, in particular on the non-use of force, including under international humanitarian law applicable to international and non-international conflicts;
- c) its commitment to non-proliferation and other areas of arms control and disarmament, in particular the signature, ratification and implementation of relevant arms control and disarmament conventions referred to in sub-paragraph b) of Criterion One.

### **CRITERION SEVEN**

#### **The existence of a risk that the equipment will be diverted within the buyer country or re-exported under undesirable conditions**

In assessing the impact of the proposed export on the importing country and the risk that exported goods might be diverted to an undesirable end-user, the following will be considered:

- a) the legitimate defence and domestic security interests of the recipient country, including any involvement in UN or other peace-keeping activity;
- b) the technical capability of the recipient country to use the equipment;
- c) the capability of the recipient country to exert effective export controls;
- d) the risk of the arms being re-exported or diverted to terrorist organisations (anti-terrorist equipment would need particularly careful consideration in this context).

### **CRITERION EIGHT**

#### **The compatibility of the arms exports with the technical and economic capacity of the recipient country, taking into account the desirability that states should achieve their legitimate needs of security and defence with the least diversion for armaments of human and economic resources**

Member States will take into account, in the light of information from relevant sources such as UNDP, World Bank, IMF and OECD reports, whether the proposed export would seriously hamper the sustainable development of the recipient country. They will consider in this context the recipient country's relative levels of military and social expenditure, taking into account also any EU or bilateral aid.

## OPERATIVE PROVISIONS

- 1) Each EU Member State will assess export licence applications for military equipment made to it on a case-by-case basis against the provisions of the Code of Conduct.
- 2) This Code will not infringe on the right of Member States to operate more restrictive national policies.
- 3) EU Member States will circulate through diplomatic channels details of licences refused in accordance with the Code of Conduct for military equipment together with an explanation of why the licence has been refused. The details to be notified are set out in the form of a draft pro-forma at Annex A. Before any Member State grants a licence which has been denied by another Member State or States for an essentially identical transaction within the last three years, it will first consult the Member State or States which issued the denial(s). If following consultations, the Member State nevertheless decides to grant a licence, it will notify the Member State or States issuing the denial(s), giving a detailed explanation of its reasoning.  

The decision to transfer or deny the transfer of any item of military equipment will remain at the national discretion of each Member State. A denial of a licence is understood to take place when the member state has refused to authorise the actual sale or physical export of the item of military equipment concerned, where a sale would otherwise have come about, or the conclusion of the relevant contract. For these purposes, a notifiable denial may, in accordance with national procedures, include denial of permission to start negotiations or a negative response to a formal initial enquiry about a specific order.
- 4) EU Member States will keep such denials and consultations confidential and not to use them for commercial advantage.
- 5) EU Member States will work for the early adoption of a common list of military equipment covered by the Code, based on similar national and international lists. Until then, the Code will operate on the basis of national control lists incorporating where appropriate elements from relevant international lists.
- 6) The criteria in this Code and the consultation procedure provided for by paragraph 2 of the operative provisions will also apply to dual-use goods as specified in Annex 1 of Council Decision 94/942/CFSP as amended, where there are grounds for believing that the end-user of such goods will be the armed forces or internal security forces or similar entities in the recipient country.
- 7) In order to maximise the efficiency of this Code, EU Member States will work within the framework of the CFSP to reinforce their cooperation and to promote their convergence in the field of conventional arms exports.
- 8) Each EU Member State will circulate to other EU Partners in confidence an annual report on its defence exports and on its implementation of the

Code. These reports will be discussed at an annual meeting held within the framework of the CFSP. The meeting will also review the operation of the Code, identify any improvements which need to be made and submit to the Council a consolidated report, based on contributions from Member States.

9) EU Member States will, as appropriate, assess jointly through the CFSP framework the situation of potential or actual recipients of arms exports from EU Member States, in the light of the principles and criteria of the Code of Conduct.


10) It is recognised that Member States, where appropriate, may also take into account the effect of proposed exports on their economic, social, commercial and industrial interests, but that these factors will not affect the application of the above criteria.

11) EU Member States will use their best endeavours to encourage other arms exporting states to subscribe to the principles of this Code of Conduct.

12) This Code of Conduct and the operative provisions will replace any previous elaboration of the 1991 and 1992 Common Criteria.

**Written Declaration on strengthening EU arms export controls and working towards an international Arms Trade Treaty**

**EUROPEAN PARLIAMENT**

1999  2004

---

25 February 2004 17/2004

**WRITTEN DECLARATION**

pursuant to Rule 51 of the Rules of Procedure

by Glenys Kinnock, Michael Gahler, Johan Van Hecke, Nelly Maes and Pernille Frahm

on strengthening EU arms export controls and working towards an international Arms Trade Treaty

Expiry date: 6 May 2004

DC\525134EN.doc PE 342.865

**EN** **EN**

**17/2004**

**Written declaration on strengthening EU arms export controls and working towards an international Arms Trade Treaty**

*The European Parliament,*

— having regard to Rule 51 of its Rules of Procedure,

A. whereas irresponsible transfers of weapons, particularly of small arms and light weapons, exacerbate armed conflict and contribute to tremendous human suffering,

B. whereas progress has been made in strengthening the EU Code of Conduct on Arms Exports, but the Code still contains significant weaknesses (including its non-binding nature and the lack of end-use controls and monitoring),

C. whereas there is an urgent need to complement a strengthened EU Code with a global Arms Trade Treaty that would create a clear legal framework for arms transfers based on international human rights standards and humanitarian law,

1. Calls on Member States to express their support for negotiations within the United Nations on an Arms Trade Treaty that would clarify existing state responsibilities under international law and provide for high common standards on arms transfers;
2. Calls on Member States to ensure the forthcoming review of the EU Code remedies the remaining weaknesses of the Code and ensures that Member States will not export defence equipment which would be used in breaches of human rights or international humanitarian law, exacerbate regional instability or undermine sustainable development;
3. Instructs its President to forward this declaration, together with the names of the signatories, to the Commission, the Council and the United Nations.

PE 342.865 2/2 DC\525134EN.doc

**EN**



## *Annex*

### **8 *Laws Relevant to Small Arms and Light Weapons***

160

**For absolute accuracy please refer to the National Assembly or Parliament (including possible transitional structures) of the country concerned. Please see also Saferworld publications including “Law of the Gun” and “Strengthening small arms controls: an audit of small arms control legislation in the Great Lakes Region and the Horn of Africa” (February 2004, available at [www.saferworld.org.uk](http://www.saferworld.org.uk)).**

#### **Burundi**

Decree No. 1/91 of 2 August 1971; Decree No. 1/92 of August 1971

#### **Democratic Republic of Congo (DRC)**

L’ordonnance Loi No 85-035 du 3 septembre 1985 portant sur le regime d’armes et leurs munitions.

L’ordonnance Loi No 86-078 du 7 mars 1986 portant modification des articles 36 et 37 de l’ordonnance loi no 85-212, ayant trait a la meme matiere.

L’ordonnance Loi No 86-079 du 7 mars 1986 determinant les caracteristiques des armes a feu sur le territoire national.

Le Decret Loi No 066 du 9 juin 2000 portant demobilisation et reinsertion des groupes vulnerables presents au sein des forces combattantes.

#### **Kenya**

The Fire Arms Act (1954; rev. 1991)

#### **Tanzania**

Arms and Ammunition Act, 1991

#### **Uganda**

The Firearms Act, 1970

#### **Rwanda**

Law of 21st November, 1964 on Firearms (rev. by Decree No. 12/79 of 7th May 1979 on Firearms and Ammunition)